

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Quatrième trimestre de 2007



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostat@statcan.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-0581
-------------	----------------

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Mars 2008

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 6, no 4

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableau CANSIM	379-0027
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication :	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication :	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication :	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	7
Politique de révision	7
Révisions dans cette édition.	7
Section A	
Aperçu.	8
Diminution marquée des exportations de biens	9
Vigueur accrue des dépenses de consommation	9
Ralentissement de l'investissement en logement	10
Légère augmentation de la construction non résidentielle	10
L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé	10
Constitution importante de stocks	10
Ralentissement de la progression des bénéfices des sociétés	10
Revenu du travail à la hausse	10
Produit intérieur brut par industrie, décembre 2007	10
Revue de fin d'année.	11
Section B	
PIB en termes de revenus et de dépenses	14
Diminution marquée des exportations	14
Vigueur accrue des dépenses de consommation	15
Ralentissement de l'investissement en logement	16
Légère augmentation de la construction non résidentielle	16
L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé	16
Constitution importante de stocks	17
Ralentissement de la progression des bénéfices des sociétés	17
Revenu du travail à la hausse	17
Diminution de l'épargne personnelle	17
Prix pour l'ensemble de l'économie	17
Revue de fin d'année.	18
Bond des dépenses de consommation	18
Augmentation de la demande de logements	18
L'investissement des entreprises en usines et matériel continue	19
Les bénéfices des sociétés demeurent stables	19
Légère croissance des exportations	19
Hausse généralisée des importations	19
Les stocks continuent de s'accumuler	20
La hausse du revenu personnel s'est encore accentuée cette année	20
Progression des prix pour l'ensemble de l'économie	20
Section C	
PIB par industrie	26
La prolongation des fermetures liées aux vacances réduit la production de véhicules automobiles	26
Le commerce de gros et le commerce de détail cèdent du terrain	27
La production d'énergie diminue	27
Autres industries	27
Quatrième trimestre de 2007	27
2007	28

Section D

Balance des paiements internationaux	32
Compte courant	32
L'excédent le plus faible pour les biens en plus de huit ans	32
Le déficit au titre des services continue de se creuser	33
Le déficit des revenus d'investissement reste stable	34
Compte financier	35
Les investisseurs directs étrangers terminent 2007 en effectuant des investissements records	35
Forte baisse des avoirs en actions de portefeuille canadiennes par les non-résidents	35
Les investissements directs canadiens à l'étranger se maintiennent	36
Reprise de la demande de titres étrangers par les investisseurs canadiens	36
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves	37

Section E

Comptes des flux financiers	40
Secteur des ménages	40
Secteur des entreprises	41
Secteur des administrations publiques	41

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	47
Quatrième trimestre de 2007	48
Le ralentissement de la production touche autant les entreprises canadiennes qu'américaines	48
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre augmentent dans les deux pays	49
Recul de la productivité : le secteur des biens est freinée par la fabrication	49
Le secteur de la fabrication : le repli de sa production était accompagné d'une baisse moins prononcée des heures travaillées	49
Revue de l'année 2007	50
La croissance de la productivité ralentit au Canada, pendant qu'elle accélère aux États-Unis	50
La productivité s'accroît sensiblement au même rythme dans le secteur des services et celui des biens	52
Coût unitaire de la main d'oeuvre en hausse pour toutes les industries en 2007	52

Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada	58
Le passif international augmente plus que l'actif	58
Le dollar canadien a une incidence annuelle plus forte que jamais	58
Investissement direct	59
Actif	59
Passif	59
Les investissements directs nets sont modérément négatifs	59
Placements de portefeuille	59
Actif	59
Passif	60
Autres actifs	60
Diminution de la dette extérieure nette lorsque les placements de portefeuille sont exprimés à la valeur au marché	60

Section H

Comptes du bilan national	62
La valeur nette des ménages augmente plus lentement	63
Le secteur des sociétés non financières continue d'afficher un excédent	64
La croissance des actifs des institutions financières s'accélère	64
La dette nette des administrations publiques grimpe de nouveau	64
Sommaire annuel, 2007	64
Le bilan national s'améliore, mais moins rapidement	64
La valeur des réserves de ressources naturelles augmente grâce à la forte demande et aux prix plus élevés sur les marchés	64

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie :

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007.

PIB par industrie :

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2007.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007 au niveau agrégé et au niveau industriel.

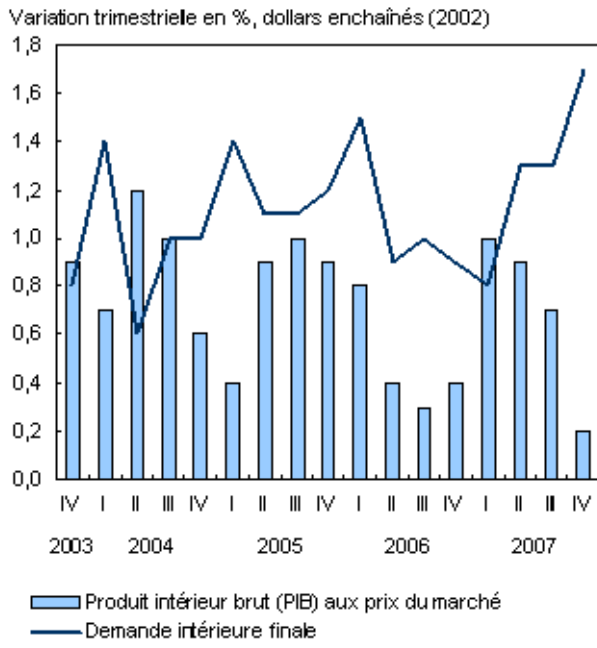
Section A Aperçu

Quatrième trimestre de 2007, décembre 2007 et année 2007

La croissance économique a considérablement ralenti au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant progressé de 0,2 %, comparativement à 0,7 % au troisième trimestre. Il y a eu une contraction de 0,7 % de l'activité économique en décembre.

Graphique A.1

La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du PIB



Les exportations ont connu un recul marqué de 2,2 % au quatrième trimestre, dans la foulée de l'appréciation du dollar canadien et de la fermeture prolongée liées aux vacances d'usines de fabrication de véhicules automobiles. Par ailleurs, une forte hausse de la demande intérieure finale et l'accumulation des stocks des grossistes et des détaillants ont fait grimper les importations de 2,6 %. Le recul des exportations est le premier à survenir en six trimestres, alors que la balance commerciale internationale du Canada a continué à se dégrader au quatrième trimestre.

Note aux lecteurs

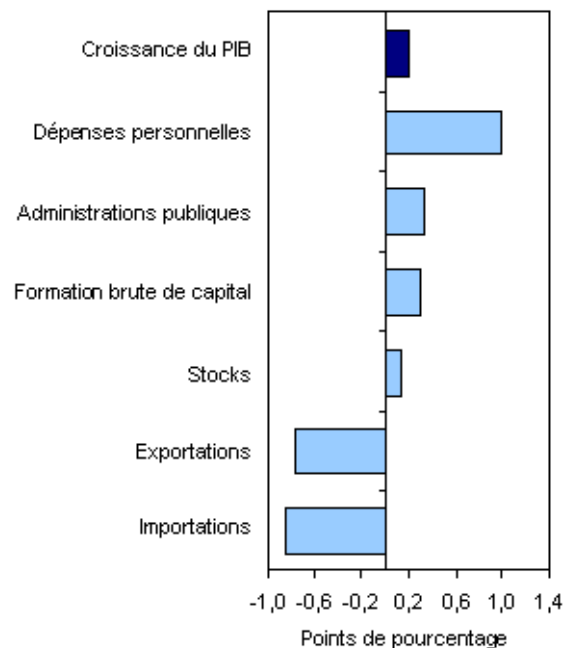
Les variations en pourcentage des statistiques des comptes des dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir des mesures de volume corrigées en fonction des effets des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculées à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des effets des variations de prix.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à lead-info-dcrr@statcan.ca. On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à [Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie](#) (numéro 13-605-XIF au catalogue).

Les dépenses de consommation se sont accélérées au quatrième trimestre de 2007, alimentées par le bond de 4,3 % des achats de véhicules automobiles, par une hausse des dépenses de voyage à l'étranger et par l'augmentation des achats reliés au transport aérien. L'investissement des entreprises en machines et matériel a conservé un rythme élevé.

Graphique A.2

Contributions à la variation en pourcentage du PIB, quatrième trimestre de 2007



La production des secteurs de services a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre, tandis que celle des industries productrices de biens a fléchi de 0,9 %. Ce sont les commerces de gros et de détail ainsi que les services publics qui ont connu la plus forte croissance.

Les secteurs de la finance et des assurances, de la construction, de la foresterie, ainsi que de l'hébergement et des services de restauration ont aussi contribué à la progression globale, laquelle a été contrebalancée en partie par le recul des secteurs de la fabrication et des mines ainsi que de certaines industries du secteur du transport.

Les bénéficiaires des sociétés ont connu une légère hausse (+0,5 %), ce qui est nettement inférieur à la croissance enregistrée au cours des trois trimestres précédents. Le revenu du travail a été vigoureux au quatrième trimestre. La croissance de l'emploi et des gains moyens s'est poursuivie durant le trimestre.

Le taux annualisé de croissance de l'économie canadienne au quatrième trimestre a été de 0,8 %, contre 0,6 % pour l'économie américaine.

Tableau A.1
Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)^[1]

	Variation d'une		Variation année à l'autre
	Variation	annualisée	
	%		
Premier trimestre de 2007	1,0	4,0	2,1
Deuxième trimestre de 2007	0,9	3,8	2,6
Troisième trimestre de 2007	0,7	3,0	3,1
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,8	2,9
2007	2,7	...	2,7

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 1,1 % durant le trimestre, ce qui est encore une fois principalement attribuable à des prix de l'énergie plus élevés. Si l'on exclut l'énergie, l'augmentation de ces prix se chiffre à 0,7 %. Parallèlement, les prix à l'importation ont diminué de 3,9 % au cours du trimestre. Compte tenu de cette troisième baisse consécutive, les prix à l'importation sont maintenant 17 % plus bas qu'en 2002.

Diminution marquée des exportations de biens

Le recul des exportations au quatrième trimestre résulte de la diminution de 2,7 % des livraisons internationales de biens. Les exportations de marchandises avaient augmenté en moyenne de 0,5 % au cours des trois trimestres précédents.

Ce recul des exportations de biens a été généralisé. Les exportations de machines et matériel et de produits de l'automobile ont continué d'être faibles, fléchissant de 3,4 % et 1,7 % respectivement. Les exportations de biens et matériaux industriels ont aussi diminué de 2,7 %, après deux trimestres consécutifs de croissance.

Vigueur accrue des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,8 % au quatrième trimestre, contre 1,1 % au troisième trimestre.

Environ la moitié de l'augmentation de 2,1 % des dépenses en services sont attribuables à la forte hausse des dépenses de voyage à l'étranger. Il s'agit d'un troisième trimestre de suite où ces dépenses nettes à l'étranger connaissent une hausse élevée, ce que reflète la montée en flèche des dépenses aux États-Unis et dans d'autres pays.

Les biens durables ont progressé de 2,9 %, stimulés par les importants achats de véhicules automobiles.

Tableau A.2
Produit intérieur brut mensuel par industrie au prix de base

	Juillet 2007 ^T	Août 2007 ^T	Septembre 2007 ^T	Octobre 2007 ^T	Novembre 2007 ^T	Décembre 2007 ^P
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (2002), variation mensuelle en %						
Ensemble des industries	0,1	0,2	-0,0	0,3	0,1	-0,7
Industries productrices de biens	-0,4	0,2	-0,4	0,1	-0,2	-1,8
Industries productrices de services	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3	-0,2
Production industrielle	-0,4	0,0	-0,7	0,1	-0,4	-2,4
Fabrication	0,2	-0,5	-1,0	0,7	-0,6	-3,2
Commerce de gros	1,6	-0,1	0,8	1,6	-0,0	-2,0
Secteur de l'énergie	-1,4	0,4	-0,2	-0,7	0,1	-1,2

^T Données révisées.

^P Données provisoires.

Ralentissement de l'investissement en logement

L'investissement des entreprises au chapitre de la construction résidentielle a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre, ce qui est inférieur à la moitié du rythme affiché au troisième trimestre (+1,4 %). Il s'agit d'une quatrième hausse trimestrielle de suite. La plus grande partie du ralentissement survenu au cours du trimestre est attribuable à une baisse de l'activité sur le marché de la revente (-2,6 %), qui connaît un deuxième repli consécutif.

Légère augmentation de la construction non résidentielle

L'investissement des entreprises en bâtiments et en ouvrages de génie a légèrement augmenté au quatrième trimestre, après avoir enregistré deux baisses trimestrielles. L'investissement en ouvrages de génie a nettement diminué en 2007 après avoir connu des hausses annuelles d'au moins 10 % lors des deux années précédentes.

L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé

L'investissement en machines et matériel a progressé de 3,4 % durant le trimestre, ce qui est comparable au taux de 3,3 % enregistré au trimestre précédent. Si l'on fait exception du fléchissement observé au premier trimestre, l'investissement en machines et matériel a augmenté lors de chaque trimestre depuis le début de 2003. Les hausses de l'investissement observées lors des deux derniers trimestres se sont traduites en une augmentation de 2,5 % des importations de machines et matériel, qui s'est ajoutée à celle de 6,4 % enregistrée au troisième trimestre.

Constitution importante de stocks

Lors des deux derniers trimestres de 2007, il y a eu une importante constitution de stocks; l'accumulation au quatrième trimestre s'est chiffrée à 19 milliards de dollars, ce qui est supérieur aux 16 milliards de dollars au trimestre précédent.

Environ la moitié de cette accumulation est imputable aux biens durables des détaillants et des grossistes. Les stocks des fabricants ont diminué, tandis que les stocks agricoles ont été écoulés, les agriculteurs ayant tiré parti des cours élevés des céréales.

Ralentissement de la progression des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont connu une légère hausse durant le trimestre (+0,5 %), ce qui est nettement inférieur à celle enregistrée au cours des trois trimestres précédents.

La hausse des bénéfices dans les secteurs du commerce de gros et de détail a contrebalancé la baisse des bénéfices dans le secteur de la fabrication et des mines. Les bénéfices des institutions financières ont légèrement diminué durant le quatrième trimestre.

Revenu du travail à la hausse

Le revenu du travail a connu une forte progression au cours du quatrième trimestre, soit de 1,8 %, ce qui est nettement supérieur à l'augmentation de 0,4 % affichée au troisième trimestre. Les secteurs des mines et des services publics ont fait augmenter les salaires dans les secteurs producteurs de biens (+1,9 %); les secteurs de l'éducation et des soins de santé ont pour leur part contribué à la hausse enregistrée dans les secteurs de services (+1,7 %).

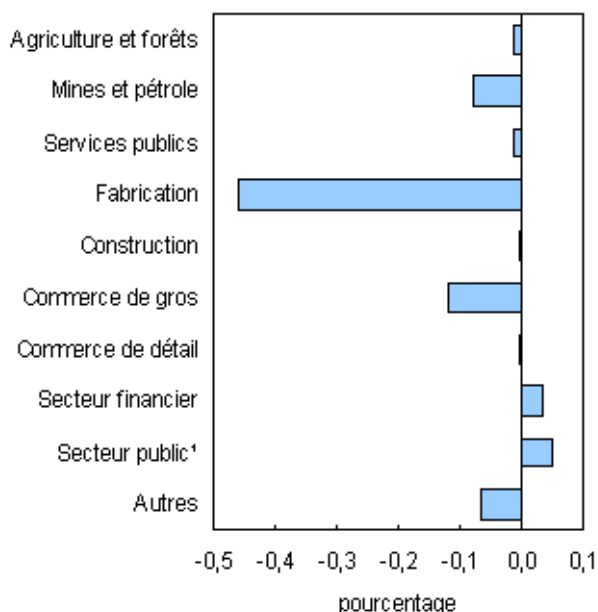
La progression des transferts gouvernementaux aux particuliers enregistrée au quatrième trimestre (+0,7 %) a été moins forte qu'au troisième trimestre.

Une augmentation du revenu personnel, combiné à une modeste hausse des impôts sur le revenu, a fait croître le revenu personnel disponible de 1,6 %. Le taux d'épargne personnelle a fléchi pour s'établir à 0,8 % au quatrième trimestre, de pair avec l'augmentation des dépenses personnelles.

La dette des ménages (hypothèques et crédit à la consommation) a augmenté légèrement, correspondant à 116,4 % du revenu personnel disponible. Les frais de service de la dette sont demeurés inchangés, représentant environ 8 % du revenu personnel disponible.

Produit intérieur brut par industrie, décembre 2007

L'activité économique s'est repliée de 0,7 % en décembre, après des augmentations de 0,1 % en novembre et de 0,3 % en octobre. La baisse enregistrée en décembre tient principalement à une diminution marquée dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de l'extraction de pétrole et de gaz. De légères hausses ont été observées dans l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, et dans le secteur de la finance, tandis que la construction est restée inchangée.

Graphique A.3**Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale - Décembre 2007**

1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Les activités de fabrication ont chuté de 3,2 % en décembre, atteignant leur niveau le plus bas depuis décembre 2001. La production de véhicules automobiles a diminué de 27 %, soit la plus forte baisse mensuelle depuis janvier 1990, lorsque des compressions avaient entraîné une réduction des activités de 37 %.

L'importante baisse de production de véhicules automobiles en décembre est principalement attribuable à la prolongation des fermetures liées aux vacances et ce, à des fins de contrôle des stocks ainsi que de renouvellement de l'outillage. Si on exclut la production de véhicules automobiles et de pièces, l'activité économique a fléchi de 0,4 % en décembre.

Selon l'information provisoire, il y a eu une reprise partielle de la production de véhicules automobiles en janvier 2008 par rapport au niveau inscrit en décembre.

Les baisses dans le secteur de la fabrication ont été généralisées, ayant touché 17 des 21 principaux groupes. La fabrication de biens durables (-4,8 %) et celle de biens non durables (-0,9 %) ont toutes deux diminué. On a aussi enregistré des baisses importantes dans la fabrication de produits en bois, de machines et de produits minéraux non métalliques. Le repli dans le secteur de la fabrication a aussi eu une incidence sur certaines industries du transport, dont le transport par train et par camion, ainsi que sur le secteur du commerce de gros.

Les activités de commerce de gros ont diminué de 2,0 % en décembre, ce qui est attribuable en grande partie à la chute du commerce de produits automobiles, des boissons et des aliments et des machines et du matériel électronique. La valeur ajoutée du secteur du commerce de détail a légèrement diminué (-0,1 %).

Le secteur de l'énergie s'est replié de 1,2 % en décembre. L'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a fléchi de 1,7 %, sous l'effet d'une baisse de l'extraction pétrolière. La production d'électricité a diminué de 1,2 % en décembre.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et de la fabrication) a diminué de 2,4 % en décembre, les trois secteurs ayant connu une baisse. Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté légèrement de 0,1 %, la production manufacturière augmentant tandis que celle des mines et des services publics fléchissait.

Le secteur de la construction est demeuré stable en décembre, alors que les activités ont pu être freinées par d'importantes chutes de neige dans certaines régions du pays. Les hausses touchant la construction de bâtiments non résidentiels (+0,1 %) et les travaux de génie et de réparation (+0,1 %) ont été neutralisées par la baisse de 0,4 % de la construction résidentielle. Le marché de la vente de maisons a continué de décliner, de sorte que l'industrie des agents et courtiers immobiliers a reculé de 2,1 % au cours du mois.

Revue de fin d'année

Le PIB réel a progressé de 2,7 % en 2007, ce qui constitue un léger ralentissement par rapport à 2006. Ce taux de croissance équivaut au taux moyen enregistré au cours des cinq dernières années. Il y a eu un ralentissement de l'économie tout au cours de 2007, le taux de croissance le plus bas ayant été enregistré au quatrième trimestre.

L'année a été marquée par une nouvelle appréciation substantielle du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Les importations ont bondi, tandis que les exportations ont légèrement progressé à un rythme comparable à celui de 2006. Le revenu personnel et les dépenses de consommation sont demeurés vigoureux alors que la demande intérieure finale a augmenté de 4,3 %.

Les secteurs de la finance et des assurances, des commerces de détail et de gros ainsi que de la construction sont ceux qui ont le plus contribué à la croissance en 2007. L'expansion du secteur de l'énergie s'est poursuivie, mais sa croissance a été limitée par une forte baisse des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (y compris les activités d'exploration).

Après avoir amorcé l'année sur une bonne note, le secteur de la fabrication a de nouveau éprouvé des difficultés en 2007 (-1,1 %), le fléchissement ayant touché à la fois les industries productrices de biens durables et de biens non durables. La foresterie et l'exploitation forestière ainsi que les activités de soutien connexes ont aussi connu une baisse marquée.

Les dépenses de consommation, qui ont augmenté de 4,7 % en 2007, ont été l'un des principaux moteurs de l'économie. Il s'agit de la hausse la plus appréciable observée depuis 1985. La vigueur de l'emploi et du revenu ainsi que les faibles taux d'inflation et d'intérêt ont constitué des conditions favorables pour les consommateurs.

Les dépenses de voyage ont continué à contribuer à la hausse des dépenses en services en 2007. Les dépenses de voyage à l'étranger ont de nouveau connu une hausse marquée, la force du dollar canadien ayant ajouté à l'attrait des voyages à l'étranger.

L'investissement des entreprises au chapitre de la construction résidentielle a contribué à la croissance générale, ayant augmenté de 3,2 % en 2007, ce qui est légèrement supérieur à la progression enregistrée en 2006.

Les entreprises ont continué d'investir massivement en usines et matériel en 2007; l'augmentation de 4,4 % s'ajoute à une série de fortes hausses annuelles.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a augmenté de 5,1 % en 2007, ce qui constitue un ralentissement par rapport aux augmentations supérieures à 7,0 % enregistrées en 2005 et en 2006.

Les bénéfices des sociétés ont poursuivi leur progression, ayant cru de 5,8 % en 2007, soit une croissance légèrement supérieure à celle affichée en 2006 (+5,0 %).

Les exportations ont augmenté légèrement en 2007, alors que les importations ont connu de nouveau une forte augmentation annuelle (+5,7 %). Il s'agit d'une quatrième année de suite où cette augmentation était de 5 % ou plus. Bien que les exportations internationales canadiennes aient continué à tirer profit des cours élevés des produits de base, l'excédent de la balance commerciale a diminué (en valeur nominale).

L'accumulation de stocks s'est poursuivie en 2007, s'étant chiffrée à 11 milliards de dollars, se qui constitue une accumulation légèrement supérieure à celle notée en 2006 (10 milliards de dollars).

Le revenu du travail a augmenté de 6,1 % en 2007, ce qui est à peu près identique à la progression enregistrée en 2006 (+6,2 %).

Les prix des biens et des services produits au Canada ont augmenté de 3,1 % en 2007, comparativement à 2,4 % en 2006. Les prix à l'importation ont reculé de 2,2 %, de sorte qu'ils sont maintenant 12,5 % plus bas qu'ils ne l'étaient en 2002, reflétant l'appréciation soutenue du dollar canadien.

Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	739 764	751 268	767 700	780 552	783 488	797 420	737 382	782 290
	1,2	1,6	2,2	1,7	0,4	1,8	6,2	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	201 864	201 464	205 984	208 840	212 864	214 016	198 859	210 426
	2,2	-0,2	2,2	1,4	1,9	0,5	5,0	5,8
Intérêts et revenus divers de placements	65 464	64 304	67 032	69 516	69 036	69 152	65 310	68 684
	-0,6	-1,8	4,2	3,7	-0,7	0,2	6,9	5,2
Revenu net des entreprises individuelles	86 408	87 200	88 864	90 268	90 604	91 700	86 324	90 359
	0,4	0,9	1,9	1,6	0,4	1,2	1,6	4,7
Impôts moins subventions	160 384	160 040	163 740	167 008	168 220	169 360	161 582	167 082
	-2,3	-0,2	2,3	2,0	0,7	0,7	3,5	3,4
Revenu personnel disponible	844 976	856 616	876 060	881 804	892 316	906 224	842 302	889 101
	1,4	1,4	2,3	0,7	1,2	1,6	6,4	5,6
Taux d'épargne personnelle[2]	1,8	2,2	2,6	1,3	1,3	0,8	2,3	1,5

Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	759 897	766 839	774 461	785 385	794 109	808 418	755 204	790 593
	1,2	0,9	1,0	1,4	1,1	1,8	4,2	4,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	251 113	252 961	254 570	257 150	261 069	265 490	250 604	259 570
	0,4	0,7	0,6	1,0	1,5	1,7	3,3	3,6
Formation brute de capital fixe	300 447	303 625	305 656	309 197	313 770	317 979	299 468	311 651
	0,8	1,1	0,7	1,2	1,5	1,3	7,2	4,1
Investissement en stocks	12 838	61	3 342	4 740	16 468	18 722	10 198	10 818

Exportations de biens et services	505 539	508 881	510 175	513 082	513 997	502 724	505 344	509 995
	0,6	0,7	0,3	0,6	0,2	-2,2	0,7	0,9
Importations de biens et services	552 820	551 615	552 977	562 766	587 039	602 388	545 268	576 293
	1,5	-0,2	0,2	1,8	4,3	2,6	5,0	5,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 284 213	1 288 949	1 301 681	1 313 733	1 323 426	1 326 034	1 282 204	1 316 219
	0,3	0,4	1,0	0,9	0,7	0,2	2,8	2,7
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	374 480	373 421	378 409	380 107	379 349	375 935	375 489	378 450
	-0,3	-0,3	1,3	0,4	-0,2	-0,9	1,2	0,8
Production industrielle	273 486	271 364	275 451	277 059	275 866	272 105	274 357	275 120
	-0,4	-0,8	1,5	0,6	-0,4	-1,4	-0,2	0,3
Secteur de l'énergie	86 638	84 925	86 774	87 612	87 543	86 648	85 876	87 144
	1,0	-2,0	2,2	1,0	-0,1	-1,0	1,0	1,5
Fabrication	184 920	183 590	185 714	186 331	184 806	181 822	186 631	184 668
	-1,3	-0,7	1,2	0,3	-0,8	-1,6	-1,0	-1,1
Fabrication de biens non durables	74 031	73 355	72 594	73 271	72 789	71 563	74 329	72 554
	-0,6	-0,9	-1,0	0,9	-0,7	-1,7	-1,9	-2,4
Fabrication de biens durables	111 038	110 392	113 349	113 270	112 220	110 461	112 470	112 325
	-1,8	-0,6	2,7	-0,1	-0,9	-1,6	-0,3	-0,1
Construction	74 369	75 536	76 369	76 809	77 588	78 146	74 087	77 228
	1,1	1,6	1,1	0,6	1,0	0,7	8,1	4,2
Industries productrices de services	822 022	827 148	834 588	843 180	850 919	857 009	818 862	846 424
	0,6	0,6	0,9	1,0	0,9	0,7	3,8	3,4
Commerce de gros	69 239	68 298	69 245	70 503	72 338	73 296	68 383	71 346
	0,9	-1,4	1,4	1,8	2,6	1,3	7,1	4,3
Commerce de détail	69 647	69 847	71 264	72 874	73 313	74 071	69 015	72 881
	1,0	0,3	2,0	2,3	0,6	1,0	6,0	5,6
Transport et entreposage	55 565	55 683	55 888	56 275	56 850	56 606	55 501	56 405
	0,1	0,2	0,4	0,7	1,0	-0,4	3,2	1,6
Finance, assurances, services immobiliers et de location	231 525	234 023	236 704	239 207	241 131	242 780	230 362	239 956
	1,1	1,1	1,1	1,1	0,8	0,7	3,8	4,2
Technologies de l'information et des communications	54 744	55 151	55 850	56 743	56 975	57 405	54 485	56 743
	0,9	0,7	1,3	1,6	0,4	0,8	4,3	4,1

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

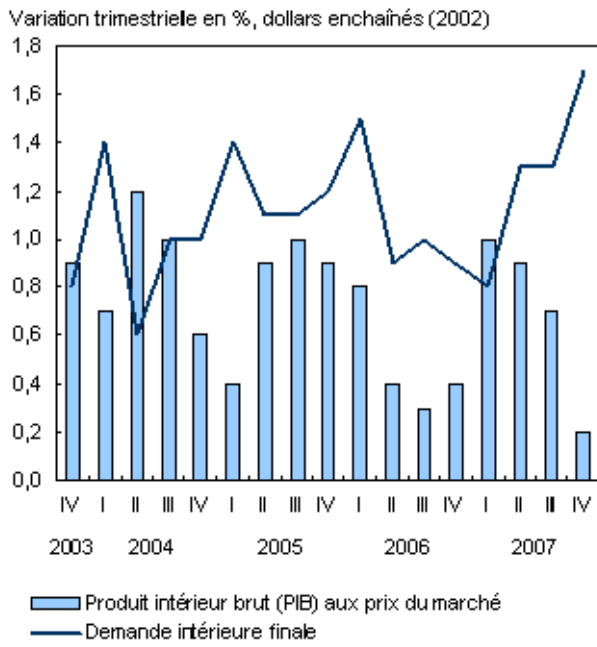
Section B PIB en termes de revenus et de dépenses

Quatrième trimestre de 2007

La croissance économique a considérablement ralenti au quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant progressé de 0,2 %, comparativement à 0,7 % au troisième trimestre. Les exportations ont connu un recul marqué de 2,2 %, dans la foulée de l'appréciation du dollar canadien et de la fermeture prolongée d'usines de fabrication de véhicules automobiles. Par ailleurs, une forte hausse de la demande intérieure finale et l'accumulation des stocks des grossistes et des détaillants ont fait grimper les importations de 2,6 %.

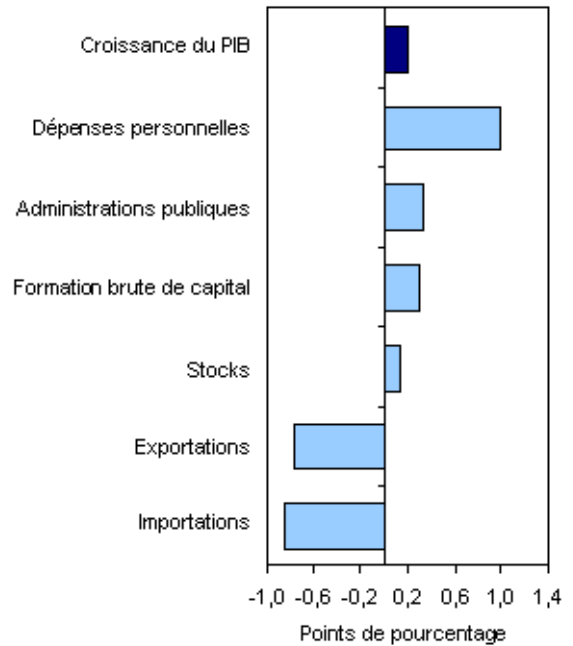
Graphique B.4

La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du PIB



Graphique B.5

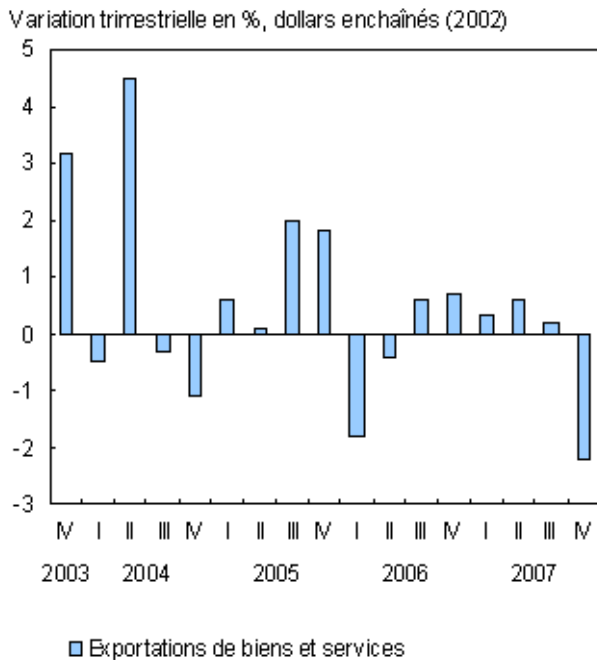
Contribution à la variation en pourcentage du PIB, quatrième trimestre de 2007



Diminution marquée des exportations

Les exportations de biens et de services ont diminué de 2,2 %, soit la première baisse en six trimestres. Le recul des exportations au quatrième trimestre résulte de la diminution de 2,7 % des livraisons internationales de biens, étant donné la baisse de la demande de biens canadiens au sud de la frontière. Les exportations de marchandises avaient augmenté en moyenne de 0,5 % au cours des trois trimestres précédents.

Graphique B.6 Baisse marquée des exportations



Ce recul des exportations de biens a été généralisé. Les exportations de machines et matériel et de produits de l'automobile ont continué d'être faibles, fléchissant de 3,4 % et 1,7 % respectivement. Les exportations de biens et matériaux industriels ont aussi diminué de 2,7 %, après deux trimestres consécutifs de croissance. Pour la première fois cette année, les exportations de produits de l'énergie ont fléchi (-3,2 %).

Les exportations de services ont augmenté de 1,2 % lors du quatrième trimestre, contrebalançant en partie le recul survenu au niveau des biens. Cette hausse survient après la forte baisse de 2,2 % du troisième trimestre. L'augmentation des exportations de services commerciaux et de services gouvernementaux a stimulé les exportations de services, les services de voyage étant demeuré inchangés. Par contre, les services de transport ont fléchi pour un troisième trimestre de suite, atténuant la croissance des exportations de services.

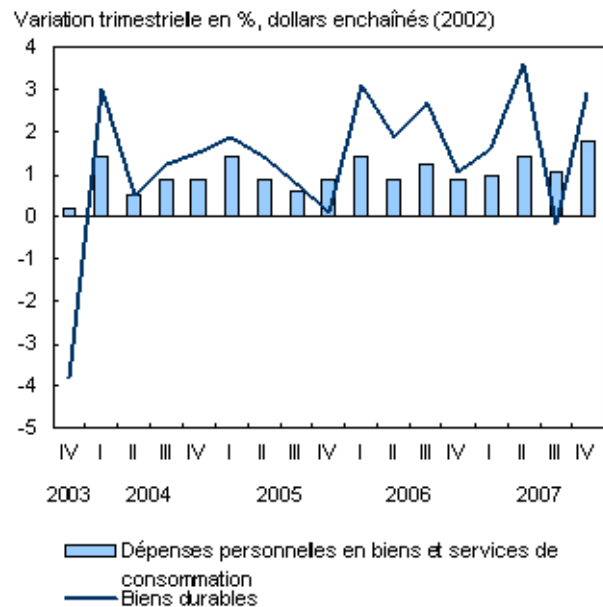
La balance commerciale internationale du Canada a continué à se dégrader au quatrième trimestre. Les importations ont continué de connaître une croissance vigoureuse (+2,6 %). Il y a eu une forte augmentation des importations de machines et matériel, de biens et matériaux industriels et d'autres biens de consommation. Les dépenses des Canadiens voyageant à l'étranger ont bondi au quatrième trimestre, et les importations de services de transport ont aussi connu de nouveau une forte hausse.

L'augmentation marquée des importations est attribuable à la hausse des dépenses de consommation ainsi qu'à une forte accumulation de stocks, les grossistes et les détaillants ayant tiré profit de la vigueur du dollar canadien pour constituer des stocks de marchandises.

Vigueur accrue des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation se sont accélérées au quatrième trimestre de 2007, augmentant de 1,8 % après une hausse de 1,1 % enregistrée au troisième trimestre. Elles ont été stimulées par un bond des dépenses de voyage à l'étranger qui ont contribué à environ la moitié de l'augmentation de 2,1 % des dépenses en services. Il s'agit du troisième trimestre consécutif où ces dépenses nettes à l'étranger connaissent une hausse élevée. Selon l'Enquête sur les voyages internationaux, les voyages avec nuitées vers les États-Unis ont augmenté de 10 % au quatrième trimestre pour s'établir à un niveau qui n'avait pas été atteint depuis le quatrième trimestre de 1991. Les voyages avec nuitées en voiture ont augmenté encore davantage (+16 %). Les dépenses de voyage à l'étranger comprennent les dépenses tant en biens qu'en services. Ainsi, l'augmentation des biens achetés à l'étranger et ramenés au Canada a contribué en partie à l'accroissement des dépenses de voyage à l'étranger. Au quatrième trimestre, les achats de véhicules automobiles neufs et usagés par des Canadiens aux États-Unis ont plus que doublé.

Graphique B.7 Vigueur accrue des dépenses de consommation



Les achats de véhicules automobiles neufs et usagés par les ménages au Canada ont grimpé de 4,3 % au quatrième trimestre. Les dépenses en meubles et appareils ménagers ont connu une hausse importante (+1,7 %). Les achats de matériel de loisirs, de sport et de camping sont aussi demeurés vigoureux au cours du trimestre (+2,2 %).

Ralentissement de l'investissement en logement

L'investissement des entreprises au chapitre de la construction résidentielle a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre, ce qui est inférieur à la moitié du rythme affiché au troisième trimestre (+1,4 %). Il s'agit d'une quatrième hausse trimestrielle de suite. La plus grande partie du ralentissement survenu au cours du trimestre est attribuable à une baisse de l'activité sur le marché de la revente (-2,6 %), qui connaît un deuxième repli consécutif.

La valeur de la construction résidentielle neuve a augmenté de 1,3 %, soit la troisième hausse consécutive de 1 % ou plus. À cela s'ajoute les activités de rénovation, qui ont augmenté de 1,2 % au cours du trimestre.

Légère augmentation de la construction non résidentielle

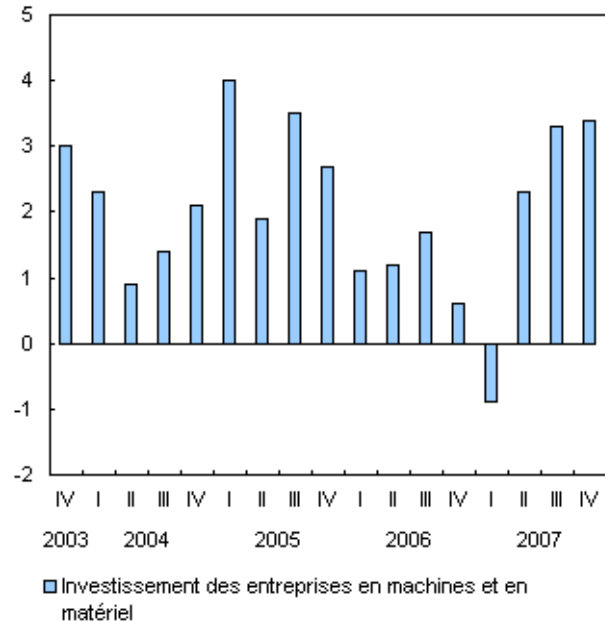
L'investissement des entreprises en bâtiments et en ouvrages de génie a légèrement augmenté au quatrième trimestre, après avoir enregistré deux baisses trimestrielles. L'investissement en ouvrages de génie a nettement diminué en 2007 après avoir connu des hausses annuelles d'au moins 10 % lors des deux années précédentes.

L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé

L'investissement en machines et matériel a progressé de 3,4 % durant le trimestre, ce qui est comparable au taux de 3,3 % enregistré au trimestre précédent. Si l'on fait exception du fléchissement observé au premier trimestre, l'investissement en machines et matériel a augmenté lors de chaque trimestre depuis le début de 2003.

Graphique B.8
L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les hausses de l'investissement observées lors des deux derniers trimestres se sont traduites en une augmentation de 2,5 % des importations de machines et matériel, qui s'est ajoutée à celle de 6,4 % enregistrée au troisième trimestre. Ces hausses importantes montrent que les entreprises continuent de tirer parti des prix peu élevés des machines et matériel.

Les achats des entreprises en machines industrielles ont augmenté de 5,8 % durant le trimestre, après deux trimestres consécutifs où les hausses ont été de 3,0 % ou plus. On a aussi observé de fortes augmentations dans le cas du matériel de télécommunications (+9,8 %), ce qui faisait suite à des augmentations marquées aux deuxième et troisième trimestres.

Les achats de camions ont rebondi au quatrième trimestre, ayant grimpé de 6,3 % et enrayant presque les diminutions des trois trimestres précédents.

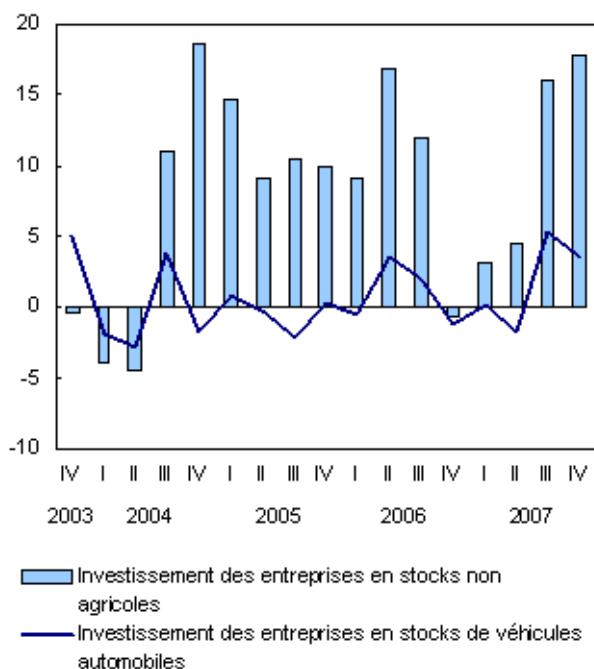
Constitution importante de stocks

Lors des deux derniers trimestres de 2007, il y a eu une importante constitution de stocks; l'accumulation au quatrième trimestre s'est chiffrée à 19 milliards de dollars, ce qui est supérieur aux 16 milliards de dollars au trimestre précédent.

Graphique B.9

Accumulation importante de stocks

Milliards de dollars enchaînés (2002)



Environ la moitié de cette accumulation est imputable aux biens durables des détaillants et des grossistes. Les stocks des fabricants ont diminué, tandis que les stocks agricoles ont été écoulés, les agriculteurs ayant tiré parti des cours élevés des céréales.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a cru légèrement et a atteint 0,68, ce qui correspond à des stocks suffisants pour 62 jours de ventes.

Ralentissement de la progression des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont connu une légère hausse durant le trimestre (+0,5 %), ce qui est nettement inférieur à la croissance enregistrée au cours des trois trimestres précédents.

La hausse des bénéfices dans les secteurs du commerce de gros et de détail a contrebalancé la baisse des bénéfices dans le secteur de la fabrication et des mines. Les bénéfices des institutions financières ont légèrement diminué durant le quatrième trimestre.

Revenu du travail à la hausse

Le revenu du travail a connu une forte progression au cours du quatrième trimestre, soit de 1,8 %, ce qui est nettement supérieur à l'augmentation de 0,4 % affichée au troisième trimestre. Les secteurs des mines et des services publics ont fait augmenter les salaires dans les secteurs producteurs de biens (+1,9 %); les secteurs de l'éducation et des soins de santé ont pour leur part contribué à la hausse enregistrée dans les secteurs de services (+1,7 %).

La croissance de l'emploi et des gains moyens s'est poursuivie au cours du trimestre.

Les paiements spéciaux au titre de l'équité salariale au Québec au quatrième trimestre ont engendré une hausse de seulement 0,1 % du revenu du travail. Si l'on exclut ces paiements spéciaux, la croissance du revenu du travail au troisième trimestre s'est établie à 1,1 %, et à 1,7 % au quatrième.

Diminution de l'épargne personnelle

La hausse des transferts des administrations publiques aux particuliers, qui avait été forte au troisième trimestre, a été plus modérée au quatrième (+0,7 %). Les transferts effectués au quatrième trimestre ont comporté notamment un paiement compensatoire important aux personnes survivantes ayant résidé dans des pensionnats. Cela faisait suite au versement d'indemnités totalisant 1 milliard de dollars au troisième trimestre à l'intention des personnes ayant contracté l'hépatite C.

Par suite de l'augmentation du revenu personnel combiné à une modeste hausse des impôts sur le revenu, il y a eu une augmentation de 1,6 % du revenu personnel disponible. Le taux d'épargne personnelle a fléchi pour s'établir à 0,8 % au quatrième trimestre, de pair avec l'augmentation des dépenses personnelles.

Prix pour l'ensemble de l'économie

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 1,1 % durant le trimestre, ce qui est encore une fois principalement attribuable à des prix de l'énergie plus élevés. Si l'on exclut l'énergie, l'augmentation de ces prix se chiffre à 0,7 %. Parallèlement, les prix à l'importation ont diminué de 3,9 % au cours du trimestre. Compte tenu de cette troisième baisse consécutive, les prix à l'importation sont maintenant 17 % plus bas qu'en 2002. Les prix à l'exportation ont aussi diminué pour un troisième trimestre consécutif, cette fois de 0,7 %. Les prix associés à la demande intérieure finale ont augmenté de 0,3 %.

Revue de fin d'année

Le PIB réel a progressé de 2,7 % en 2007, ce qui constitue un léger ralentissement par rapport à 2006. Ce taux de croissance équivaut au taux moyen enregistré au cours des cinq dernières années. Il y a eu un ralentissement de l'économie tout au cours de 2007, le taux de croissance le plus bas ayant été enregistré au quatrième trimestre. L'année a été marquée par une nouvelle appréciation substantielle du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Les importations ont bondi, tandis que les exportations ont légèrement progressé à un rythme comparable à celui de 2006. Le revenu personnel et les dépenses de consommation sont demeurés vigoureux alors que la demande intérieure finale a augmenté de 4,3 %.

Bond des dépenses de consommation

Les dépenses de consommation, qui ont augmenté de 4,7 % en 2007, ont été l'un des principaux moteurs de l'économie. Il s'agit de la hausse la plus appréciable observée depuis 1985. La vigueur de l'emploi et du revenu ainsi que les faibles taux d'inflation et d'intérêt ont constitué des conditions favorables pour les consommateurs.

Les dépenses en biens durables ont augmenté de 7,7 % en 2007, soit la plus forte hausse depuis 2002. Cette augmentation tient entre autres aux achats de véhicules automobiles neufs et usagés, qui ont progressé de 7,2 % en 2007, contre 2,1 % en 2006. Les dépenses des Canadiens en meubles et appareils ménagers ont continué d'être élevées en 2007, augmentant de 5,4 %, comparativement à 6,8 % l'année précédente.

Les dépenses en biens semi-durables sont également demeurées vigoureuses, progressant de 6,1 % en 2007. Les dépenses de consommation en vêtements et chaussures ont augmenté de 6,0 % en 2007, ce qui est inférieur à la hausse de 8,1 % enregistrée en 2006.

Les dépenses en biens non durables ont avancé de 3,1 % en 2007—soit la plus forte hausse depuis 1974—poussées par une hausse marquée de la consommation de gaz naturel (+7,3 %).

Les dépenses de voyage ont continué de stimuler la hausse des dépenses en services en 2007. Les dépenses de voyage à l'étranger ont de nouveau connu une hausse importante, la force du dollar canadien ajoutant à l'attrait de plusieurs destinations à l'étranger et incitant les Canadiens à ramener plus de biens. Les dépenses de transport aérien ont augmenté de 7,1 %; cette forte croissance annuelle prolonge la forte tendance amorcée en 2004. Dans l'ensemble, les achats de services ont augmenté de 4,5 % durant 2007, soit presque le même taux que lors des deux années précédentes.

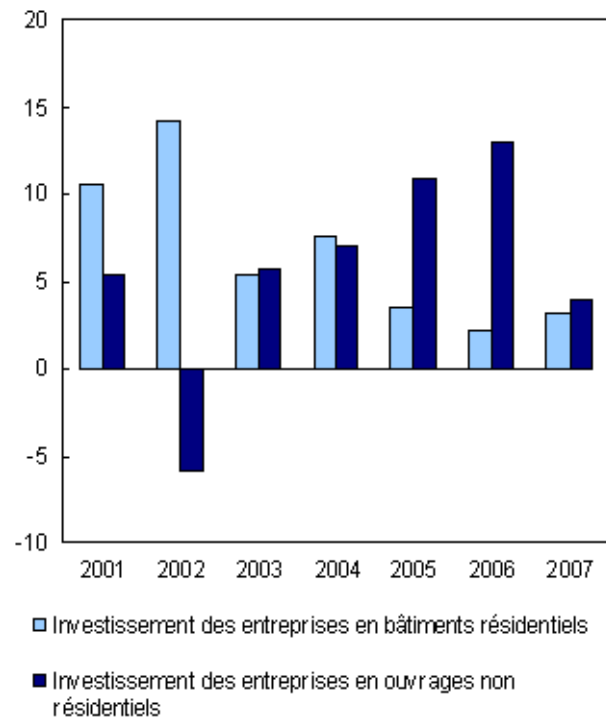
Augmentation de la demande de logements

L'investissement des entreprises au chapitre de la construction résidentielle, qui a augmenté de 3,2 % en 2007, un taux légèrement supérieur à celui de 2006, a contribué à la croissance générale. Bien que l'augmentation ait été d'un point de pourcentage supérieure à celle de l'année précédente, on est loin du sommet de 14 % enregistré en 2002.

Graphique B.10

Hausse légère dans la construction résidentielle

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses de rénovation ont de nouveau été le catalyseur de la croissance de l'investissement en construction résidentielle, augmentant de 6,5 %; il s'agit d'une huitième année où ces dépenses connaissent une forte augmentation, bien que la croissance demeure inférieure à celle des années précédentes. L'investissement en construction résidentielle neuve a diminué de 0,9 %, après avoir connu des baisses moins marquées lors des deux années précédentes. Les coûts de transfert de propriété ont augmenté de 8,5 % après avoir diminué de 0,7 % en 2006, reflétant la vigueur du marché de la vente au début de 2007.

L'investissement des entreprises en usines et matériel continue

Les entreprises ont continué d'investir massivement en usines et matériel en 2007, ces investissements augmentant de 4,4 %; il s'agit d'une autre année où l'on enregistre une forte hausse depuis la baisse observée en 2002 (-4,1 %).

La progression de l'investissement en ouvrages de génie a ralenti en 2007, s'établissant à 4,7 % comparativement à une hausse moyenne de plus de 16 % lors des deux années précédentes. De même, l'investissement des entreprises en bâtiments a augmenté de 1,3 % en 2007, comparativement à 1,9 % l'année précédente.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a augmenté de 5,1 % en 2007, ce qui constitue un ralentissement par rapport aux augmentations supérieures à 7,0 % enregistrées en 2005 et en 2006. Les plus fortes hausses en 2007, survenues au chapitre des autres équipements de transport (+17 %) et de l'équipement de télécommunications (+15 %), ont été contrebalancées par les baisses au chapitre des achats d'automobiles (-1,7 %) et de camions (-2,6 %).

Les bénéfices des sociétés demeurent stables

Les bénéfices des sociétés ont poursuivi leur progression, ayant cru de 5,8 % en 2007, soit une croissance légèrement supérieure à celle affichée en 2006 (+5,0 %). La hausse a été stimulée par l'augmentation des bénéfices dans les secteurs du commerce de gros et de détail ainsi que des transports.

Les bénéfices des sociétés pétrolières et gazières ont diminué après avoir atteint des niveaux records en 2006. Les bénéfices dans les secteurs de la fabrication, qui ont légèrement augmenté au total, ont varié : les fabricants de pétrole et de charbon ainsi que d'aliments et boissons ont enregistré des bénéfices élevés, tandis que les fabricants de produits chimiques, ainsi que produits de bois et de papier ont vu leurs bénéfices diminuer.

Légère croissance des exportations

Les exportations ont augmenté légèrement en 2007, alors que les tendances entre les importations et les exportations divergeaient encore plus au cours de l'année. Les importations ont connu de nouveau une forte augmentation annuelle (+5,7 %). Il s'agit d'une quatrième année de suite où l'augmentation était de 5 % ou plus. Bien que les exportations internationales canadiennes aient continué à tirer profit des cours élevés des produits de base, l'excédent de la balance commerciale a diminué (en valeur nominale).

Les exportations ont progressé de 0,9 %, en hausse par rapport à 2006 (+0,7 %), étant donné une moins forte demande de produits forestiers et produits automobiles. Les produits de l'énergie (+4,5 %) ont encore contribué de façon marquée à la croissance. En 2007, il y a eu un ralentissement au chapitre des machines et matériel (+0,9 %), lesquelles constituent la plus importante composante des exportations de marchandises.

Les exportations de services de voyage ont connu une baisse pour une troisième année de suite, étant donné qu'il y a eu moins de visiteurs américains au Canada.

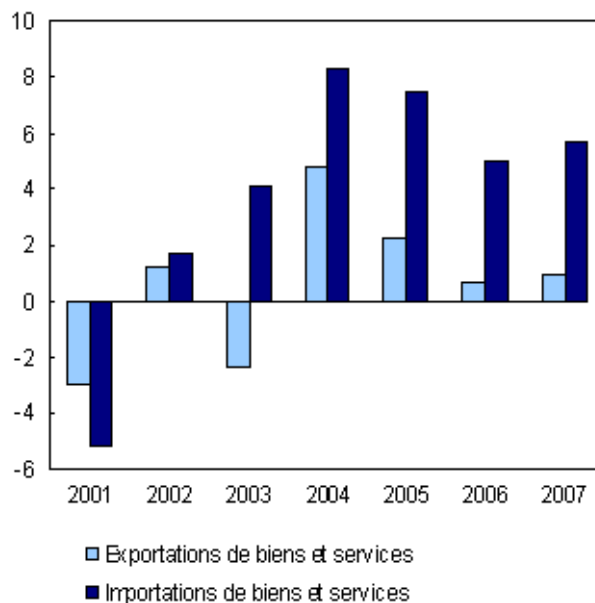
Hausse généralisée des importations

La hausse des importations en 2007 a été généralisée, touchant la quasi totalité des composantes. La vigueur soutenue du pouvoir d'achat des consommateurs a stimulé les importations d'autres biens de consommation (+10 %) durant l'année et a aussi aiguillonné les importations de services de voyage (+15 %).

Graphique B.11

La croissance des importations dépasse à nouveau celle des exportations

Variation en %, dollars enchaînés (2002)



Les importations de produits de l'automobile ont augmenté pour une quatrième année de suite. Le bilan sain des entreprises a contribué à maintenir la vigueur des importations de machines et matériel (+6,7 %).

Les stocks continuent de s'accumuler

L'accumulation de stocks s'est poursuivie en 2007, s'étant chiffrée à 11 milliards de dollars, ce qui constitue une accumulation légèrement supérieure à celle notée en 2006 (10 milliards de dollars). La majeure partie de cette accumulation a été enregistrée au chapitre des stocks des commerçants. Les fabricants ont diminué leurs stocks au cours de l'année.

L'investissement des entreprises en stocks agricoles a diminué en 2007. Ce sont les stocks de céréales qui ont connu la baisse la plus marquée, la vigueur des prix des céréales ayant incité les agriculteurs à vendre leurs stocks.

La hausse du revenu personnel s'est encore accentuée cette année

Le revenu du travail a augmenté de 6,1 % en 2007, ce qui est à peu près identique à la progression enregistrée en 2006 (+6,2 %). Les paiements spéciaux des caisses de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador et les paiements au titre de l'équité salariale au Québec ont contribué à la progression du revenu du travail. Si l'on exclut ces paiements spéciaux pour les deux années, la croissance du revenu du travail s'établit à 5,9 % en 2006 et à 6,2 % en 2007.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles a presque doublé par rapport à 2006 mais il est demeuré nettement inférieur à la moyenne des cinq dernières années. Les revenus provenant des récoltes ont augmenté en raison de la hausse des prix et d'une augmentation des livraisons. Les revenus relatifs au bétail n'ont que légèrement augmenté, étant donné la baisse des revenus tirés de l'élevage de bovins et de porcins. Les paiements au titre de programmes ont été moins élevés que lors de l'année précédente.

Les dépenses ayant excédé les revenus cette année, l'épargne personnelle a été moins élevée que l'année précédente. De ce fait, le taux d'épargne personnelle s'est établi à 1,5 %, comparativement à 2,3 % en 2006.

Dans l'ensemble, l'épargne combinée de tous les secteurs est demeurée élevée en 2007, progressant de 9,1 %, ce qui demeure toutefois inférieur à l'année précédente (+14 %). Le taux d'épargne nationale, qui exclut le secteur des non-résidents, s'est établi à 12,5 %, soit légèrement moins qu'en 2006.

Progression des prix pour l'ensemble de l'économie

Les prix des biens et des services produits au Canada ont augmenté de 3,1 % en 2007, comparativement à 2,4 % en 2006. Les prix à l'importation ont reculé de 2,2 %, de sorte qu'ils sont maintenant 12,5 % plus bas qu'ils ne l'étaient en 2002, reflétant l'appréciation soutenue du dollar canadien. La progression des prix associés à la demande intérieure finale a été de 2,1 %, soit un taux similaire à celui enregistré lors des deux années précédentes.

Graphique B.12

Les prix à l'importation diminuent

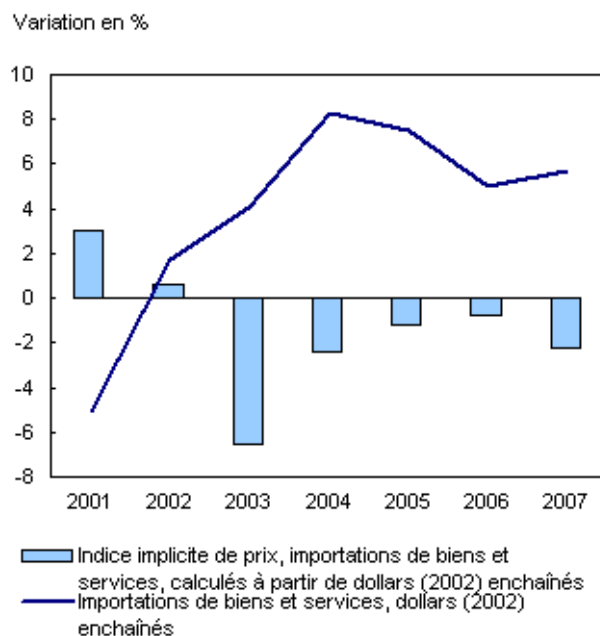


Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	739 764 1,2	751 268 1,6	767 700 2,2	780 552 1,7	783 488 0,4	797 420 1,8	737 382 6,2	782 290 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	201 864 2,2	201 464 -0,2	205 984 2,2	208 840 1,4	212 864 1,9	214 016 0,5	198 859 5,0	210 426 5,8
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 668 -3,4	13 556 -0,8	15 044 11,0	15 340 2,0	15 796 3,0	15 640 -1,0	13 823 -5,2	15 455 11,8
Intérêts et revenus divers de placements	65 464 -0,6	64 304 -1,8	67 032 4,2	69 516 3,7	69 036 -0,7	69 152 0,2	65 310 6,9	68 684 5,2
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	268 11,7	468 74,6	472 0,9	804 70,3	472 -41,3	580 22,9	344 -74,0	582 69,2
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	86 140 0,4	86 732 0,7	88 392 1,9	89 464 1,2	90 132 0,7	91 120 1,1	85 980 2,8	89 777 4,4
Ajustement de la valeur des stocks	-1 376 ...	-5 820 ...	-1 924 ...	5 840 ...	3 408 ...	4 548 ...	-1 775 ...	2 968 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	64 620 0,3	64 880 0,4	66 148 2,0	66 700 0,8	67 396 1,0	67 552 0,2	64 421 4,2	66 949 3,9
Produit intérieur net aux prix de base	1 170 412 1,0	1 176 852 0,6	1 208 848 2,7	1 237 056 2,3	1 242 592 0,4	1 260 028 1,4	1 164 344 5,4	1 237 131 6,3
Impôts moins subventions, sur produits	95 764 -3,9	95 160 -0,6	97 592 2,6	100 308 2,8	100 824 0,5	101 808 1,0	97 161 3,0	100 133 3,1
Provisions pour consommation de capital	185 752 1,0	187 504 0,9	190 032 1,3	192 616 1,4	195 164 1,3	197 444 1,2	184 750 4,8	193 814 4,9
Divergence statistique	468 ...	-268 ...	788 ...	1 116 ...	-72 ...	-436 ...	52 ...	349 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 452 396 0,7	1 459 248 0,5	1 497 260 2,6	1 531 096 2,3	1 538 508 0,5	1 558 844 1,3	1 446 307 5,2	1 531 427 5,9

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	809 776	817 020	831 956	848 708	858 996	876 204	803 502	853 966
	1,3	0,9	1,8	2,0	1,2	2,0	5,6	6,3
Biens durables	106 808	107 560	109 232	112 924	112 128	113 492	105 716	111 944
	1,9	0,7	1,6	3,4	-0,7	1,2	5,7	5,9
Biens semi-durables	67 444	67 484	69 136	69 840	71 056	71 424	66 818	70 364
	1,2	0,1	2,4	1,0	1,7	0,5	6,0	5,3
Biens non durables	197 692	195 196	200 768	205 852	205 900	210 088	195 572	205 652
	0,6	-1,3	2,9	2,5	0,0	2,0	4,1	5,2
Services	437 832	446 780	452 820	460 092	469 912	481 200	435 396	466 006
	1,5	2,0	1,4	1,6	2,1	2,4	6,2	7,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	280 064	283 640	290 572	297 844	297 800	306 052	279 806	298 067
	0,8	1,3	2,4	2,5	-0,0	2,8	6,5	6,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	40 668	41 208	42 112	43 276	44 324	45 148	40 336	43 715
	1,3	1,3	2,2	2,8	2,4	1,9	11,1	8,4
Investissement des administrations publiques en stocks	-116	-52	8	-60	96	16	-41	15
Formation brute de capital fixe des entreprises	280 012	285 852	292 320	296 136	299 356	302 732	277 885	297 636
	1,9	2,1	2,3	1,3	1,1	1,1	9,8	7,1
Bâtiments résidentiels	98 552	99 900	104 056	107 716	110 472	112 124	98 386	108 592
	0,4	1,4	4,2	3,5	2,6	1,5	9,6	10,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	181 460	185 952	188 264	188 420	188 884	190 608	179 499	189 044
	2,8	2,5	1,2	0,1	0,2	0,9	9,9	5,3
Ouvrages non résidentiels	87 368	90 620	92 492	92 764	92 592	93 352	85 698	92 800
	4,0	3,7	2,1	0,3	-0,2	0,8	17,9	8,3
Machines et matériel	94 092	95 332	95 772	95 656	96 292	97 256	93 801	96 244
	1,7	1,3	0,5	-0,1	0,7	1,0	3,5	2,6
Investissement des entreprises en stocks	11 640	-1 840	-236	760	15 036	13 048	7 824	7 152

Non agricoles	11 992	-1 516	924	1 812	16 572	14 204	8 369	8 378

Agricultures	-352	-324	-1 160	-1 052	-1 536	-1 156	-545	-1 226

Exportations de biens et services	526 512	531 240	547 592	545 564	530 232	515 288	524 706	534 669
	1,5	0,9	3,1	-0,4	-2,8	-2,8	0,8	1,9
Biens	457 168	462 028	478 260	475 364	461 704	445 620	455 696	465 237
	1,8	1,1	3,5	-0,6	-2,9	-3,5	0,9	2,1
Services	69 344	69 212	69 332	70 200	68 528	69 668	69 010	69 432
	-0,1	-0,2	0,2	1,3	-2,4	1,7	0,6	0,6
Moins : Importations de biens et services	495 696	498 088	506 276	500 020	507 408	500 076	487 660	503 445
	2,6	0,5	1,6	-1,2	1,5	-1,4	4,2	3,2
Biens	411 860	412 692	421 316	412 820	420 024	408 220	404 391	415 595
	2,8	0,2	2,1	-2,0	1,7	-2,8	4,1	2,8
Services	83 836	85 396	84 960	87 200	87 384	91 856	83 269	87 850
	1,5	1,9	-0,5	2,6	0,2	5,1	4,2	5,5
Divergence statistique	-464	268	-788	-1 112	76	432	-51	-348

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 452 396	1 459 248	1 497 260	1 531 096	1 538 508	1 558 844	1 446 307	1 531 427
	0,7	0,5	2,6	2,3	0,5	1,3	5,2	5,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 410 520</i>	<i>1 427 720</i>	<i>1 456 960</i>	<i>1 485 964</i>	<i>1 500 476</i>	<i>1 530 136</i>	<i>1 401 529</i>	<i>1 493 384</i>
	1,4	1,2	2,0	2,0	1,0	2,0	6,8	6,6

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	759 897	766 839	774 461	785 385	794 109	808 418	755 204	790 593
	1,2	0,9	1,0	1,4	1,1	1,8	4,2	4,7
Biens durables	111 390	112 667	114 432	118 548	118 273	121 649	109 755	118 226
	2,7	1,1	1,6	3,6	-0,2	2,9	7,1	7,7
Biens semi-durables	69 351	69 700	71 430	71 970	73 460	74 016	68 529	72 719
	1,8	0,5	2,5	0,8	2,1	0,8	7,3	6,1
Biens non durables	171 346	171 030	173 206	175 210	176 085	177 697	170 305	175 550
	0,7	-0,2	1,3	1,2	0,5	0,9	1,5	3,1
Services	409 104	414 880	416 999	421 576	428 178	437 173	407 772	425 982
	1,1	1,4	0,5	1,1	1,6	2,1	4,3	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	251 113	252 961	254 570	257 150	261 069	265 490	250 604	259 570
	0,4	0,7	0,6	1,0	1,5	1,7	3,3	3,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	37 955	38 336	38 554	39 173	40 103	40 680	37 929	39 628
	0,1	1,0	0,6	1,6	2,4	1,4	8,1	4,5
Investissement des administrations publiques en stocks	-96	-40	12	-52	84	12	-33	14
Formation brute de capital fixe des entreprises	262 489	265 286	267 099	270 020	273 660	277 292	261 536	272 018
	0,9	1,1	0,7	1,1	1,3	1,3	7,1	4,0
Bâtiments résidentiels	77 711	77 690	79 526	80 787	81 881	82 363	78 604	81 139
	-1,6	-0,0	2,4	1,6	1,4	0,6	2,1	3,2
Ouvrages non résidentiels et équipement	186 880	189 984	189 565	191 116	193 685	197 100	184 693	192 867
	2,3	1,7	-0,2	0,8	1,3	1,8	9,9	4,4
Ouvrages non résidentiels	72 651	74 707	75 043	74 506	74 047	74 118	71 667	74 429
	3,0	2,8	0,4	-0,7	-0,6	0,1	12,9	3,9
Machines et matériel	113 532	114 184	113 203	115 836	119 627	123 685	112 390	118 088
	1,7	0,6	-0,9	2,3	3,3	3,4	7,4	5,1
Investissement des entreprises en stocks	12 953	112	3 332	4 799	16 367	18 704	10 238	10 801

Non agricoles	11 893	-721	3 181	4 430	16 072	17 732	9 301	10 354

Agricultures	63	156	-790	-567	-894	-201	17	-613

Exportations de biens et services	505 539	508 881	510 175	513 082	513 997	502 724	505 344	509 995
	0,6	0,7	0,3	0,6	0,2	-2,2	0,7	0,9
Biens	441 107	444 776	446 790	448 796	451 218	439 053	440 950	446 464
	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	-2,7	1,0	1,3
Services	64 471	64 172	63 478	64 366	62 929	63 667	64 432	63 610
	-0,7	-0,5	-1,1	1,4	-2,2	1,2	-1,0	-1,3
Moins : Importations de biens et services	552 820	551 615	552 977	562 766	587 039	602 388	545 268	576 293
	1,5	-0,2	0,2	1,8	4,3	2,6	5,0	5,7
Biens	462 483	461 088	464 421	469 848	492 210	499 307	455 279	481 447
	1,8	-0,3	0,7	1,2	4,8	1,4	5,2	5,7
Services	90 513	90 687	88 826	93 035	95 091	102 903	90 131	94 964
	0,3	0,2	-2,1	4,7	2,2	8,2	3,8	5,4
Divergence statistique	-410	237	-685	-954	65	367	-45	-302

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 284 213	1 288 949	1 301 681	1 313 733	1 323 426	1 326 034	1 282 204	1 316 219
	0,3	0,4	1,0	0,9	0,7	0,2	2,8	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 310 523</i>	<i>1 322 465</i>	<i>1 333 680</i>	<i>1 350 661</i>	<i>1 367 913</i>	<i>1 390 826</i>	<i>1 304 376</i>	<i>1 360 770</i>
	1,0	0,9	0,8	1,3	1,3	1,7	4,7	4,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	5,1	3,7	4,0	5,8	4,5	7,4	4,2	4,7
Biens durables	11,1	4,7	6,4	15,2	-0,9	11,9	7,1	7,7
Biens semi-durables	7,3	2,0	10,3	3,1	8,5	3,1	7,3	6,1
Biens non durables	2,8	-0,7	5,2	4,7	2,0	3,7	1,5	3,1
Services	4,4	5,8	2,1	4,5	6,4	8,7	4,3	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1,5	3,0	2,6	4,1	6,2	6,9	3,3	3,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,4	4,1	2,3	6,6	9,8	5,9	8,1	4,5
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-12	56	52	-64	136	-72	-57	47
Formation brute de capital fixe des entreprises	3,8	4,3	2,8	4,4	5,5	5,4	7,1	4,0
Bâtiments résidentiels	-6,2	-0,1	9,8	6,5	5,5	2,4	2,1	3,2
Ouvrages non résidentiels et équipement	9,7	6,8	-0,9	3,3	5,5	7,2	9,9	4,4
Ouvrages non résidentiels	12,6	11,8	1,8	-2,8	-2,4	0,4	12,9	3,9
Machines et matériel	7,1	2,3	-3,4	9,6	13,7	14,3	7,4	5,1
Investissement des entreprises en stocks[2]	-4 715	-12 841	3 220	1 467	11 568	2 337	-3 307	563
Non agricoles[2]	-5 050	-12 614	3 902	1 249	11 642	1 660	-1 754	1 053
Agricoles[2]	546	93	-946	223	-327	693	-1 987	-630
Exportations de biens et services	2,6	2,7	1,0	2,3	0,7	-8,5	0,7	0,9
Biens	3,4	3,4	1,8	1,8	2,2	-10,4	1,0	1,3
Services	-2,8	-1,8	-4,3	5,7	-8,6	4,8	-1,0	-1,3
Moins : Importations de biens et services	6,2	-0,9	1,0	7,3	18,4	10,9	5,0	5,7
Biens	7,2	-1,2	2,9	4,8	20,4	5,9	5,2	5,7
Services	1,2	0,8	-8,0	20,3	9,1	37,1	3,8	5,4
Divergence statistique[2]	-215	647	-922	-269	1 019	302	-509	-257
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,3	1,5	4,0	3,8	3,0	0,8	2,8	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>4,0</i>	<i>3,7</i>	<i>3,4</i>	<i>5,2</i>	<i>5,2</i>	<i>6,9</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,689	0,509	0,554	0,781	0,617	1,002	2,284	2,625
Biens durables	0,193	0,084	0,115	0,260	-0,017	0,205	0,506	0,556
Biens semi-durables	0,082	0,023	0,114	0,035	0,094	0,035	0,328	0,280
Biens non durables	0,093	-0,025	0,170	0,155	0,067	0,123	0,196	0,425
Services	0,322	0,427	0,156	0,331	0,472	0,639	1,254	1,363
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,074	0,142	0,124	0,197	0,295	0,328	0,629	0,705
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,003	0,028	0,016	0,045	0,067	0,041	0,214	0,126
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,001	0,004	0,004	-0,004	0,010	-0,005	-0,005	0,004
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,177	0,206	0,134	0,212	0,261	0,257	1,299	0,780
Bâtiments résidentiels	-0,110	-0,002	0,162	0,110	0,096	0,042	0,140	0,227
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,287	0,208	-0,028	0,102	0,165	0,215	1,159	0,553
Ouvrages non résidentiels	0,176	0,171	0,028	-0,044	-0,037	0,006	0,687	0,231
Machines et matériel	0,111	0,037	-0,056	0,146	0,202	0,209	0,472	0,322
Investissement des entreprises en stocks	-0,327	-0,886	0,218	0,096	0,738	0,143	-0,261	0,013
Non agricoles	-0,358	-0,892	0,271	0,083	0,756	0,104	-0,133	0,066
Agricultures	0,031	0,005	-0,052	0,013	-0,017	0,040	-0,129	-0,053
Exportations de biens et services	0,229	0,240	0,093	0,206	-0,063	-0,750	0,262	0,328
Biens	0,263	0,262	0,144	0,142	0,166	-0,802	0,316	0,385
Services	-0,034	-0,022	-0,051	0,064	-0,102	0,052	-0,054	-0,057
Moins : Importations de biens et services	0,508	-0,075	0,084	0,586	1,391	0,842	1,623	1,909
Biens	0,491	-0,086	0,204	0,322	1,266	0,384	1,407	1,602
Services	0,018	0,011	-0,120	0,264	0,125	0,458	0,216	0,306
Divergence statistique	-0,017	0,050	-0,072	-0,021	0,078	0,023	-0,041	-0,020
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,318	0,369	0,988	0,926	0,738	0,197	2,759	2,653
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,943</i>	<i>0,886</i>	<i>0,828</i>	<i>1,235</i>	<i>1,239</i>	<i>1,628</i>	<i>4,427</i>	<i>4,236</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,6 0,1	106,5 -0,1	107,4 0,8	108,1 0,7	108,2 0,1	108,4 0,2	106,4 1,4	108,0 1,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	111,5 0,5	112,1 0,5	114,1 1,8	115,8 1,5	114,1 -1,5	115,3 1,1	111,6 3,1	114,8 2,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	107,1 1,2	107,5 0,4	109,2 1,6	110,5 1,2	110,5 0,0	111,0 0,5	106,3 2,8	110,3 3,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,7 1,0	107,8 1,0	109,4 1,5	109,7 0,3	109,4 -0,3	109,2 -0,2	106,3 2,6	109,4 3,0
Exportations de biens et services	104,1 0,9	104,4 0,3	107,3 2,8	106,3 -0,9	103,2 -2,9	102,5 -0,7	103,8 0,1	104,8 1,0
Importations de biens et services	89,7 1,1	90,3 0,7	91,6 1,4	88,9 -2,9	86,4 -2,8	83,0 -3,9	89,4 -0,8	87,5 -2,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	113,1 0,4	113,2 0,1	115,0 1,6	116,5 1,3	116,3 -0,2	117,6 1,1	112,8 2,4	116,4 3,1
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>107,6</i> <i>0,4</i>	<i>108,0</i> <i>0,4</i>	<i>109,2</i> <i>1,1</i>	<i>110,0</i> <i>0,7</i>	<i>109,7</i> <i>-0,3</i>	<i>110,0</i> <i>0,3</i>	<i>107,5</i> <i>2,0</i>	<i>109,7</i> <i>2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

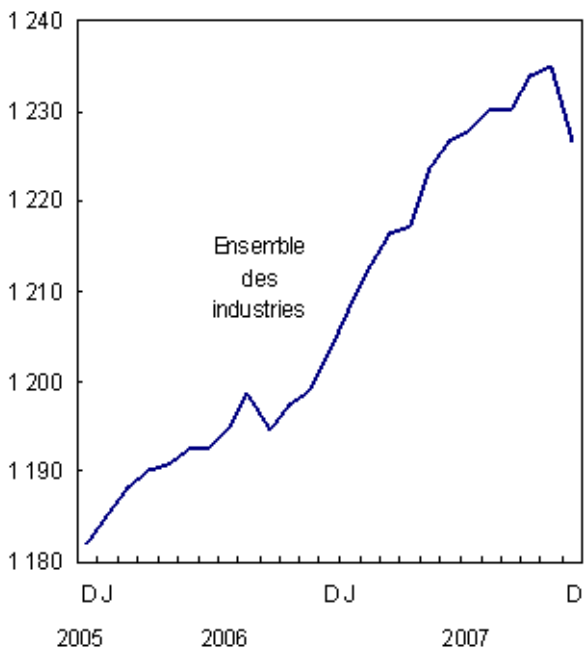
Section C PIB par industrie

Décembre 2007

La production économique s'est repliée de 0,7 % en décembre, après des augmentations de 0,1 % en novembre et de 0,3 % en octobre. La baisse enregistrée en décembre tient principalement à une diminution marquée dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de l'extraction de pétrole et de gaz. De légères hausses de l'activité ont été observées dans l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, et dans le secteur de la finance, tandis que la construction est restée inchangée.

Graphique C.13
Recul important de l'activité économique

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



La prolongation des fermetures liées aux vacances réduit la production de véhicules automobiles

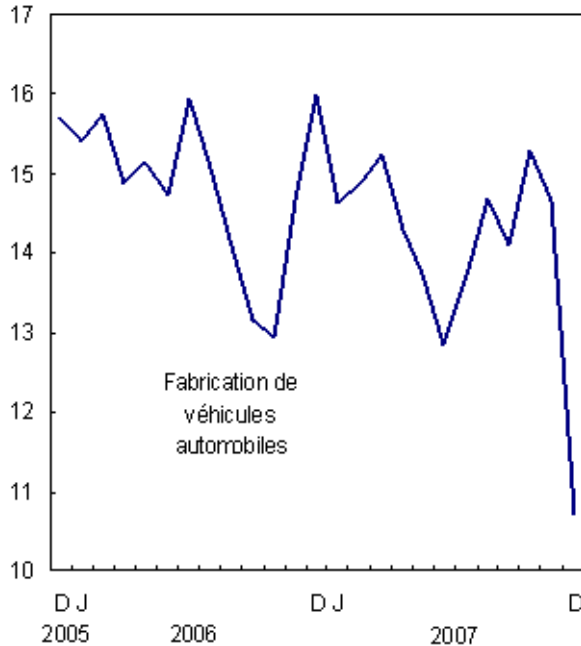
Les activités du secteur de la fabrication ont chuté de 3,2 % en décembre atteignant leur plus bas niveau depuis décembre 2001. La production de véhicules automobiles a diminué de 27 %, soit la plus forte baisse mensuelle depuis janvier 1990, lorsque des compressions avaient entraîné une réduction des activités de 37 %. L'importante baisse de la production de véhicules automobiles en décembre a été principalement attribuable à la prolongation des fermetures liées aux vacances et ce à des fins de contrôle des stocks ainsi que de renouvellement de l'outillage. Si on exclut la production de véhicules automobiles et de pièces, l'activité économique a fléchi de 0,4 % en décembre. Selon l'information provisoire, il y a eu une reprise partielle de la production de véhicules automobiles en janvier 2008.

Les baisses dans le secteur de la fabrication ont été généralisées, ayant touché 17 des 21 principaux groupes. La fabrication de biens durables (-4,8 %) et celle de biens non durables (-0,9 %) ont toutes deux diminué. On a aussi enregistré des baisses importantes dans la fabrication de produits en bois, de machines et de produits minéraux non métalliques. En revanche, de faibles hausses ont été notées dans les industries de produits chimiques, de produits informatiques et électroniques, et de produits du pétrole et du charbon.

Le repli dans le secteur de la fabrication a aussi eu une incidence sur certaines industries du transport, dont le transport par train et par camion, ainsi que sur le secteur du commerce de gros.

Graphique C.14
La fabrication de véhicules automobiles plonge

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)

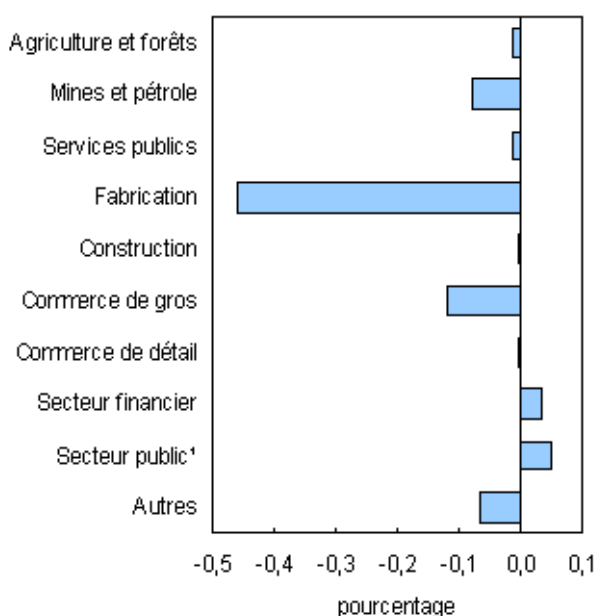


Le commerce de gros et le commerce de détail cèdent du terrain

Les activités de commerce de gros ont diminué de 2,0 % en décembre, ce qui est attribuable en grande partie à la chute du commerce de produits automobiles, des boissons et des aliments, et des machines et du matériel électronique. Cependant, le commerce en gros de céréales a rebondi en décembre après l'effondrement du mois précédent, et il en a été de même pour les produits métalliques. La valeur ajoutée du secteur du commerce de détail a légèrement diminué (-0,1 %).

Graphique C.15

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – Décembre 2007



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

La production d'énergie diminue

Le secteur de l'énergie s'est replié de 1,2 % en décembre. L'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a fléchi de 1,7 %, sous l'effet d'une baisse de l'extraction pétrolière. La production de gaz naturel a augmenté, bien que les réserves de gaz naturel entreposé restent élevées tant au Canada qu'aux États-Unis. La production d'électricité a diminué de 1,2 % en décembre.

La production du secteur minier excluant le pétrole et le gaz a bondi de 1,4 % en décembre. La production de minerais métalliques (+1,4 %) et de minerais non métalliques (+1,6 %) a fortement augmenté au cours du mois. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ont reculé de 1,1 %.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a fléchi de 2,4 % en décembre, les trois secteurs ayant cédé du terrain. Aux États-Unis, la production industrielle a connu une légère hausse de 0,1 % en décembre, la production manufacturière augmentant tandis que celle des mines et des services publics fléchissait.

Autres industries

Le secteur de la construction est demeuré stable en décembre, alors que les activités ont pu être freinées par d'importantes chutes de neige dans certaines régions du pays. Les hausses dans la construction de bâtiments non résidentiels (+0,1 %) et dans les travaux de génie et de réparation (+0,1 %) ont été neutralisées par la baisse de 0,4 % de la construction résidentielle. Le marché de la vente de maisons a continué de décliner, de sorte que l'industrie des agents et des courtiers immobiliers a reculé de 2,1 % au cours du mois.

Les activités du secteur de la finance et des assurances ont crû de 0,2 %. Les activités bancaires ont progressé de 0,4 % appuyées par la vigueur des prêts commerciaux et personnels, des hypothèques résidentielles et des ventes de fonds communs de placement.

Quatrième trimestre de 2007

Au quatrième trimestre de 2007, l'activité économique a progressé beaucoup plus lentement qu'au cours des trois trimestres précédents. L'économie canadienne s'est repliée de 0,7 % en décembre, après avoir augmenté de 0,1 % en novembre et de 0,3 % en octobre.

La production du secteur des services a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre, alors que celle des industries productrices de biens a diminué de 0,9 %. Les plus fortes hausses ont été observées dans le commerce de gros et de détail, ainsi que dans les services publics. Les secteurs de la finance et des assurances, de la construction, de la foresterie, de l'hébergement et des services de restauration ont aussi participé à la croissance générale. Ces progressions ont été partiellement neutralisées par le recul de la fabrication, du secteur minier et de certaines industries du secteur du transport.

Le commerce de gros a poursuivi son ascension, ses activités ayant progressé de 1,3 % au cours du trimestre. Cette croissance s'est répartie dans plusieurs groupes de commerce. Des hausses appréciables ont été rapportées par les grossistes de véhicules automobiles, de matériaux de construction, ainsi que d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques. Le commerce en gros de céréales et celui de produits métalliques ont été les principaux freins à la croissance du secteur.

La valeur ajoutée par le commerce de détail a progressé de 1,0 % au quatrième trimestre, et cette poussée a été largement attribuable à la vigueur de l'activité des concessionnaires de voitures neuves et usagées, des pharmacies, des magasins de matériaux de construction spécialisés et d'articles de jardinage. Les magasins de marchandises diverses ont aussi profité d'un grand dynamisme. Ce groupe de commerce comprend les grands magasins, les clubs de gros, les hypermarchés, et les magasins de fournitures pour la maison et l'auto.

Le secteur de l'énergie a fléchi de 1,0 % au quatrième trimestre. Les services publics ont fortement progressé (+2,5 %). L'extraction de pétrole et de gaz s'est repliée (-3,0 %). Parallèlement, le transport par pipeline et la fabrication de produits du pétrole et du charbon ont glissé. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière ont crû pour un deuxième trimestre d'affilée, ce qui tranche avec les baisses supérieures à 10 % enregistrées au premier semestre de l'année. L'extraction minière excluant le pétrole et le gaz a reculé de 1,6 %, et l'essentiel du déclin a été imputable à l'industrie des mines de cuivre, de nickel et de plomb.

Le secteur de la finance et des assurances a progressé de 0,9 % grâce à la vitalité des services bancaires. Les agents et courtiers immobiliers ont connu une deuxième baisse trimestrielle consécutive (-3,2 %), le marché de la revente de maison ayant poursuivi sa glissade après avoir atteint des sommets sans précédent plus tôt dans l'année. Les activités du secteur de la construction ont grimpé de 0,7 % au quatrième trimestre. Cette croissance a été animée par la construction résidentielle.

Le secteur de la fabrication a poursuivi sa descente pour un deuxième trimestre d'affilée. La fabrication s'est repliée de 1,6 % au quatrième trimestre et de 0,8 % au troisième. Ces deux baisses se sont produites au moment où le dollar amorçait son mouvement de forte appréciation face à la devise américaine en avril. Des 21 grands groupes, 17 d'entre eux, représentant 87 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont perdu du terrain. La production de biens non durables et celle de biens durables ont diminué respectivement de 1,7 % et de 1,6 % pendant le trimestre. La fabrication de véhicules et de pièces automobiles s'est repliée au cours du trimestre, surtout en décembre, principalement en raison de la prolongation des fermetures liées aux vacances. Les industries de produits en plastique et en caoutchouc, les scieries et la production de papier ont également reculé. Ces baisses ont été légèrement neutralisées par la progression de l'industrie de première transformation des métaux et de celle de l'impression.

La production industrielle (soit celle des services publics, des mines et des fabricants) a chuté de 1,4 % au quatrième trimestre. La croissance des services publics n'a pas suffi à compenser les fortes baisses enregistrées par les secteurs de la fabrication et de l'extraction minière. Aux États-Unis, la production industrielle a diminué de 0,3 % durant le trimestre. Le secteur minier et les services publics ont pris de l'expansion, tandis que le secteur de la fabrication s'est replié.

Les industries reliées au tourisme ont obtenu de bons résultats au quatrième trimestre. Le transport aérien a progressé de 2,2 %, et l'hébergement et les services de restauration, de 1,2 %. Le nombre de voyageurs étrangers ayant fait des séjours d'une nuit ou plus au Canada a augmenté de 1,8 %.

2007

L'activité économique canadienne, mesurée par la valeur ajoutée par industrie, a progressé de 2,5 % en 2007, ce qui représente un léger ralentissement par rapport au taux de croissance de 2006 (+2,9 %). L'économie a débuté l'année 2007 sur une bonne note, mais a perdu de la vitesse au second semestre, et l'année s'est terminée par un repli de 0,7 % en décembre. Au cours des sept dernières années, la progression du secteur des services a été supérieure à celle des biens. Tout au long de l'année, le dollar canadien a poursuivi son ascension par rapport à la devise américaine, se maintenant près du niveau de la parité durant tout le quatrième trimestre.

La finance et les assurances, le commerce de détail et de gros, de même que la construction se sont imposés comme les principaux moteurs de la croissance en 2007. Le secteur de l'énergie a également continué à prendre de l'expansion, bien que sa progression ait été entravée par la baisse des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière (qui comprennent les activités d'exploration). Malgré un début d'année positif, le secteur de la fabrication a été, de nouveau, durement ébranlé en 2007 (-1,1 %), les industries de fabrication de biens durables comme celles de biens non durables ayant cédé du terrain. De fortes baisses ont aussi été relevées dans la foresterie et l'exploitation forestière ainsi que dans les activités connexes de soutien.

Les activités du secteur de la finance et des assurances, qui ont augmenté de 5,4 %, ont une fois encore donné une forte impulsion à l'économie. Les activités bancaires ont grimpé de 7,5 %, et les opérations sur les valeurs mobilières ont bondi de 10,2 %, pendant que le volume des transactions sur les marchés boursiers canadiens enregistrait des hausses soutenues. Les services d'assurance, qui se sont repliés de 0,9 % au cours de l'année, ont freiné la croissance du secteur.

Pour la deuxième année consécutive, la valeur ajoutée du commerce de détail a fortement contribué à la croissance économique, faisant un bond de 5,6 % en 2007. Les consommateurs ont continué d'acheter des meubles et des ordinateurs à un rythme soutenu. La croissance a de nouveau été généralisée. De fait, les marchands de voitures d'occasion et de pièces, les concessionnaires de voitures neuves, les magasins d'appareils électroniques et les magasins de vêtements ont affiché une augmentation sensible de leurs activités. Les activités du commerce de gros, particulièrement celles d'articles ménagers et personnels et de matériaux de construction, ont également alimenté la croissance (+4,3%). Les ventes en gros de produits pharmaceutiques, de produits métalliques, de machines et de fournitures électroniques ont, elles aussi, connu une poussée appréciable.

Le secteur de la fabrication a fléchi de 1,1 % en 2007, une deuxième baisse annuelle consécutive. Ce secteur a perdu 72 800 travailleurs par rapport à 2006 selon les données de l'Enquête sur la population active. Là aussi, pour la deuxième année d'affilée, le déclin a été principalement attribuable aux industries de biens non durables, dont la production a diminué de 2,4 %. Parmi les 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 12 ont reculé, ceux-ci représentant 59 % de la valeur ajoutée manufacturière totale.

Les sous-secteurs de la fabrication qui dépendent dans une large mesure des exportations ont été les plus durement touchés en 2007. Par exemple, celui de la fabrication de produits en bois, a chuté de 10,7 % après avoir glissé de 4,4 % en 2006. Parallèlement, les exportations des produits de l'ensemble du secteur de la foresterie ont diminué au cours de chacun des quatre trimestres de l'année, en raison de la baisse importante du marché résidentiel aux États-Unis. La production de véhicules automobiles a enregistré sa deuxième baisse annuelle consécutive (-5,1 %), baisse partiellement imputable aux arrêts des opérations plus longs que prévu. Les industries de vêtements et de textiles ont suivi des tendances analogues, leur production ayant fléchi de 8,5 %.

L'expansion soutenue de la fabrication d'aliments (+2,2 %) a été le principal contrepoids au déclin. L'augmentation de la production de minéraux non métalliques (+5,5 %), de produits métalliques (+2,6 %), de machines (+2,5 %) et de produits informatiques et électroniques (+3,5 %) s'est également poursuivie en 2007. La vigueur des activités de construction de navires et d'embarcations, la progression d'autres industries de matériel de transport et le dynamisme persistant de l'industrie des produits aérospatiaux et de leurs pièces se sont conjugués pour neutraliser une grande partie des baisses accusées dans la fabrication de matériel de transport.

Le secteur de la construction a continué son expansion (+4,2 %) sous l'effet, une fois encore, des travaux de génie et de réparation (+6,3 %), qui ont connu une croissance supérieure à 10 % en 2005 comme en 2006. Les activités de construction de bâtiments résidentiels et de bâtiments non résidentiels ont progressé pendant l'année. La montée de la construction résidentielle s'est appuyée sur les travaux d'améliorations et de modifications. En revanche, la construction d'unifamiliales a poursuivi sa glissade par rapport aux sommets atteints en 2004. La construction non résidentielle a augmenté de 1,2 %, grâce à une légère progression de la construction de bâtiments industriels et à une forte croissance de la construction de bâtiments commerciaux; la construction de bâtiments publics, toutefois, s'est repliée. Aiguillonnés par la vigueur du marché de la revente de maisons, les agents immobiliers ont vu leurs activités grimper de 7,1 %, après avoir connu une année assez terne en 2006.

Le secteur de l'énergie a progressé de 1,5 % grâce à la vitalité des industries de l'extraction de pétrole et de gaz (+3,0 %) et de la production d'électricité (+3,4 %). La majeure partie de la croissance des activités d'extraction de pétrole et de gaz a émané, une fois encore, de l'extraction non classique de pétrole. La production de gaz a diminué alors que les sociétés ont enregistré leur niveau le plus bas de réalisation de forage de puits de gaz depuis 2002. Parmi les autres facteurs figurent les réserves importantes de gaz naturel entreposé tant au Canada qu'aux États-Unis; ces réserves ont atteint un sommet sans précédent vers la fin de 2007. L'industrie de l'extraction minière, excluant le pétrole et le gaz, a progressé de 7,6 % alors que la production de potasse a rebondi de 26,1% en 2007 à la suite de longues négociations contractuelles en 2006.

La production industrielle (soit celle des fabricants, des mines et des services publics) a augmenté de 0,3 % et sa croissance a été freinée par le repli du secteur de la fabrication. Aux États-Unis, la production industrielle s'est accrue de 2,1 %, les secteurs de la fabrication, de l'extraction minière et des services publics ayant tous gagné du terrain.

Les activités du secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière ont dégringolé de 10,5 %, notamment en raison des longs conflits de travail dans l'Ouest du pays et de la baisse de la demande d'exportations, notamment aux États-Unis. Au Canada, plusieurs industries en aval, comme les scieries, en ont subi les contrecoups tout au long de l'année.

Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Mai 2007	Juin 2007	Juillet 2007	Août 2007	Septembre 2007	Octobre 2007	Novembre 2007	Décembre 2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Ensemble des industries	1 223 700 <i>0,5</i>	1 226 683 <i>0,2</i>	1 227 923 <i>0,1</i>	1 230 284 <i>0,2</i>	1 230 094 <i>-0,0</i>	1 233 859 <i>0,3</i>	1 235 062 <i>0,1</i>	1 226 770 <i>-0,7</i>
Industries productrices de biens	379 859 <i>0,1</i>	380 837 <i>0,3</i>	379 460 <i>-0,4</i>	380 145 <i>0,2</i>	378 441 <i>-0,4</i>	378 801 <i>0,1</i>	377 884 <i>-0,2</i>	371 119 <i>-1,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27 065 <i>-0,6</i>	26 619 <i>-1,6</i>	26 439 <i>-0,7</i>	26 773 <i>1,3</i>	26 717 <i>-0,2</i>	26 618 <i>-0,4</i>	26 558 <i>-0,2</i>	26 395 <i>-0,6</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	57 945 <i>-0,3</i>	59 399 <i>2,5</i>	58 531 <i>-1,5</i>	59 389 <i>1,5</i>	58 754 <i>-1,1</i>	57 919 <i>-1,4</i>	57 732 <i>-0,3</i>	57 050 <i>-1,2</i>
Services publics	31 396 <i>0,0</i>	31 356 <i>-0,1</i>	30 960 <i>-1,3</i>	30 732 <i>-0,7</i>	31 271 <i>1,8</i>	31 668 <i>1,3</i>	31 873 <i>0,6</i>	31 706 <i>-0,5</i>
Construction	76 818 <i>0,7</i>	77 294 <i>0,6</i>	77 282 <i>-0,0</i>	77 547 <i>0,3</i>	77 935 <i>0,5</i>	78 055 <i>0,2</i>	78 207 <i>0,2</i>	78 176 <i>-0,0</i>
Fabrication	186 764 <i>0,1</i>	185 596 <i>-0,6</i>	186 011 <i>0,2</i>	185 109 <i>-0,5</i>	183 297 <i>-1,0</i>	184 500 <i>0,7</i>	183 464 <i>-0,6</i>	177 503 <i>-3,2</i>
Industries productrices de services	844 556 <i>0,7</i>	846 561 <i>0,2</i>	849 268 <i>0,3</i>	850 948 <i>0,2</i>	852 542 <i>0,2</i>	855 990 <i>0,4</i>	858 178 <i>0,3</i>	856 859 <i>-0,2</i>
Commerce de gros	70 772 <i>1,6</i>	71 104 <i>0,5</i>	72 207 <i>1,6</i>	72 131 <i>-0,1</i>	72 677 <i>0,8</i>	73 817 <i>1,6</i>	73 785 <i>-0,0</i>	72 286 <i>-2,0</i>
Commerce de détail	73 567 <i>2,5</i>	73 267 <i>-0,4</i>	72 759 <i>-0,7</i>	73 664 <i>1,2</i>	73 516 <i>-0,2</i>	73 846 <i>0,4</i>	74 213 <i>0,5</i>	74 155 <i>-0,1</i>
Transport et entreposage	56 381 <i>0,3</i>	56 210 <i>-0,3</i>	56 792 <i>1,0</i>	56 917 <i>0,2</i>	56 840 <i>-0,1</i>	56 706 <i>-0,2</i>	56 955 <i>0,4</i>	56 158 <i>-1,4</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 032 <i>0,0</i>	44 319 <i>0,7</i>	44 215 <i>-0,2</i>	44 301 <i>0,2</i>	44 408 <i>0,2</i>	44 633 <i>0,5</i>	44 722 <i>0,2</i>	44 788 <i>0,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	239 360 <i>0,5</i>	240 100 <i>0,3</i>	241 011 <i>0,4</i>	241 055 <i>0,0</i>	241 327 <i>0,1</i>	242 242 <i>0,4</i>	242 831 <i>0,2</i>	243 268 <i>0,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	57 220 <i>0,6</i>	57 349 <i>0,2</i>	57 506 <i>0,3</i>	57 594 <i>0,2</i>	57 671 <i>0,1</i>	57 728 <i>0,1</i>	57 959 <i>0,4</i>	57 951 <i>-0,0</i>
Services administratifs et gestion des déchets	31 567 <i>0,4</i>	31 696 <i>0,4</i>	31 776 <i>0,3</i>	31 847 <i>0,2</i>	31 936 <i>0,3</i>	32 045 <i>0,3</i>	32 155 <i>0,3</i>	32 256 <i>0,3</i>
Services d'enseignement	57 397 <i>0,4</i>	57 497 <i>0,2</i>	57 637 <i>0,2</i>	57 793 <i>0,3</i>	58 023 <i>0,4</i>	58 177 <i>0,3</i>	58 288 <i>0,2</i>	58 441 <i>0,3</i>
Soins de santé et assistance sociale	76 597 <i>0,3</i>	76 736 <i>0,2</i>	76 961 <i>0,3</i>	77 036 <i>0,1</i>	77 122 <i>0,1</i>	77 337 <i>0,3</i>	77 474 <i>0,2</i>	77 755 <i>0,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	11 561 <i>0,9</i>	12 050 <i>4,2</i>	11 834 <i>-1,8</i>	11 772 <i>-0,5</i>	11 833 <i>0,5</i>	11 756 <i>-0,7</i>	11 866 <i>0,9</i>	11 692 <i>-1,5</i>
Hébergement et services de restauration	27 661 <i>2,0</i>	27 641 <i>-0,1</i>	27 781 <i>0,5</i>	27 911 <i>0,5</i>	28 143 <i>0,8</i>	28 252 <i>0,4</i>	28 351 <i>0,4</i>	28 232 <i>-0,4</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	30 758 <i>0,3</i>	30 820 <i>0,2</i>	30 900 <i>0,3</i>	30 988 <i>0,3</i>	31 071 <i>0,3</i>	31 198 <i>0,4</i>	31 242 <i>0,1</i>	31 343 <i>0,3</i>
Administrations publiques	67 754 <i>0,3</i>	67 827 <i>0,1</i>	67 966 <i>0,2</i>	68 011 <i>0,1</i>	68 046 <i>0,1</i>	68 327 <i>0,4</i>	68 409 <i>0,1</i>	68 587 <i>0,3</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	276 731 <i>-0,0</i>	277 618 <i>0,3</i>	276 434 <i>-0,4</i>	276 572 <i>0,0</i>	274 592 <i>-0,7</i>	274 916 <i>0,1</i>	273 926 <i>-0,4</i>	267 474 <i>-2,4</i>
Fabrication de biens non durables	73 466 <i>0,9</i>	73 553 <i>0,1</i>	73 571 <i>0,0</i>	72 894 <i>-0,9</i>	71 902 <i>-1,4</i>	71 466 <i>-0,6</i>	71 941 <i>0,7</i>	71 283 <i>-0,9</i>
Fabrication de biens durables	113 506 <i>-0,5</i>	112 227 <i>-1,1</i>	112 630 <i>0,4</i>	112 420 <i>-0,2</i>	111 611 <i>-0,7</i>	113 291 <i>1,5</i>	111 739 <i>-1,4</i>	106 353 <i>-4,8</i>
Secteur des entreprises	1 031 304 <i>0,5</i>	1 034 023 <i>0,3</i>	1 034 763 <i>0,1</i>	1 036 946 <i>0,2</i>	1 036 396 <i>-0,1</i>	1 039 605 <i>0,3</i>	1 040 541 <i>0,1</i>	1 031 747 <i>-0,8</i>
Secteur non commercial	192 311 <i>0,3</i>	192 572 <i>0,1</i>	193 065 <i>0,3</i>	193 238 <i>0,1</i>	193 604 <i>0,2</i>	194 160 <i>0,3</i>	194 429 <i>0,1</i>	194 961 <i>0,3</i>
Secteur des TIC, total	56 534 <i>-0,1</i>	57 119 <i>1,0</i>	57 054 <i>-0,1</i>	57 013 <i>-0,1</i>	56 859 <i>-0,3</i>	57 256 <i>0,7</i>	57 456 <i>0,3</i>	57 503 <i>0,1</i>
Secteur de l'énergie	86 955 <i>-0,4</i>	88 553 <i>1,8</i>	87 353 <i>-1,4</i>	87 737 <i>0,4</i>	87 539 <i>-0,2</i>	86 918 <i>-0,7</i>	87 018 <i>0,1</i>	86 007 <i>-1,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Industries productrices de biens	374 480	373 421	378 409	380 107	379 349	375 935	375 489	378 450
	-0,3	-0,3	1,3	0,4	-0,2	-0,9	1,2	0,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27 399	27 384	27 402	26 974	26 643	26 524	27 847	26 886
	-2,8	-0,1	0,1	-1,6	-1,2	-0,4	-2,1	-3,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	57 558	57 204	58 294	58 483	58 891	57 567	57 174	58 309
	1,4	-0,6	1,9	0,3	0,7	-2,2	2,0	2,0
Services publics	30 286	29 818	30 547	31 383	30 988	31 749	30 128	31 167
	0,1	-1,5	2,4	2,7	-1,3	2,5	-1,4	3,4
Construction	74 369	75 536	76 369	76 809	77 588	78 146	74 087	77 228
	1,1	1,6	1,1	0,6	1,0	0,7	8,1	4,2
Fabrication	184 920	183 590	185 714	186 331	184 806	181 822	186 631	184 668
	-1,3	-0,7	1,2	0,3	-0,8	-1,6	-1,0	-1,1
Industries productrices de services	822 022	827 148	834 588	843 180	850 919	857 009	818 862	846 424
	0,6	0,6	0,9	1,0	0,9	0,7	3,8	3,4
Commerce de gros	69 239	68 298	69 245	70 503	72 338	73 296	68 383	71 346
	0,9	-1,4	1,4	1,8	2,6	1,3	7,1	4,3
Commerce de détail	69 647	69 847	71 264	72 874	73 313	74 071	69 015	72 881
	1,0	0,3	2,0	2,3	0,6	1,0	6,0	5,6
Transport et entreposage	55 565	55 683	55 888	56 275	56 850	56 606	55 501	56 405
	0,1	0,2	0,4	0,7	1,0	-0,4	3,2	1,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 353	43 651	43 773	44 125	44 308	44 714	43 147	44 230
	1,0	0,7	0,3	0,8	0,4	0,9	3,1	2,5
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	231 525	234 023	236 704	239 207	241 131	242 780	230 362	239 956
	1,1	1,1	1,1	1,1	0,8	0,7	3,8	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	55 504	56 088	56 542	57 150	57 590	57 879	55 377	57 291
	0,8	1,1	0,8	1,1	0,8	0,5	2,9	3,5
Services administratifs et gestion des déchets	30 775	30 979	31 212	31 565	31 853	32 152	30 524	31 696
	1,3	0,7	0,8	1,1	0,9	0,9	6,1	3,8
Services d'enseignement	56 206	56 587	56 943	57 360	57 818	58 302	56 221	57 606
	0,2	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	2,2	2,5
Soins de santé et assistance sociale	74 878	75 376	75 974	76 571	77 040	77 522	74 780	76 777
	0,3	0,7	0,8	0,8	0,6	0,6	2,7	2,7
Arts, spectacles et loisirs	11 293	11 566	11 625	11 690	11 813	11 771	11 410	11 725
	-2,2	2,4	0,5	0,6	1,1	-0,4	4,3	2,8
Hébergement et services de restauration	27 173	27 880	27 676	27 472	27 945	28 278	27 365	27 843
	-0,2	2,6	-0,7	-0,7	1,7	1,2	3,6	1,7
Autres services, sauf les administrations publiques	30 170	30 390	30 563	30 749	30 986	31 261	30 072	30 890
	0,6	0,7	0,6	0,6	0,8	0,9	2,5	2,7
Administrations publiques	66 756	66 831	67 234	67 703	68 008	68 441	66 758	67 847
	-0,3	0,1	0,6	0,7	0,5	0,6	2,2	1,6
Autres agrégations								
Production industrielle	273 486	271 364	275 451	277 059	275 866	272 105	274 357	275 120
	-0,4	-0,8	1,5	0,6	-0,4	-1,4	-0,2	0,3
Fabrication de biens non durables	74 031	73 355	72 594	73 271	72 789	71 563	74 329	72 554
	-0,6	-0,9	-1,0	0,9	-0,7	-1,7	-1,9	-2,4
Fabrication de biens durables	111 038	110 392	113 349	113 270	112 220	110 461	112 470	112 325
	-1,8	-0,6	2,7	-0,1	-0,9	-1,6	-0,3	-0,1
Secteur des entreprises	1 007 201	1 010 284	1 021 407	1 030 330	1 036 035	1 037 298	1 005 146	1 031 268
	0,4	0,3	1,1	0,9	0,6	0,1	3,0	2,6
Secteur non commercial	188 692	189 561	190 902	192 188	193 302	194 517	188 687	192 727
	-0,0	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	2,3	2,1
Secteur des TIC, total	54 744	55 151	55 850	56 743	56 975	57 405	54 485	56 743
	0,9	0,7	1,3	1,6	0,4	0,8	4,3	4,1
Secteur de l'énergie	86 638	84 925	86 774	87 612	87 543	86 648	85 876	87 144
	1,0	-2,0	2,2	1,0	-0,1	-1,0	1,0	1,5

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Section D

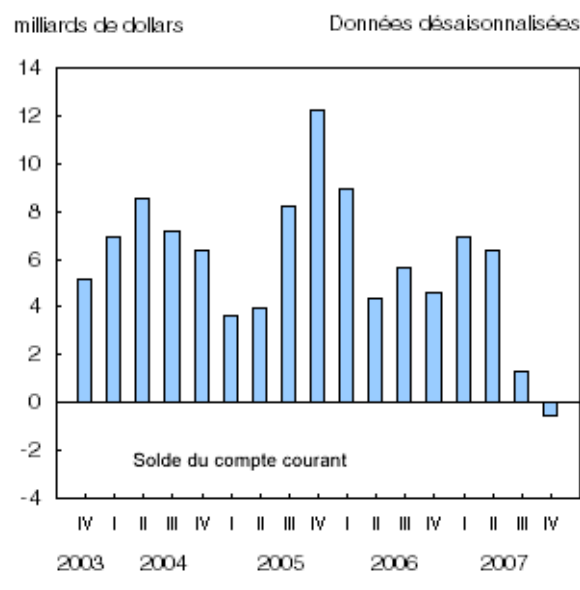
Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2007

Pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 1999, le solde du compte courant était en déficit avec le reste du monde. Le solde a régressé de 1,8 milliard de dollars comparativement au trimestre précédent et a atteint une position négative de 513 millions de dollars au quatrième trimestre (après désaisonnalisation). La baisse de l'excédent au titre des biens et un déficit record au titre des voyages ont beaucoup contribué à la création d'un léger déficit.

Graphique D.16

Un déficit plus grand des voyages et un plus faible surplus des biens conduisent au premier déficit du compte courant en 8 ans



Pour 2007 dans l'ensemble, l'excédent du compte courant a été ramené à 14,2 milliards de dollars, une forte baisse comparativement au surplus de 23,6 milliards de dollars de 2006. Il s'agit du résultat d'un plus grand déficit au titre des voyages et d'une augmentation des profits gagnés par les investisseurs directs étrangers. Ce surplus en baisse s'inscrit dans un contexte où le dollar canadien s'est fortement apprécié par rapport aux principales devises étrangères en 2007, particulièrement le dollar américain et la livre sterling. Cette appréciation a rendu, de façon générale, les exportations canadiennes plus onéreuses et les importations moins coûteuses, affectant ainsi le solde du compte courant.

Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), d'importantes acquisitions sous forme d'investissements directs étrangers ont mené à des flux d'investissements directs au Canada quasi-record. Sous l'influence d'un marché de titres d'emprunt réagissant à la récente crise du crédit, les investisseurs de portefeuille canadiens ont poursuivi leurs achats d'actions étrangères tout en se débarrassant de montants considérables de titres d'emprunt étrangers pour un deuxième trimestre consécutif.

Compte courant

L'excédent le plus faible pour les biens en plus de huit ans

Au cours du quatrième trimestre, l'excédent au titre des biens s'est retrouvé à 9,3 milliards de dollars, en deçà de la barre des 10 milliards de dollars pour la première fois au cours de la présente décennie, la diminution des exportations surpassant celle des importations. Néanmoins, la réduction de 1,1 milliard de dollars de l'excédent au titre des biens a été plus faible que celle du trimestre précédent lorsque les importations ont progressé.

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents; elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Dans l'ensemble, les exportations de biens ont régressé davantage au quatrième trimestre, en baisse de 4,0 milliards de dollars pour s'établir à 111,4 milliards de dollars. C'est la troisième diminution consécutive des ventes de biens à des non-résidents. La plus forte baisse a été enregistrée dans les biens industriels, qui ont perdu 1,8 milliard de dollars, en raison surtout de la baisse des prix. Les exportations de minerais et d'alliages de nickel ont diminué ensemble de 1,2 milliard de dollars en raison de la baisse à la fois des quantités et des prix. Les produits chimiques non organiques (ce qui comprend l'uranium) ont fléchi pour le deuxième trimestre consécutif, les prix chutant de 40 % depuis le sommet du deuxième trimestre.

Les exportations de machines et de matériel ainsi que de produits automobiles ont continué de fléchir au quatrième trimestre. Les machines et le matériel ont reculé de 1,1 milliard de dollars comparativement au trimestre précédent, la plus forte baisse ayant été enregistrée dans les produits des télécommunications. Les exportations de produits automobiles ont reculé de 1,0 milliard de dollars au quatrième trimestre avec des ventes à l'étranger de 18,0 milliards de dollars, le montant le plus faible depuis le deuxième trimestre de 1998. La faiblesse a été manifeste pour les automobiles, les camions, les pièces, qui ont tous atteint leur niveau de vente le plus bas depuis plusieurs années.

Les produits forestiers ont contribué aussi à la faiblesse des exportations au quatrième trimestre, avec une baisse de 0,5 milliard de dollars comparativement au trimestre précédent, soit huitième baisse consécutive. La presque totalité de la réduction de 0,3 milliard de dollars des exportations de bois d'œuvre est attribuable à la diminution des prix au quatrième trimestre.

Les exportations de produits énergétiques sont la seule catégorie qui a enregistré des gains au quatrième trimestre, une hausse de 1,0 milliard de dollars. La situation s'explique en particulier par l'augmentation des prix du pétrole brut exporté. Les ventes de pétrole brut ont plus qu'annulé la diminution des ventes de gaz naturel, dont les prix ont fléchi au cours du trimestre.

Les importations de biens ont également diminué de 3,0 milliards de dollars au quatrième trimestre pour s'établir à 102,1 milliards de dollars. Pour leur part, les importations de produits automobiles ont reculé de 1,2 milliard de dollars. Les pièces de véhicules en particulier ont perdu plus de 10 % pour s'établir à 8,1 milliards de dollars, leur plus faible niveau depuis la fin de 1996.

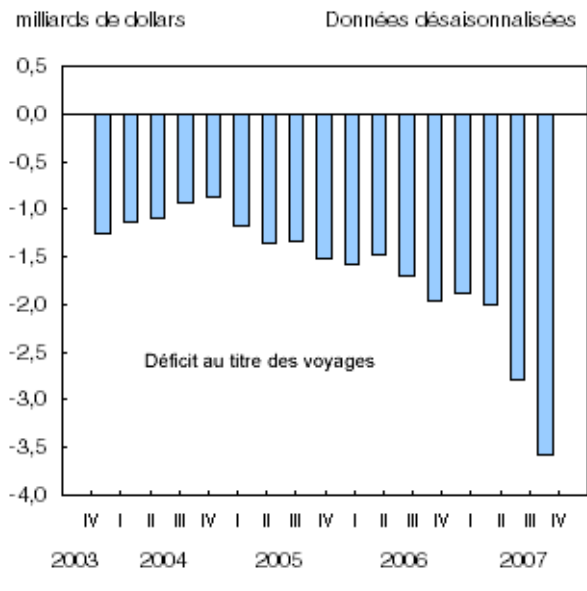
Les biens industriels et les machines et le matériel ont tous deux enregistré des réductions de 0,8 milliard de dollars au quatrième trimestre. La baisse des prix explique cette situation, car les quantités ont augmenté dans ces deux grandes catégories. Les importations de produits chimiques organiques et d'aéronefs ont fléchi après les sommets atteints au troisième trimestre. Les produits énergétiques ont légèrement reculé et les plus faibles importations de pétrole brut ont presque toutes été contrebalancées par l'augmentation des importations de produits du pétrole et du charbon.

En 2007, le rétrécissement de l'excédent au titre des biens s'est poursuivi. La balance au titre des biens a reculé de 1,7 milliard de dollars vu que les importations ont augmenté plus que les exportations. Pour ce qui est des exportations, il y a eu des augmentations considérables pour les biens industriels et les produits énergétiques, tandis que les produits automobiles et les produits forestiers diminuaient. Le renforcement des importations au cours de 2007 a été réparti plus également entre presque toutes les grandes catégories de biens, sauf les produits automobiles qui sont restés stables en raison de faibles importations de pièces de véhicules.

Le déficit au titre des services continue de se creuser

Au quatrième trimestre, le déficit au titre des services a établi un autre record à 5,8 milliards de dollars, soit 0,8 milliard de dollars de plus que le trimestre précédent. Cette aggravation du déficit est attribuable en particulier au troisième record consécutif du déficit au titre des voyages. Le déficit au titre des transports a aussi augmenté, mais celui des services commerciaux n'a pratiquement pas bougé.

Graphique D.17
Les Canadiens profitent d'un dollar plus fort et
accroissent leurs dépenses en voyage



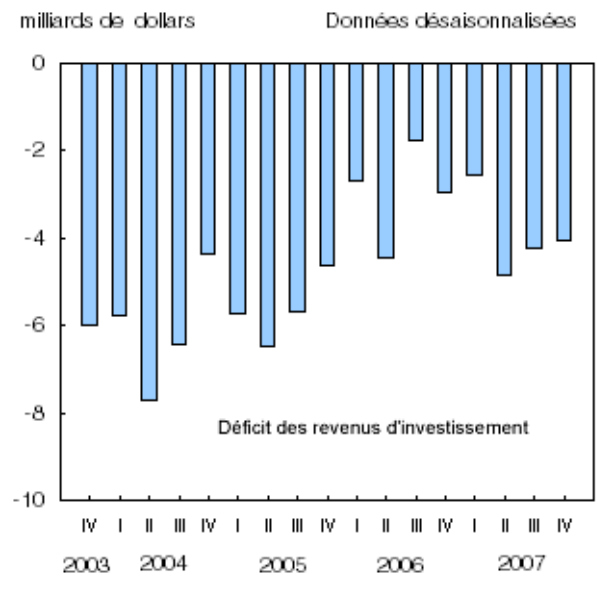
Le déficit au titre des voyages a atteint 3,6 milliards de dollars au cours du présent trimestre étant donné que les paiements ont continué d'augmenter tandis que les recettes restent stables. La force du dollar canadien a été un facteur important dans l'augmentation de 16,7 % des dépenses par les voyageurs canadiens allant aux États-Unis. Le nombre de voyages d'un seul jour a augmenté de 8,9 % tandis que le nombre de Canadiens voyageant par automobile et restant au moins une nuit aux États-Unis a augmenté de 15,8 %. Les dépenses par les Canadiens dans les voyages à l'étranger ont également légèrement augmenté. Du côté des recettes, la diminution des dépenses des visiteurs américains a plus qu'été épongée par l'augmentation des dépenses des voyageurs de l'étranger.

Le déficit au titre des services de transport s'est creusé (0,3 milliard de dollars) pour atteindre le montant record de 2,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, ce qui s'explique en partie par la hausse des paiements pour les tarifs des passagers. Toutefois, le déficit au titre des services commerciaux a fléchi (0,2 milliard de dollars) étant donné que les recettes ont augmenté et que les paiements n'ont pratiquement pas bougé.

Le déficit des revenus d'investissement reste stable

Le déficit des revenus d'investissement a quelque peu fléchi (0,2 milliard de dollars) puisque la diminution des paiements a excédé celle des recettes. Les paiements sur les revenus de placements ont baissé de 0,7 milliard de dollars alors que l'intérêt payé sur les obligations canadiennes a atteint un nouveau creux de 5,2 milliards de dollars. En outre, les profits gagnés par les investisseurs directs étrangers ont reculé après un sommet au troisième trimestre.

Graphique D.18
Une baisse presque identique des recettes et des
paiements sur les revenus de placements laisse le
déficit largement inchangé



Du côté des recettes, les profits sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué de 0,8 milliard de dollars après un troisième trimestre vigoureux. L'intérêt reçu sur les investissements de portefeuille étrangers a également diminué (0,2 milliard de dollars), ce qui est attribuable à de plus faibles taux de rendement. Toutefois, les recettes élevées dans d'autres investissements, surtout en provenance d'actifs bancaires, ont partiellement épongé ces réductions.

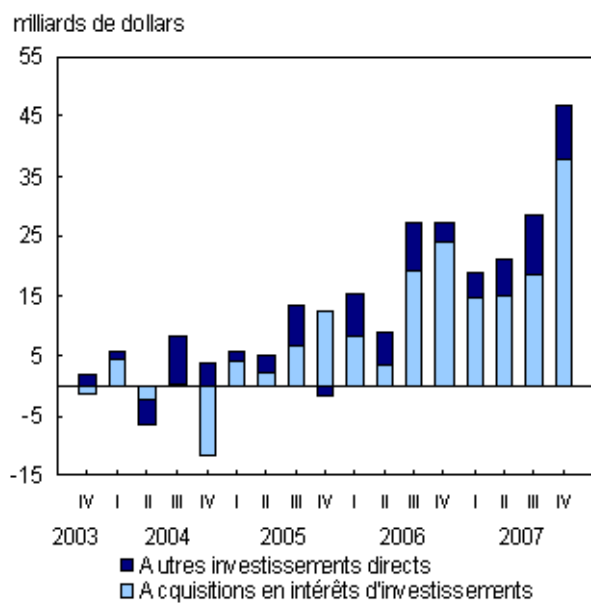
Compte financier

Les investisseurs directs étrangers terminent 2007 en effectuant des investissements records

Au quatrième trimestre de 2007, les flux d'investissements directs au Canada ont bondi pour se chiffrer à 47,0 milliards de dollars. Cette situation était encore une fois principalement attribuable aux acquisitions étrangères d'entreprises canadiennes, une tendance qui s'est maintenue tout au long de 2007. Les prises de contrôle d'entreprises canadiennes par des investisseurs directs étrangers ont compté pour plus de 80 % de ces investissements directs au Canada au cours de ce trimestre.

Graphique D.19

Poussée de l'investissement direct étranger au Canada



Les investissements directs étrangers ont été concentrés dans le secteur de l'énergie et des minerais métalliques de l'économie canadienne (35,2 milliards de dollars) au quatrième trimestre. Sur le plan géographique, la plus grande partie du financement étranger est venue d'entreprises britanniques (27,4 milliards de dollars) et américaines (17,2 milliards de dollars).

L'année 2007 dans l'ensemble a produit des flux d'investissements directs étrangers sans précédent de 115,4 milliards de dollars au Canada, ce qui a même dépassé la montée en flèche des investissements étrangers réalisés au Canada pendant la bulle technologique de 2000. Les fusions et les acquisitions transfrontalières ont principalement expliqué ces investissements et ont mis en évidence la tendance au regroupement dans certains secteurs à l'échelle mondiale.

Forte baisse des avoirs en actions de portefeuille canadiennes par les non-résidents

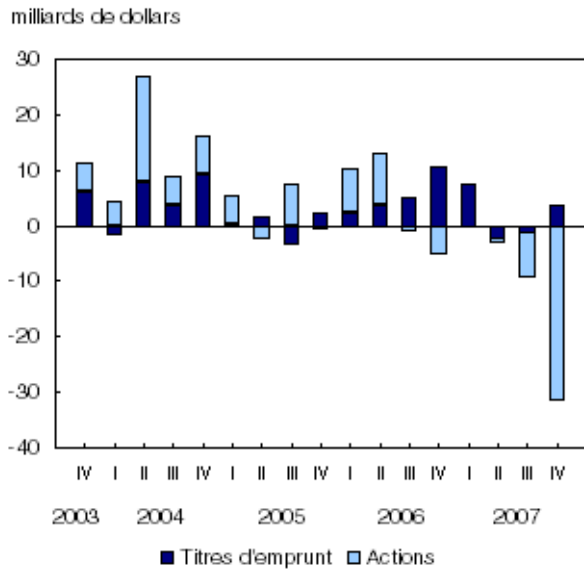
Les investisseurs de portefeuille étrangers ont réduit leurs avoirs en titres canadiens d'un montant record de 28,0 milliards de dollars au cours du trimestre, surtout des actions. L'afflux considérable de capitaux d'investissement directs étrangers servant à acquérir des entreprises canadiennes au quatrième trimestre a été partiellement annulé par les quantités importantes d'actions dont se sont départis les investisseurs de portefeuille étrangers. Les avoirs étrangers d'actions canadiennes ont reculé de façon importante (31,9 milliards de dollars) en raison surtout des prises de contrôle.

Les ventes d'actions canadiennes en circulation par les non-résidents au cours du trimestre ont également contribué à la réduction des avoirs de portefeuille, celles-ci s'étant élevées à 1,1 milliard de dollars. Les non-résidents ont été des acheteurs nets d'actions canadiennes en circulation au cours de l'année dans l'ensemble (2,3 milliards de dollars), bien qu'il y ait eu un ralentissement marqué des investissements étrangers dans ces instruments relativement aux années précédentes.

Les investisseurs non résidents ont acquis 4,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes au cours du quatrième trimestre de 2007, après un désinvestissement au deuxième trimestre et des investissements inchangés au troisième trimestre. Les achats ont été concentrés dans les obligations d'entreprises du gouvernement fédéral, compte tenu de nouvelles émissions record sur les marchés étrangers au cours du trimestre. Les investisseurs étrangers ont acheté des obligations canadiennes pour une valeur de 9,5 milliards de dollars en 2007, surtout des obligations canadiennes libellées en dollars américains, un renversement comparativement à 2006, année durant laquelle les émissions en dollars canadiens ont eu la faveur.

Les non-résidents ont continué de délaisser les instruments du marché monétaire canadien au quatrième trimestre, en ayant retranché pour un montant de 568 millions de dollars de leurs portefeuilles. Le désinvestissement a porté entièrement sur les titres du gouvernement fédéral et de ses entreprises. Pour l'année, les investisseurs étrangers ont vendu pour une valeur de 1,4 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien, la majorité étant des émissions du gouvernement fédéral.

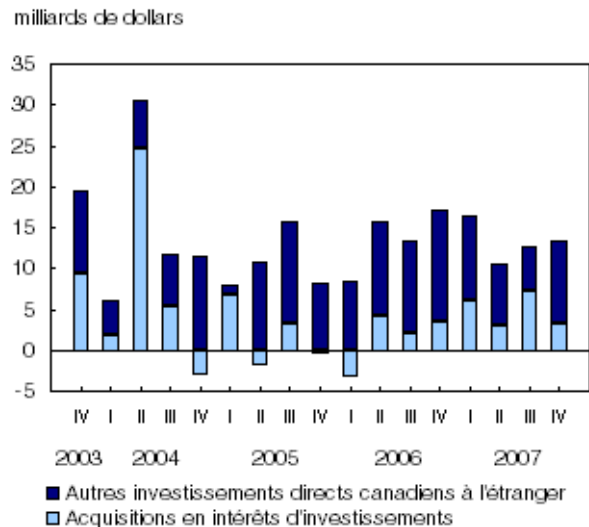
Graphique D.20
Les prises de contrôle mènent à d'importantes réductions d'actions canadiennes détenues à l'étranger



Les investissements directs canadiens à l'étranger se maintiennent

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 13,4 milliards de dollars au quatrième trimestre, en légère hausse comparativement au troisième trimestre. Il s'agit d'un niveau semblable aux investissements trimestriels moyens enregistrés pour l'année. La plus grande partie des investissements au quatrième trimestre (10,1 milliards de dollars) est attribuable aux fonds de roulement supplémentaires fournis aux filiales étrangères. Selon la tendance observée au cours des trimestres précédents de 2007, la plus grande partie des investissements de ce trimestre (8,0 milliards de dollars) est allée dans le secteur des finances et des assurances et visait l'économie américaine (6,0 milliards de dollars).

Graphique D.21
L'investissement direct étranger progresse à un rythme constant^[1]



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investisseurs directs canadiens ont placé 53,1 milliards de dollars dans des économies étrangères en 2007. Le rythme soutenu des investissements durant l'année a fait en sorte que 2007 s'est avérée particulièrement importante au chapitre des investissements d'un point de vue historique (quatrième rang). Le dollar canadien s'est apprécié de plus de 15 cents US en 2007 pour dépasser légèrement la parité avec le dollar américain à la fin de l'année.

Le Canada a été un fournisseur annuel net d'investissements directs étrangers au reste du monde de 2001 à 2005. Cette tendance s'est inversée en 2006, les investissements au Canada ayant dépassé ceux à l'étranger, et s'est accentuée en 2007.

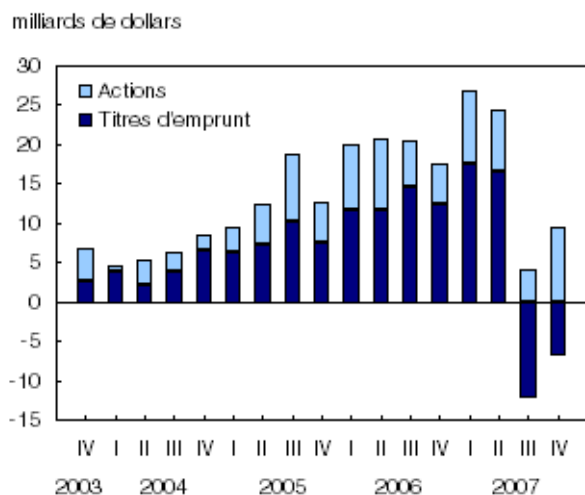
Reprise de la demande de titres étrangers par les investisseurs canadiens

Après un fléchissement inhabituel au troisième trimestre, la demande de titres étrangers par les investisseurs canadiens a rebondi au quatrième trimestre, les investissements dans le marché des actions ayant dominé. Le montant de 2,8 milliards de dollars investi au quatrième trimestre a porté le total pour l'année à 45,9 milliards de dollars, bien en deçà des 78,7 milliards de dollars de titres étrangers acquis en 2006.

Les Canadiens ont investi 9,5 milliards de dollars en actions étrangères au cours du trimestre, soit le montant le plus important enregistré en plus de six ans. Les investissements ont porté principalement sur les actions américaines (7,8 milliards de dollars), comme ce fut le cas pour toute l'année. Les achats d'actions étrangères d'une valeur de 30,6 milliards de dollars en 2007 ont représenté une augmentation de 8,0 % comparativement 2006, soit l'activité la plus intense pour ce qui est des actions étrangères depuis 2001.

Graphique D.22

Les actions à la source de la demande canadienne pour les titres étrangers^[1]



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les Canadiens se sont départis d'un montant appréciable de 6,8 milliards de dollars au cours de la deuxième moitié de l'année, ce qui constitue un revirement marqué comparativement à la première moitié de l'année au cours de laquelle ils ont investi des montants record dans les obligations étrangères. La plus grande partie du désinvestissement (5,1 milliards de dollars) est survenue au cours du quatrième trimestre. En 2007, les investisseurs canadiens ont acheté pour 26,7 milliards de dollars d'obligations étrangères, une baisse comparativement au sommet de 43,6 milliards de dollars en 2006.

Après un désinvestissement record de 10,4 milliards de dollars au troisième trimestre, les Canadiens se sont départis de 1,5 milliard de dollars de leurs avoirs en instruments du marché monétaire étranger au quatrième trimestre, la plus grande partie en instruments autres qu'américains. Au cours d'une année marquée par l'instabilité sur le marché des titres d'emprunt à court terme, les Canadiens ont réduit de plus de la moitié leurs avoirs d'instruments du marché monétaire étranger en 2007.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a enregistré une entrée nette de capitaux de 3,3 milliards de dollars au cours du trimestre. La plus grande partie de l'apport du trimestre est attribuable à l'augmentation du passif au chapitre des prêts et des dépôts envers les non-résidents. La diminution modérée des prêts et des réserves internationales du Canada du côté de l'actif a aussi contribué à l'entrée nette de capitaux.

Dans une année marquée par une forte volatilité sur le marché des titres d'emprunt et par une appréciation de 17,6 % du dollar canadien comparativement au dollar américain, des augmentations importantes ont été enregistrées au chapitre des dépôts à l'étranger par les résidents (39,2 millions de dollars) et des dépôts au Canada par les non-résidents (48,6 milliards de dollars).

Tableau D.1 Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	131 426	130 643	134 763	139 480	131 108	127 340	522 926	532 690
Biens	111 946	115 070	119 387	122 368	112 038	111 439	455 696	465 232
Services	19 480	15 573	15 376	17 113	19 070	15 900	67 230	67 458
Revenus de placements	16 492	17 050	15 041	15 980	17 083	15 575	61 599	63 679
Investissements directs	8 677	9 523	7 032	7 571	8 848	7 329	32 600	30 780
Investissements de portefeuille	4 262	4 682	5 228	5 458	5 169	5 003	16 867	20 858
Autres investissements	3 554	2 844	2 781	2 951	3 066	3 243	12 131	12 041
Transferts courants	1 920	2 704	2 538	2 147	2 161	2 719	9 682	9 564
Recettes du compte courant	149 838	150 397	152 342	157 607	150 351	145 633	594 207	605 933
Paiements								
Biens et services	121 328	122 453	126 133	128 973	123 812	123 592	486 789	502 509
Biens	100 300	102 246	104 485	107 128	102 095	101 891	404 395	415 599
Services	21 028	20 207	21 648	21 844	21 717	21 701	82 394	86 910
Revenus de placements	18 006	19 888	18 452	20 304	20 463	20 139	73 446	79 358
Investissements directs	7 608	8 573	6 721	9 176	9 721	9 571	31 091	35 189
Investissements de portefeuille	6 783	7 129	7 020	6 915	6 791	6 565	27 094	27 291
Autres investissements	3 616	4 186	4 711	4 213	3 951	4 003	15 260	16 878
Transferts courants	2 090	2 859	3 529	1 885	2 174	2 296	10 394	9 884
Paiements du compte courant	141 423	145 200	148 114	151 162	146 449	146 027	570 629	591 751
Soldes								
Biens et services	10 099	8 190	8 630	10 507	7 296	3 748	36 137	30 181
Biens	11 646	12 824	14 903	15 239	9 943	9 548	51 302	49 633
Services	-1 548	-4 635	-6 272	-4 732	-2 647	-5 801	-15 165	-19 452
Revenus de placements	-1 514	-2 839	-3 411	-4 324	-3 379	-4 564	-11 847	-15 678
Investissements directs	1 069	951	311	-1 605	-873	-2 242	1 509	-4 410
Investissements de portefeuille	-2 521	-2 447	-1 792	-1 457	-1 622	-1 562	-10 227	-6 432
Autres investissements	-62	-1 342	-1 930	-1 262	-885	-760	-3 129	-4 836
Transferts courants	-170	-154	-992	262	-14	423	-712	-320
Solde du compte courant	8 415	5 197	4 228	6 445	3 903	-394	23 578	14 183
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	993	951	1 241	1 014	1 037	988	4 201	4 280
Compte financier	-7 587	-1 164	-10 533	-7 845	-10 266	6 002	-22 741	-22 642
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-13 245	-17 046	-16 410	-10 626	-12 702	-13 392	-51 322	-53 130
Investissements de portefeuille	-20 372	-17 637	-26 749	-24 266	7 979	-2 837	-78 693	-45 873
Obligations étrangères	-9 533	-10 767	-17 186	-16 336	1 688	5 103	-43 602	-26 732
Actions étrangères	-5 892	-5 142	-9 331	-7 691	-4 082	-9 458	-28 291	-30 563
Effets du marché monétaire étranger	-4 946	-1 728	-232	-239	10 373	1 518	-6 800	11 422
Autres investissements	-12 939	19 796	-20 447	-16 621	-20 725	-6 972	-35 325	-64 765
Prêts	-6 377	429	-5 009	2 582	-9 161	1 753	-12 201	-9 835
Dépôts	-4 069	25 901	-6 103	-13 168	-16 689	-3 234	-8 183	-39 195
Réserves internationales	52	1 662	-4 722	-366	-144	588	-1 013	-4 644
Autres actifs	-2 545	-8 195	-4 613	-5 668	5 269	-6 079	-13 927	-11 091
Total de l'actif du Canada, flux nets	-46 555	-14 887	-63 606	-51 512	-25 448	-23 201	-165 339	-163 768
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	27 223	27 047	18 971	21 154	28 327	46 955	78 317	115 407
Investissements de portefeuille	4 166	5 328	7 088	-3 175	-9 648	-28 020	32 544	-33 754
Obligations canadiennes	6 351	12 341	8 321	-3 281	37	4 400	18 015	9 477
Actions canadiennes	-1 034	-5 264	-532	-899	-8 524	-31 853	10 814	-41 808
Effets du marché monétaire canadien	-1 151	-1 749	-702	1 006	-1 160	-568	3 715	-1 424
Autres investissements	7 579	-18 653	27 014	25 688	-3 497	10 268	31 737	59 473
Emprunts	7 048	716	3 286	2 808	-4 415	6 610	11 873	8 290
Dépôts	657	-18 032	21 844	22 334	-21	4 400	20 724	48 556
Autres passifs	-126	-1 337	1 885	546	938	-742	-860	2 627
Total du passif du Canada, flux nets	38 968	13 723	53 073	43 667	15 182	29 204	142 598	141 125
Total du compte capital et financier, flux nets	-6 593	-213	-9 292	-6 832	-9 229	6 990	-18 540	-18 363
Divergence statistique	-1 821	-4 984	5 064	386	5 326	-6 596	-5 038	4 180

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	131 187	132 338	136 420	135 893	132 059	128 318	522 926	532 690
Biens	114 294	115 506	119 566	118 839	115 425	111 403	455 696	465 232
Services	16 893	16 832	16 854	17 054	16 634	16 916	67 230	67 458
Voyages	4 178	4 124	4 128	4 212	4 141	4 164	16 598	16 645
Transports	3 049	3 111	3 199	3 167	3 054	3 065	12 129	12 486
Services commerciaux	9 224	9 140	9 065	9 220	8 995	9 217	36 708	36 496
Services gouvernementaux	443	457	462	456	445	469	1 795	1 832
Revenus de placements	16 498	16 885	15 464	15 419	16 662	16 133	61 599	63 679
Investissements directs	8 716	9 150	7 366	7 287	8 451	7 676	32 600	30 780
Intérêts	434	276	421	485	324	354	1 380	1 583
Bénéfices	8 282	8 874	6 946	6 802	8 127	7 321	31 220	29 197
Investissements de portefeuille	4 295	4 741	5 233	5 283	5 244	5 098	16 867	20 858
Intérêts	1 582	1 838	2 030	2 180	2 134	1 880	6 189	8 224
Dividendes	2 712	2 903	3 203	3 103	3 111	3 217	10 679	12 634
Autres investissements	3 488	2 995	2 865	2 850	2 967	3 360	12 131	12 041
Transferts courants	2 252	2 521	2 227	2 396	2 517	2 424	9 682	9 564
Privé	673	623	735	640	673	608	2 680	2 656
Officiel	1 579	1 897	1 491	1 756	1 844	1 816	7 002	6 907
Total des recettes	149 938	151 744	154 111	153 708	151 239	146 876	594 207	605 933
Paiements								
Biens et services	123 701	124 297	126 335	124 769	126 620	124 786	486 789	502 509
Biens	102 968	103 175	105 333	103 205	105 007	102 054	404 395	415 599
Services	20 732	21 122	21 002	21 564	21 613	22 732	82 394	86 910
Voyages	5 874	6 081	6 015	6 224	6 934	7 743	23 311	26 916
Transports	4 823	5 058	5 034	5 072	4 914	5 197	19 194	20 217
Services commerciaux	9 779	9 726	9 703	10 013	9 508	9 535	38 865	38 758
Services gouvernementaux	255	256	250	255	257	257	1 024	1 019
Revenus de placements	18 259	19 848	18 016	20 274	20 879	20 189	73 446	79 358
Investissements directs	7 555	8 569	6 654	8 966	9 830	9 739	31 091	35 189
Intérêts	365	370	360	370	370	371	1 465	1 471
Bénéfices	7 190	8 199	6 294	8 597	9 460	9 367	29 626	33 718
Investissements de portefeuille	6 797	7 175	6 980	6 910	6 807	6 594	27 094	27 291
Intérêts	5 624	5 819	5 854	5 710	5 591	5 402	22 324	22 557
Dividendes	1 173	1 355	1 126	1 200	1 216	1 192	4 770	4 734
Autres investissements	3 908	4 105	4 382	4 397	4 242	3 856	15 260	16 878
Transferts courants	2 313	2 977	2 800	2 265	2 405	2 414	10 394	9 884
Privé	1 417	2 129	1 905	1 417	1 413	1 462	6 913	6 197
Officiel	896	849	895	849	991	951	3 481	3 686
Total des paiements	144 273	147 123	147 151	147 308	149 903	147 389	570 629	591 751
Soldes								
Biens et services	7 487	8 041	10 085	11 125	5 440	3 532	36 137	30 181
Biens	11 325	12 331	14 233	15 634	10 418	9 348	51 302	49 633
Services	-3 839	-4 290	-4 148	-4 510	-4 978	-5 816	-15 165	-19 452
Voyages	-1 696	-1 957	-1 887	-2 012	-2 794	-3 578	-6 713	-10 271
Transports	-1 775	-1 948	-1 835	-1 905	-1 860	-2 132	-7 065	-7 731
Services commerciaux	-556	-587	-638	-793	-513	-318	-2 157	-2 262
Services gouvernementaux	188	202	212	200	188	212	770	813
Revenus de placements	-1 761	-2 963	-2 552	-4 855	-4 217	-4 056	-11 847	-15 678
Investissements directs	1 161	581	712	-1 680	-1 379	-2 063	1 509	-4 410
Intérêts	69	-94	61	115	-47	-17	-85	112
Bénéfices	1 092	674	652	-1 795	-1 333	-2 046	1 594	-4 521
Investissements de portefeuille	-2 502	-2 434	-1 747	-1 627	-1 562	-1 496	-10 227	-6 432
Intérêts	-4 042	-3 982	-3 824	-3 530	-3 457	-3 521	-16 135	-14 333
Dividendes	1 540	1 548	2 077	1 903	1 895	2 025	5 908	7 900
Autres investissements	-420	-1 110	-1 517	-1 548	-1 275	-496	-3 129	-4 836
Transferts courants	-61	-457	-573	130	113	10	-712	-320
Privé	-744	-1 505	-1 169	-777	-740	-855	-4 233	-3 541
Officiel	683	1 049	596	907	853	865	3 521	3 221
Compte courant	5 665	4 622	6 960	6 400	1 335	-513	23 578	14 183

Section E

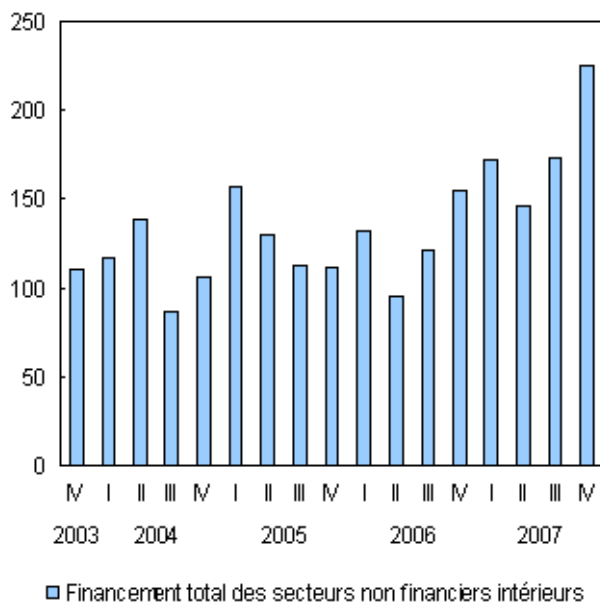
Comptes des flux financiers

Quatrième trimestre de 2007

Le financement total des secteurs intérieurs non financiers sur les marchés financiers s'est élevé à 225,0 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2007 (données désaisonnalisées au taux annuel), en hausse par rapport au troisième trimestre de 2007. Les ménages ont continué d'être à l'origine de la plus grande part de la demande de financement du secteur privé. Après deux trimestres consécutifs de réduction de la dette, la demande de financement a repris dans l'ensemble du secteur des administrations publiques. La modeste réduction de la dette enregistrée par l'administration fédérale a été largement contrebalancée par les emprunts soutenus des autres ordres de gouvernement.

Graphique E.23
La demande générale de financement continue d'augmenter

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les principaux indicateurs du marché financier ont reflété l'incertitude dans l'économie canadienne attribuable en partie à l'affaiblissement de l'économie américaine. L'indice composé S & P/Bourse de Toronto a été instable, atteignant un niveau record en octobre puis chutant au cours des deux derniers mois du trimestre. Grâce à la demande soutenue de ressources canadiennes comme le pétrole brut et les métaux, à laquelle sont venues s'ajouter la hausse des prix du pétrole et la faiblesse du dollar américain, le huard a dépassé la valeur de la devise américaine et a terminé le trimestre à peu près à égalité avec le dollar américain. Le taux d'escompte, inchangé au cours des deux premiers mois du trimestre, a été réduit de 25 points de base en décembre. Toutefois, les taux hypothécaires ont légèrement augmenté au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. Les taux obligataires, qui avaient enregistré des hausses modérées au cours du troisième trimestre, ont connu un léger recul durant les deux derniers mois du quatrième trimestre.

Secteur des ménages

La demande de nouveau financement du secteur des ménages est demeurée forte au quatrième trimestre. Étant donné la vigueur soutenue du marché du logement, la construction de logements neufs ainsi que les activités de rénovation affichant des hausses modérées, les emprunts hypothécaires ont principalement alimenté la demande de financement du secteur des ménages. Le crédit à la consommation est également demeuré robuste, les dépenses personnelles au titre des biens et services affichant une augmentation importante.

La dette des ménages sous forme d'hypothèques et de crédit à la consommation s'est accrue légèrement pour atteindre 116,4 % du revenu personnel disponible. Les frais de service de la dette sont demeurés stables à environ 8 % du revenu personnel disponible.

Les actifs financiers du secteur ont continué d'augmenter, à un rythme inférieur toutefois, notamment grâce à l'investissement en dépôts et à la croissance des avoirs de retraite.

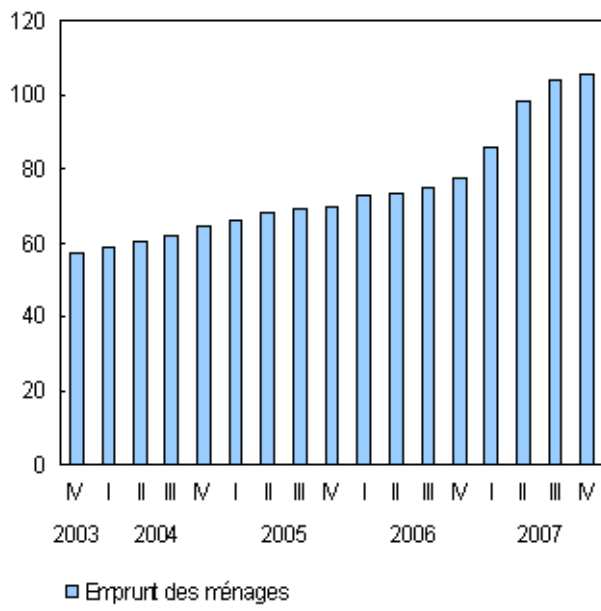
Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Graphique E.24**La croissance de l'emprunt des ménages ralentit**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

**Secteur des entreprises**

La demande de financement du secteur des entreprises a augmenté au cours du trimestre à la faveur d'investissements soutenus au chapitre des installations et du matériel ainsi que des stocks. Le secteur des entreprises a continué d'être un prêteur net au reste de l'économie, du en partie à l'augmentation des bénéfices non répartis des sociétés au cours du quatrième trimestre.

Le secteur privé non financier est demeuré actif sur les marchés financiers, les prêts et les émissions nettes de nouvelles actions constituant d'importantes sources de fonds au quatrième trimestre.

Les institutions financières ont continué d'augmenter l'ensemble de leurs actifs financiers, les réductions des effets à court terme étant largement compensées par les augmentations des actifs hypothécaires et des avoirs en actions étrangères.

Secteur des administrations publiques

L'administration fédérale a poursuivi sa tendance de réduction de la dette au quatrième trimestre, à un rythme beaucoup plus lent toutefois, les remboursements nets d'obligations du gouvernement du Canada dépassant les nouvelles émissions d'effets à court terme. Cependant, cette tendance a été plus que contrebalancée par la demande soutenue de nouveau financement par les autres ordres de gouvernement, principalement sous forme de nouvelles émissions d'effets à court terme et d'obligations provinciales. Tandis que les revenus restaient stables, le secteur des administrations publiques dans son ensemble a continué d'être un prêteur net au reste de l'économie.

Graphique E.25**L'emprunt total des administrations publiques reprend**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

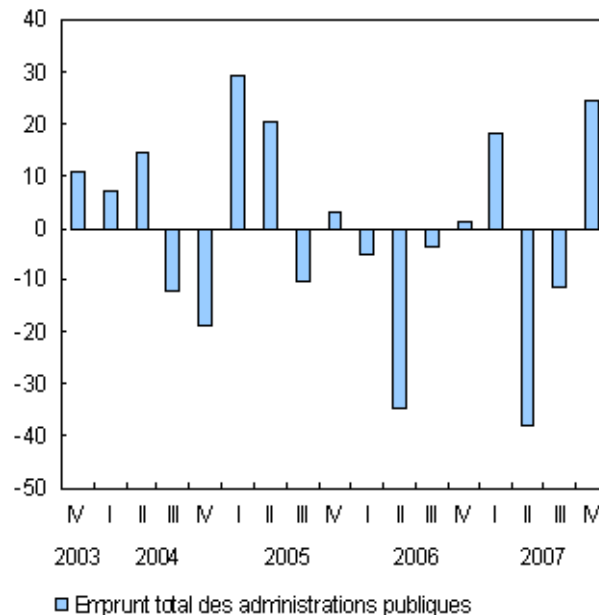


Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement								
Particuliers et entreprises individuelles	77 056	82 928	86 020	97 988	107 548	106 696	79 150	99 563
Crédit à la consommation	28 868	29 920	32 920	34 844	35 764	35 528	28 277	34 764
Emprunts bancaires	1 676	2 828	876	2 020	5 852	4 236	2 267	3 246
Autres emprunts	212	2 340	-436	-2 128	-1 884	-2 720	2 091	-1 792
Hypothèques	46 300	47 840	52 660	63 252	67 816	69 652	46 515	63 345
Sociétés privées non financières	41 948	70 388	69 636	86 408	74 884	88 340	54 523	79 817
Emprunts bancaires	548	5 320	14 776	16 708	22 312	32 536	2 659	21 583
Autres emprunts	-596	-5 076	816	-3 336	-892	-1 712	813	-1 281
Autres effets à court terme	7 948	15 920	-1 572	4 612	8 128	2 824	15 304	3 498
Hypothèques	14 692	18 564	18 164	21 456	20 956	20 612	14 706	20 297
Obligations	12 444	16 076	19 520	7 116	13 940	8 336	5 369	12 228
Actions	6 912	19 584	17 932	39 852	10 440	25 744	15 672	23 492
Entreprises publiques non financières	5 360	1 044	-2 192	-736	2 236	5 236	2 771	1 136
Emprunts bancaires	376	28	-568	24	312	344	234	28
Autres emprunts	-528	1 104	-2 280	-672	-332	208	224	-769
Autres effets à court terme	4 608	-820	-332	68	-64	672	1 002	86
Hypothèques	-4	-4	-4	-4	0	-8	-3	-4
Obligations	908	736	984	-156	2 316	4 036	1 314	1 795
Actions	0	0	8	4	4	-16	0	0
Administration fédérale	-3 596	-2 448	15 724	-46 688	-42 908	-3 620	-10 266	-19 373
Emprunts bancaires	-20	36	152	156	136	120	-36	141
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-1 144	4 592	21 636	-31 412	-35 924	12 104	-3 686	-8 399
Obligations d'épargne du Canada	-1 748	-3 124	-2 500	-2 040	-1 612	-2 888	-2 247	-2 260
Autres obligations	-684	-3 952	-3 564	-13 392	-5 508	-12 956	-4 297	-8 855
Autres paliers d'administration publique	108	3 524	2 380	8 808	31 352	28 364	-249	17 726
Emprunts bancaires	20	216	584	1 916	-1 032	-220	266	312
Autres emprunts	-20	564	432	720	704	980	127	709
Autres effets à court terme	-6 952	-4 740	-3 196	-3 436	13 292	17 384	-958	6 011
Hypothèques	-4	0	4	-8	-4	4	0	-1
Obligations provinciales	5 216	6 840	3 244	7 964	16 816	7 892	-1 201	8 979
Obligations municipales	1 728	752	1 292	1 688	1 608	2 620	1 356	1 802
Autres obligations	120	-108	20	-36	-32	-296	161	-86
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	120 876	155 436	171 568	145 780	173 112	225 016	125 929	178 869
Crédit à la consommation	28 868	29 920	32 920	34 844	35 764	35 528	28 277	34 764
Emprunts bancaires	2 600	8 428	15 820	20 824	27 580	37 016	5 390	25 310
Autres emprunts	-932	-1 068	-1 468	-5 416	-2 404	-3 244	3 255	-3 133
Effets à court terme, Canada	-1 144	4 592	21 636	-31 412	-35 924	12 104	-3 686	-8 399
Autres effets à court terme	5 604	10 360	-5 100	1 244	21 356	20 880	15 348	9 595
Hypothèques	60 984	66 400	70 824	84 696	88 768	90 260	61 218	83 637
Obligations	17 984	17 220	18 996	1 144	27 528	6 744	455	13 603
Actions	6 912	19 584	17 940	39 856	10 444	25 728	15 672	23 492

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	1 097 596	1 114 472	1 140 456	1 157 888	1 166 068	1 181 332	1 094 724	1 161 436
	1,4	1,5	2,3	1,5	0,7	1,3	6,1	6,1
Rémunération des salariés	739 764	751 268	767 700	780 552	783 488	797 420	737 382	782 290
	1,2	1,6	2,2	1,7	0,4	1,8	6,2	6,1
Revenu net des entreprises individuelles[2]	86 408	87 200	88 864	90 268	90 604	91 700	86 324	90 359
	0,4	0,9	1,9	1,6	0,4	1,2	1,6	4,7
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	124 116	126 924	131 732	134 744	133 832	133 168	123 376	133 369
	0,9	2,3	3,8	2,3	-0,7	-0,5	8,2	8,1
Transferts courants en provenance des administrations publiques	142 804	144 732	147 344	147 856	153 500	154 604	143 183	150 826
	3,1	1,4	1,8	0,3	3,8	0,7	6,2	5,3
Transferts courants en provenance des sociétés	1 812	1 852	1 876	1 908	1 952	2 012	1 779	1 937
	3,0	2,2	1,3	1,7	2,3	3,1	2,4	8,9
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 692	2 496	2 940	2 560	2 692	2 428	2 680	2 655
	4,7	-7,3	17,8	-12,9	5,2	-9,8	-0,7	-0,9
Dépenses	1 082 564	1 095 456	1 117 292	1 146 208	1 154 660	1 173 864	1 075 772	1 148 006
	1,3	1,2	2,0	2,6	0,7	1,7	5,5	6,7
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	809 776	817 020	831 956	848 708	858 996	876 204	803 502	853 966
	1,3	0,9	1,8	2,0	1,2	2,0	5,6	6,3
Transferts courants aux administrations publiques	252 620	257 856	264 396	276 084	273 752	275 108	252 422	272 335
	1,2	2,1	2,5	4,4	-0,8	0,5	4,8	7,9
Transferts courants aux sociétés	16 144	16 416	16 668	17 104	17 588	18 240	15 794	17 400
	3,2	1,7	1,5	2,6	2,8	3,7	12,7	10,2
Transferts courants aux non-résidents	4 024	4 164	4 272	4 312	4 324	4 312	4 054	4 305
	0,2	3,5	2,6	0,9	0,3	-0,3	2,7	6,2
Épargne	15 032	19 016	23 164	11 680	11 408	7 468	18 952	13 430
	5,6	26,5	21,8	-49,6	-2,3	-34,5	47,8	-29,1
Revenu disponible[3]	844 976	856 616	876 060	881 804	892 316	906 224	842 302	889 101
	1,4	1,4	2,3	0,7	1,2	1,6	6,4	5,6
Taux d'épargne	1,8	2,2	2,6	1,3	1,3	0,8	2,3	1,5

Épargne brute et transferts de capitaux	60 808	64 852	71 364	59 800	59 980	56 816	64 515	61 990
	1,8	6,7	10,0	-16,2	0,3	-5,3	11,6	-3,9
Épargne	15 032	19 016	23 164	11 680	11 408	7 468	18 952	13 430
	5,6	26,5	21,8	-49,6	-2,3	-34,5	47,8	-29,1
Provisions pour consommation de capital	42 572	43 204	44 060	44 732	45 432	46 120	42 308	45 086
	1,3	1,5	2,0	1,5	1,6	1,5	5,8	6,6
Transferts nets de capitaux	3 204	2 632	4 140	3 388	3 140	3 228	3 255	3 474
	-7,7	-17,9	57,3	-18,2	-7,3	2,8	-34,9	6,7
Moins: Acquisition de capital non financier	117 924	117 604	122 376	127 392	126 804	130 504	117 105	126 769
	0,8	-0,3	4,1	4,1	-0,5	2,9	8,1	8,3
Prêt net	-57 116	-52 752	-51 012	-67 592	-66 824	-73 688	-52 590	-64 779

Transactions: actifs financiers	19 400	33 236	41 588	42 216	45 768	36 540	29 245	41 528

Argent et dépôts	32 148	37 004	37 844	47 448	47 984	28 988	33 510	40 566

Titres de dette canadiens	-25 052	-10 208	-9 056	-44 988	-43 000	18 232	-17 548	-19 703

Actions de sociétés et fonds mutuels	-5 320	3 144	-12 524	32 696	19 996	-12 624	1 590	6 886

Assurance-vie et rentes	43 924	41 564	49 768	58 952	47 840	50 036	46 172	51 649

Autres actifs financiers	-26 300	-38 268	-24 444	-51 892	-27 052	-48 092	-34 479	-37 870

Transactions: passif	80 232	84 884	91 624	109 380	109 220	112 464	82 448	105 672

Crédit à la consommation	28 868	29 920	32 920	34 844	35 764	35 528	28 277	34 764

Emprunts bancaires et autres emprunts	1 888	5 168	440	-108	3 968	1 516	4 358	1 454

Hypothèques	46 300	47 840	52 660	63 252	67 816	69 652	46 515	63 345

Comptes à payer	3 176	1 956	5 604	11 392	1 672	5 768	3 298	6 109

Investissement financier net	-60 832	-51 648	-50 036	-67 164	-63 452	-75 924	-53 203	-64 144

Divergence du secteur	3 716	-1 104	-976	-428	-3 372	2 236	613	-635

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	379 884	402 076	376 232	390 344	393 680	401 564	378 421	390 455
	3,4	5,8	-6,4	3,8	0,9	2,0	7,9	3,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	201 864	201 464	205 984	208 840	212 864	214 016	198 859	210 426
	2,2	-0,2	2,2	1,4	1,9	0,5	5,0	5,8
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 668	13 556	15 044	15 340	15 796	15 640	13 823	15 455
	-3,4	-0,8	11,0	2,0	3,0	-1,0	-5,2	11,8
Ajustement de la valeur des stocks	-1 376	-5 820	-1 924	5 840	3 408	4 548	-1 775	2 968

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	94 588	121 668	85 612	88 132	88 716	94 004	96 768	89 116
	10,8	28,6	-29,6	2,9	0,7	6,0	22,0	-7,9
Intérêts sur la dette de consommation	16 144	16 416	16 668	17 104	17 588	18 240	15 794	17 400
	3,2	1,7	1,5	2,6	2,8	3,7	12,7	10,2
Intérêts sur la dette publique[3]	54 996	54 792	54 848	55 088	55 308	55 116	54 952	55 090
	-0,4	-0,4	0,1	0,4	0,4	-0,3	1,3	0,3
Dépenses	260 084	269 652	265 220	267 768	277 776	279 004	262 371	272 442
	0,5	3,7	-1,6	1,0	3,7	0,4	5,6	3,8
Intérêts, dividendes et paiements divers	206 312	208 852	208 488	212 004	219 944	220 208	207 171	215 161
	-0,4	1,2	-0,2	1,7	3,7	0,1	5,3	3,9
Impôts directs	51 192	55 496	52 420	53 416	55 464	56 184	51 432	54 371
	3,6	8,4	-5,5	1,9	3,8	1,3	3,9	5,7
Autres transferts courants	2 580	5 304	4 312	2 348	2 368	2 612	3 768	2 910
	15,6	105,6	-18,7	-45,5	0,9	10,3	76,8	-22,8
Épargne	119 800	132 424	111 012	122 576	115 904	122 560	116 050	118 013
	10,4	10,5	-16,2	10,4	-5,4	5,7	13,6	1,7
Épargne brute et transferts de capitaux	240 204	253 900	233 232	246 408	241 204	248 884	235 952	242 432
	5,5	5,7	-8,1	5,6	-2,1	3,2	8,7	2,7
Épargne	119 800	132 424	111 012	122 576	115 904	122 560	116 050	118 013
	10,4	10,5	-16,2	10,4	-5,4	5,7	13,6	1,7
Provisions pour consommation de capital	117 784	118 608	119 752	121 128	122 440	123 484	117 146	121 701
	0,9	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	4,7	3,9
Transferts nets de capitaux	2 620	2 868	2 468	2 704	2 860	2 840	2 756	2 718
	3,5	9,5	-13,9	9,6	5,8	-0,7	-6,1	-1,4
Moins : Acquisition de capital non financier	173 728	166 408	169 708	169 504	187 588	185 276	168 604	178 019
	0,4	-4,2	2,0	-0,1	10,7	-1,2	9,2	5,6
Prêt net	66 476	87 492	63 524	76 904	53 616	63 608	67 348	64 413

Transactions : actifs financiers	565 544	579 636	698 408	720 896	804 256	684 792	536 606	727 088

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	28 868	29 920	32 920	34 844	35 764	35 528	28 277	34 764

Prêts bancaires et autres prêts	32 880	32 828	43 036	38 672	59 132	48 832	28 180	47 418

Hypothèques	69 364	73 560	79 800	95 728	98 228	92 772	69 392	91 632

Effets à court terme	13 420	42 744	20 432	-8 816	21 536	-26 492	31 635	1 665

Obligations	57 372	90 280	51 800	117 328	109 420	81 212	61 001	89 940

Actions	-616	8 296	31 228	11 960	8 736	19 236	-1 670	17 790

Investissements étrangers	75 964	98 284	102 988	120 888	-32 980	53 444	78 209	61 085

Transactions: passif	502 260	495 892	628 500	635 648	744 136	614 048	472 687	655 583

<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	100 872	114 656	168 880	150 584	243 368	112 340	94 248	168 793

Emprunts bancaires et autres emprunts	5 580	19 856	37 844	49 576	64 940	80 792	7 698	58 288

Effets à court terme	42 836	41 596	16 060	7 124	18 536	-20 472	40 811	5 312

Obligations	68 608	118 692	77 276	95 844	110 408	96 492	76 814	95 005

Actions	61 936	111 756	104 668	146 664	126 780	127 988	81 849	126 525

Assurance-vie et rentes	38 768	36 136	44 000	54 700	45 956	43 136	41 255	46 948

Investissement financier net	63 284	83 744	69 908	85 248	60 120	70 744	63 919	71 505

Divergence du secteur	3 192	3 748	-6 384	-8 344	-6 504	-7 136	3 429	-7 092

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	580 640	589 552	597 220	613 284	615 376	619 960	582 437	611 460
	0,1	1,5	1,3	2,7	0,3	0,7	4,1	5,0
Impôts sur revenus	232 120	242 824	244 272	256 968	256 716	258 264	233 344	254 055
	1,8	4,6	0,6	5,2	-0,1	0,6	6,1	8,9
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	67 440	67 448	67 872	68 696	69 112	69 480	66 898	68 790
	0,5	0,0	0,6	1,2	0,6	0,5	2,4	2,8
Impôts sur production et importations	175 808	175 868	179 272	182 072	183 280	184 700	177 248	182 331
	-2,0	0,0	1,9	1,6	0,7	0,8	2,4	2,9
Autres transferts courants en provenance des particuliers	10 568	10 668	10 644	10 860	10 764	10 816	10 614	10 771
	-0,7	0,9	-0,2	2,0	-0,9	0,5	1,6	1,5
Revenus de placements	49 756	47 124	49 196	48 364	49 396	50 448	49 604	49 351
	-2,0	-5,3	4,4	-1,7	2,1	2,1	2,4	-0,5
Ventes de biens et services[2]	44 948	45 620	45 964	46 324	46 108	46 252	44 729	46 162
	1,3	1,5	0,8	0,8	-0,5	0,3	5,3	3,2
Dépenses	550 724	557 160	566 964	574 460	580 272	589 376	550 708	577 768
	1,4	1,2	1,8	1,3	1,0	1,6	5,0	4,9
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	325 012	329 260	336 536	344 168	343 908	352 304	324 535	344 229
	0,9	1,3	2,2	2,3	-0,1	2,4	6,4	6,1
Transferts courants	162 688	164 852	167 368	167 228	173 440	174 688	163 200	170 681
	3,1	1,3	1,5	-0,1	3,7	0,7	4,4	4,6
Intérêts sur la dette publique	63 024	63 048	63 060	63 064	62 924	62 384	62 973	62 858
	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,9	0,3	-0,2
Épargne	29 916	32 392	30 256	38 824	35 104	30 584	31 729	33 692
	-19,6	8,3	-6,6	28,3	-9,6	-12,9	-10,5	6,2
Épargne brute et transferts de capitaux	53 464	56 388	54 832	63 540	60 544	56 304	55 216	58 805
	-11,9	5,5	-2,8	15,9	-4,7	-7,0	-4,6	6,5
Épargne	29 916	32 392	30 256	38 824	35 104	30 584	31 729	33 692
	-19,6	8,3	-6,6	28,3	-9,6	-12,9	-10,5	6,2
Provisions pour consommation de capital	25 396	25 692	26 220	26 756	27 292	27 840	25 296	27 027
	0,9	1,2	2,1	2,0	2,0	2,0	3,6	6,8
Transferts nets de capitaux	-1 848	-1 696	-1 644	-2 040	-1 852	-2 120	-1 809	-1 914

Moins : Acquisition de capital non financier	40 552	41 156	42 120	43 216	44 420	45 164	40 295	43 730
	1,3	1,5	2,3	2,6	2,8	1,7	10,9	8,5
Prêt net	12 912	15 232	12 712	20 324	16 124	11 140	14 921	15 075

Transactions : actifs financiers	20 132	52 388	46 316	25 016	-1 720	42 132	21 225	27 936

Argent et dépôts	2 212	412	2 628	8 556	3 120	3 352	1 287	4 414

Prêts	-744	1 092	76	1 964	1 608	72	1 180	930

Titres canadiens	20 580	11 552	36 596	10 108	24 868	15 540	8 827	21 778

Autres actifs financiers	-1 916	39 332	7 016	4 388	-31 316	23 168	9 931	814

Transactions: passif	11 628	35 828	37 020	6 044	-17 580	37 360	7 197	15 711

Emprunts bancaires et autres emprunts	-20	816	1 168	2 792	-192	880	357	1 162

Effets à court terme	-8 096	-148	18 440	-34 848	-22 632	29 488	-4 644	-2 388

Obligations	2 728	-60	9 472	-2 952	11 132	-6 628	-7 529	2 756

Autres passifs	17 016	35 220	7 940	41 052	-5 888	13 620	19 013	14 181

Investissement financier net	8 504	16 560	9 296	18 972	15 860	4 772	14 028	12 225

Divergence du secteur	4 408	-1 328	3 416	1 352	264	6 368	893	2 850

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	564 928	574 236	576 732	570 344	584 784	576 428	559 566	577 072
	2,3	1,6	0,4	-1,1	2,5	-1,4	4,6	3,1
Ventes de biens (importations)	411 860	412 692	421 316	412 820	420 024	408 220	404 391	415 595
	2,8	0,2	2,1	-2,0	1,7	-2,8	4,1	2,8
Ventes de services (importations)	83 836	85 396	84 960	87 200	87 384	91 856	83 269	87 850
	1,5	1,9	-0,5	2,6	0,2	5,1	4,2	5,5
Intérêts, dividendes et recettes diverses	59 980	64 240	59 256	61 264	67 756	66 696	61 512	63 743
	-0,7	7,1	-7,8	3,4	10,6	-1,6	7,0	3,6
Transferts courants	9 252	11 908	11 200	9 060	9 620	9 656	10 394	9 884
	8,1	28,7	-5,9	-19,1	6,2	0,4	14,8	-4,9
Dépenses	584 156	619 868	598 568	598 156	583 404	572 672	585 146	588 200
	3,2	6,1	-3,4	-0,1	-2,5	-1,8	4,2	0,5
Achats de biens (exportations)	457 168	462 028	478 260	475 364	461 704	445 620	455 696	465 237
	1,8	1,1	3,5	-0,6	-2,9	-3,5	0,9	2,1
Achats de services (exportations)	69 344	69 212	69 332	70 200	68 528	69 668	69 010	69 432
	-0,1	-0,2	0,2	1,3	-2,4	1,7	0,6	0,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	48 636	78 544	42 064	43 008	43 104	47 688	50 758	43 966
	26,1	61,5	-46,4	2,2	0,2	10,6	54,2	-13,4
Transferts courants	9 008	10 084	8 912	9 584	10 068	9 696	9 682	9 565
	-1,3	11,9	-11,6	7,5	5,1	-3,7	18,4	-1,2
Épargne	-19 228	-45 632	-21 836	-27 812	1 380	3 756	-25 580	-11 128
	...	...	...	...	...	172,2	...	...
Épargne brute et transferts de capitaux	-23 204	-49 436	-26 800	-31 864	-2 768	-192	-29 782	-15 406

Épargne	-19 228	-45 632	-21 836	-27 812	1 380	3 756	-25 580	-11 128
	...	...	...	...	...	172,2	...	...
Transferts nets de capitaux	-3 976	-3 804	-4 964	-4 052	-4 148	-3 948	-4 202	-4 278

Prêt net[2]	-23 204	-49 436	-26 800	-31 864	-2 768	-192	-29 782	-15 406

Transactions : actifs financiers	136 904	73 704	181 320	142 136	71 260	103 952	128 674	124 667

Argent et dépôts	-19 844	5 568	58 436	-6 288	-9 968	9 296	3 898	12 869

Prêts	-2 888	640	6 156	9 000	16 096	43 352	-4 967	18 651

Effets à court terme	2 700	-15 024	-8 632	-3 000	3 732	5 456	2 376	-611

Obligations	33 552	34 836	30 848	-8 916	6 316	8 492	17 704	9 185

Actions	2 876	-7 636	-9 612	-26 556	-33 032	-98 028	10 815	-41 807

Autres actifs financiers	120 508	55 320	104 124	177 896	88 116	135 384	98 848	126 380

Transactions : passif	147 860	122 360	210 488	179 192	83 788	103 544	153 418	144 253

Réserves officielles	1 764	-384	6 512	4 304	3 468	4 292	1 015	4 644

Argent et dépôts	19 520	7 204	9 096	10 512	7 176	22 652	15 022	12 359

Emprunts bancaires et autres emprunts	21 800	8 720	9 816	-2 624	8 120	9 068	11 980	6 095

Investissements étrangers	87 344	110 520	112 912	118 484	-32 100	41 932	91 314	60 307

Autres passifs	17 432	-3 700	72 152	48 516	97 124	25 600	34 087	60 848

Investissement financier net	-10 956	-48 656	-29 168	-37 056	-12 528	408	-24 744	-19 586

Divergence du secteur	-12 248	-780	2 368	5 192	9 760	-600	-5 038	4 180

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Section F

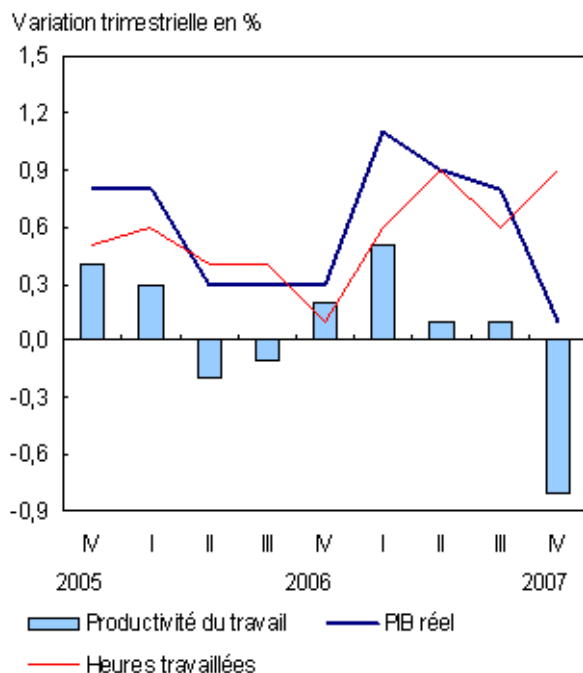
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Quatrième trimestre de 2007 et année 2007

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes au quatrième trimestre recule pour la première fois en plus d'un an. Cela s'est produit dans un contexte marqué par un ralentissement graduel du produit intérieur brut (PIB) et par une croissance soutenue des heures travaillées. Par définition, la productivité s'améliore lorsque le PIB s'accroît davantage que les heures travaillées.

Graphique F.1

La productivité des entreprises canadiennes fléchit pour la première fois en un peu plus d'un an



Au quatrième trimestre, la productivité a reculé de 0,8 %, après avoir affiché une faible hausse de 0,1 % au cours de chacun des deux trimestres précédents et un gain de 0,5 % au premier trimestre. Pour l'ensemble de 2007, la productivité du travail n'a affiché qu'une hausse de 0,5 %, soit le plus faible accroissement annuel depuis 2004.

Du côté des entreprises américaines, la croissance trimestrielle de la productivité du travail a nettement ralenti au quatrième trimestre, n'affichant qu'un gain de 0,2 % après s'être accrue de 1,6 % au troisième trimestre.

Malgré ce ralentissement, les entreprises américaines ont enregistré une croissance révisée de 1,9 % de leur productivité pour l'ensemble de 2007, soit une nette amélioration par rapport au taux de 1,0 % affiché en 2006.

En 2007, les gains de productivité ont donc été plus importants au sein des entreprises américaines que chez leurs concurrentes canadiennes. Au cours des deux années précédentes, l'écart de croissance annuelle de la productivité entre les deux pays était légèrement en faveur des entreprises canadiennes.

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2007. Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a révisé ses données trimestrielles rétrospectivement jusqu'en 2003.

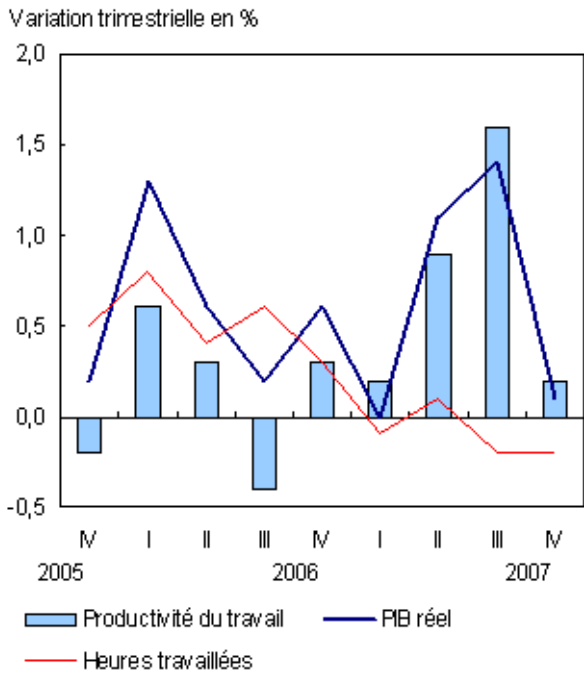
La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Graphique F.2
La croissance de la productivité américaine ralentit considérablement au quatrième trimestre



La baisse générale de la productivité enregistrée au quatrième trimestre dans les entreprises canadiennes tient principalement à une diminution marquée dans les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, de la construction et de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz. De plus, la productivité dans le secteur de la fabrication a décliné pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2006.

En revanche, d'importants gains de productivité ont été observés dans le commerce de gros, les services publics, et dans les services d'hébergement et de restauration.

Quatrième trimestre de 2007

Le ralentissement de la production touche autant les entreprises canadiennes qu'américaines

Le ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord a eu un effet négatif sur la productivité du travail tant au Canada qu'aux États-Unis au quatrième trimestre.

Au troisième trimestre, la valeur ajoutée du secteur des entreprises avait progressé de 0,8 % au Canada, et de 1,4 % aux États-Unis. Au quatrième trimestre, la croissance de la production a fortement ralenti, affichant une faible hausse de 0,1 % dans les deux pays.

Au quatrième trimestre, c'est surtout le recul marqué de 2,2 % des exportations qui a limité l'expansion du PIB dans les entreprises canadiennes, tandis qu'aux États-Unis, la faiblesse du PIB des entreprises provient de la décélération dans les dépenses de consommation et dans les exportations. La baisse des stocks des entreprises de même qu'un nouveau relâchement de l'immobilier ont aussi contribué à ce ralentissement.

L'écart en matière de croissance de la productivité entre le Canada et les États-Unis prend également sa source dans les différences de dynamisme de leur marché du travail.

Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont progressé de 0,9 % au quatrième trimestre, soit une augmentation supérieure à celle enregistrée au trimestre précédent (+0,6 %). Un peu plus de la moitié de la progression des heures travaillées observée au quatrième trimestre est survenue dans le travail à temps plein.

En comparaison, les heures travaillées dans les entreprises américaines ont diminué de 0,2 % au quatrième trimestre, soit une baisse identique à celle du trimestre précédent. Le volume d'heures travaillées a reculé au cours de trois des quatre trimestres de 2007.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre augmentent dans les deux pays

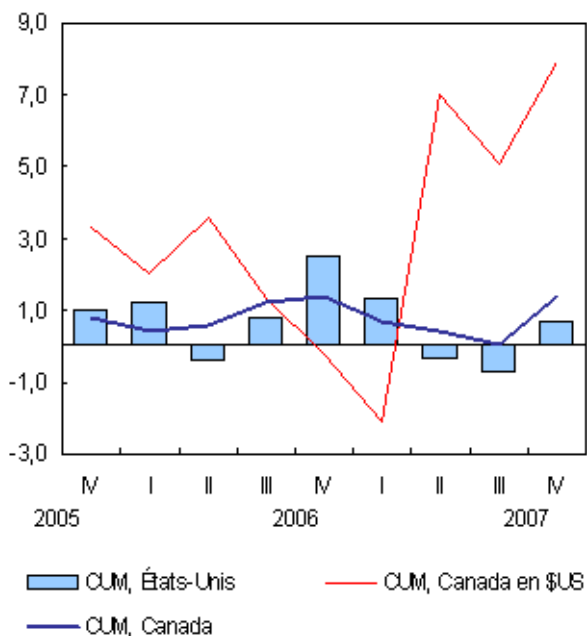
Le coût de main-d'oeuvre par unité de production, un baromètre des pressions inflationnistes sur les salaires, s'est accru de 1,4% dans les entreprises canadiennes au quatrième trimestre. Il s'agissait d'une nette accélération par rapport à la croissance nulle affichée au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre, la rémunération horaire au Canada avait connu une augmentation trimestrielle de 0,6%, contre 0,2% au troisième trimestre.

Graphique F.3

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US poursuivent leur ascension

Variation trimestrielle en %



Le coût unitaire de main-d'oeuvre des entreprises américaines a affiché une progression de 0,7% au quatrième trimestre, après deux trimestres de baisse. Au cours du trimestre précédent, le coût du travail avait reculé de 0,7% aux États-Unis.

Compte tenu de la vive appréciation du dollar canadien au quatrième trimestre, la croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre canadienne exprimé en dollars américains s'est élevée à 7,9% durant le trimestre, après avoir enregistré une forte hausse (+5,1%) au troisième et de 7,0% au deuxième trimestre.

Recul de la productivité : le secteur des biens est freinée par la fabrication

Le repli de la productivité dans l'ensemble des entreprises au quatrième trimestre est surtout attribuable aux entreprises produisant des biens. Sur une base trimestrielle, la productivité dans ce secteur a reculé de 0,9%, alors qu'elle n'a presque pas varié dans les entreprises produisant des services (-0,1%).

Des gains de productivité dans le commerce de gros (+1,0%), dans les services d'hébergement et de restauration (+1,8%) et dans les industries d'information et culturel (+0,6%) ont été contrebalancés par une croissance négative ou nulle dans la plupart des autres industries composant le secteur des services. La croissance quasi-nulle de la productivité dans les entreprises produisant des services s'est produite dans le contexte d'une croissance semblable de la production et des heures de travail.

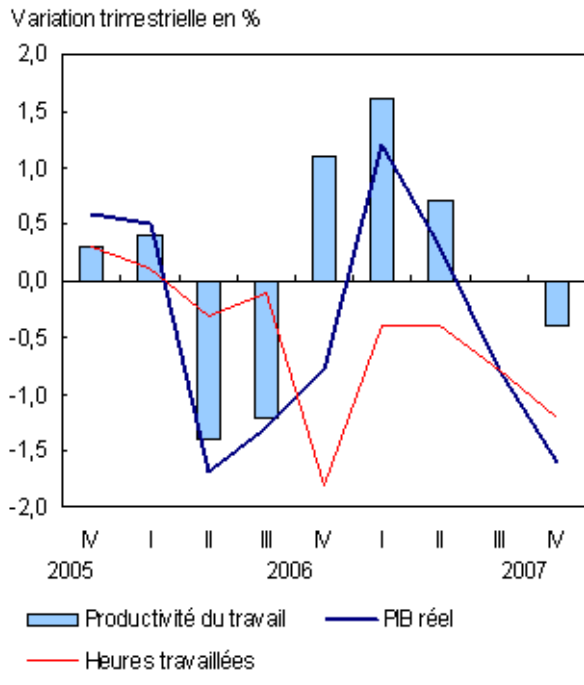
Cela contraste avec les entreprises produisant des biens qui ont affiché une baisse de leur activité de 0,8% au quatrième trimestre et de 0,3% au troisième. Pendant ce temps, les heures travaillées n'ont pas varié au quatrième trimestre, après avoir augmenté de 0,2% au troisième trimestre.

Le repli de la productivité dans les entreprises produisant des biens reflétait surtout les baisses observées dans la fabrication, dans la construction et dans l'industrie minière. Ces baisses n'ont été que partiellement neutralisées par la hausse de productivité affichée dans les services d'utilité publique.

Le secteur de la fabrication : le repli de sa production était accompagné d'une baisse moins prononcée des heures travaillées

Dans le secteur de la fabrication, la productivité a diminué de 0,4% au quatrième trimestre. Il s'agissait d'une première baisse depuis le troisième trimestre de 2006.

Graphique F.4
La productivité dans le secteur de fabrication fléchit pour la première fois en un an



Ce repli du quatrième trimestre a ramené la croissance de la productivité manufacturière pour l'ensemble de l'année 2007 à 1,9%, contre une légère baisse de 0,1% en 2006.

Les heures travaillées consacrées à la fabrication ont fortement reculé (1,2 %) au quatrième trimestre, ce qui constitue un septième trimestre consécutif de baisse, reflétant ainsi la poursuite de la rationalisation de ce secteur.

Entre-temps, la production dans la fabrication a poursuivi son déclin pour un deuxième trimestre d'affilée. La production manufacturière a chuté de 1,6% au quatrième trimestre et de 0,8% au troisième. Ce secteur est touché par la hausse importante des coûts de l'énergie et des autres matières premières, de même que par la concurrence étrangère, qui s'est accrue suite à l'appréciation du dollar canadien.

Les fabricants canadiens ont en effet dû faire face à l'appréciation de 6,0 % du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine au quatrième trimestre. Celle-ci s'est ajoutée à celle de 4,9 % enregistrée au troisième et à celle de 6,3% au deuxième trimestre.

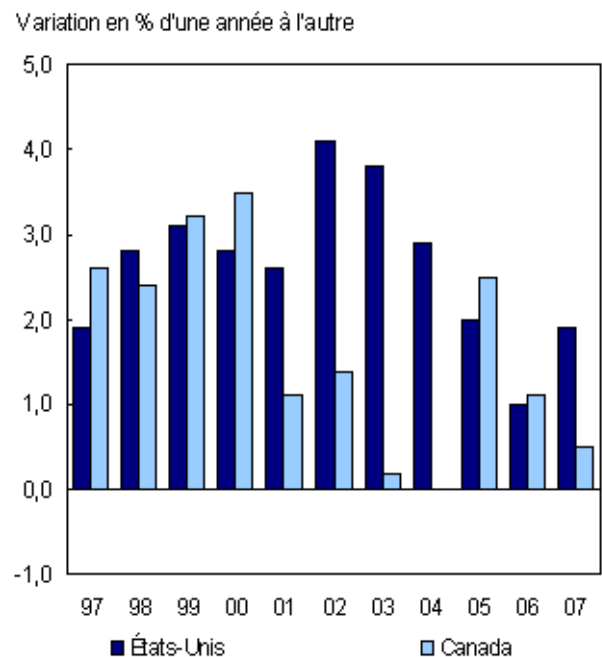
Les entreprises canadiennes auraient cependant profité de cette nouvelle appréciation du huard pour investir dans les machineries et équipements pour accroître leur efficacité. Leurs achats à ce titre ont en effet augmenté de 3,4% au quatrième trimestre, soit un taux semblable à celui du trimestre précédent (+3,3%).

Revue de l'année 2007

La croissance de la productivité ralentit au Canada, pendant qu'elle accélère aux États-Unis

En 2007, la productivité canadienne a ralenti pour atteindre sa plus faible croissance des trois dernières années, ayant affiché un taux de seulement 0,5%, contre 1,1% en 2006.

Graphique F.5
L'écart de productivité est largement en faveur des États-Unis en 2007



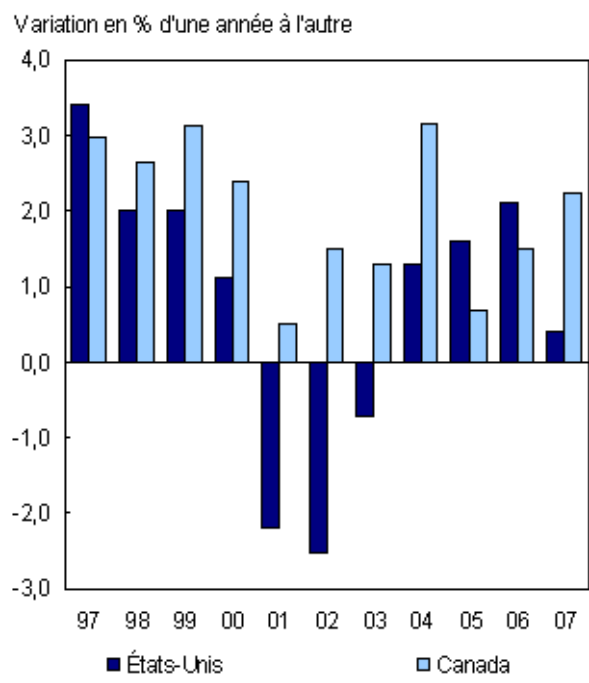
En comparaison, la productivité aux États-Unis affiche une croissance annuelle de 1,9 % en 2007. Il s'agit d'une nette accélération par rapport au taux annuel de 1,0 % affiché en 2006. Cela mettait ainsi fin au ralentissement amorcé après le sommet de 4,1 % atteint en 2002.

Au cours des deux années précédentes, les entreprises canadiennes avaient affiché des gains de productivité supérieurs à leurs homologues américaines. Cependant, l'écart de croissance de productivité réapparaît en 2007 en faveur des États-Unis, surtout en raison de l'augmentation différente des heures travaillées dans les deux pays.

Le volume d'heures travaillées dans les entreprises canadiennes continue d'augmenter à un rythme soutenu, soit une hausse de 2,2 % en 2007 contre 1,5 % en 2006. Entre-temps, au sud de la frontière, le volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a augmenté seulement de 0,4 % en 2007, soit un taux largement inférieur à celui noté en 2006 (+2,1 %).

Graphique F.6

La croissance des heures travaillées accélère au Canada, pendant qu'elle ralentit nettement aux États-Unis

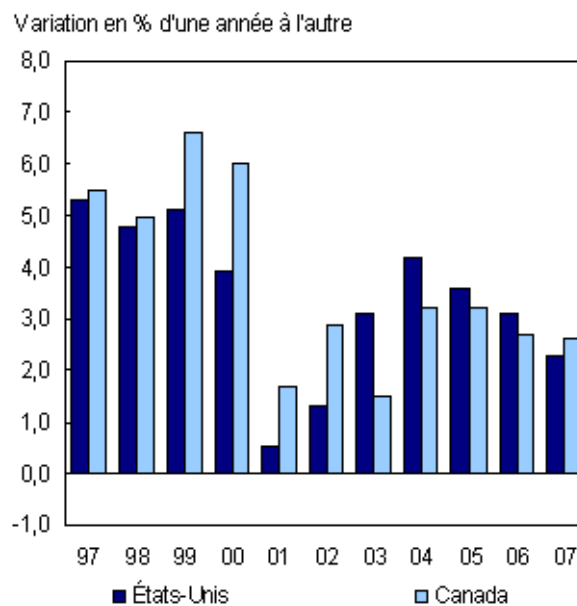


Le travail à temps plein a été à l'origine des trois quarts de l'augmentation de l'emploi au Canada en 2007. En 2007, le nombre d'emplois a connu une progression soutenue dans les entreprises canadiennes (+2,2 %), soit un taux semblable à celui des heures travaillées.

En ce qui a trait à la croissance du PIB, les entreprises canadiennes ont dépassé celle des États-Unis pour la première fois en quatre ans. La croissance du PIB réel dans les entreprises canadiennes a atteint 2,6 % en 2007, soit un taux similaire à celui de 2006. Parallèlement, le PIB dans les entreprises américaines s'est accru de 2,3 % en 2007, soit son plus faible taux de croissance depuis 2002 (+1,5%), et un rythme considérablement plus faible que celui de 3,1% en 2006.

Graphique F.7

La croissance du PIB canadien surpasse celle des États-Unis pour la première fois en 5 ans



En 2007, le resserrement du marché du travail au Canada, particulièrement dans l'Ouest du pays, a propulsé la rémunération horaire à la hausse (+3,7 %), bien qu'à un rythme inférieur à celui de 4,2% enregistré en 2006 et à celui de 5,2% observé en 2005. Il s'agit cependant d'un rythme beaucoup plus élevé que la croissance moyenne annuelle de 2,6 % observée entre 2001 et 2004.

La croissance modeste de 0,5% de la productivité, combinée à cette forte hausse de la rémunération horaire a entraîné une augmentation importante de 3,2% du coût unitaire de main-d'œuvre.

Compte tenu de l'appréciation de 5,3% du huard par rapport à sa contrepartie américaine en 2007, le coût unitaire de main-d'œuvre canadienne exprimé en dollars américains a bondi de 9,5% en 2007, comparativement à 3,1% au sud de la frontière.

La productivité s'accroît sensiblement au même rythme dans le secteur des services et celui des biens

Les entreprises produisant des biens ont connu une hausse de 0,7 %, de leur productivité comparativement à 0,8 % dans les entreprises produisant des services.

Tout comme en 2006, le commerce de gros et le commerce de détail sont les principaux responsables de la croissance de la productivité dans les entreprises produisant des services en 2007. Ainsi, la productivité a augmenté de 2,4 % pour le commerce de gros en 2007 et de 3,5 % pour le commerce de détail. Une hausse de 1,5 % dans l'industrie de la finance a également contribué à cette croissance.

Les principaux moteurs de la croissance de la productivité pour les entreprises produisant des biens furent la fabrication et les services publics. Ce dernier a d'ailleurs connu la croissance la plus forte de la productivité de toutes les industries, avec 5,3 % d'augmentation. Alors que le nombre d'emplois a diminué dans la fabrication, le nombre d'heures moyennes travaillées est resté à peu près stable, affichant seulement 0,1 % d'augmentation.

Quant au secteur de l'extraction minière, de l'extraction de pétrole et de gaz, il a enregistré un recul de 1,2 % de sa productivité. L'augmentation de l'activité économique continue d'être plus faible que celle des heures travaillées dans ce secteur.

Coût unitaire de la main d'œuvre en hausse pour toutes les industries en 2007

En 2007, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont connu une accélération dans la majorité des industries comparativement à 2006. Il ont augmenté de 2,7 % pour les entreprises produisant des biens et de 3,2 % pour les entreprises produisant des services.

Bien que toutes les industries aient connu une hausse de leur coût unitaire de main d'œuvre en 2007, une des industries les plus touchées fut l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz avec une hausse de 8,2 %. Cette hausse est cependant moins importante que celle enregistrée en 2006, s'établissant alors à 13,0 %.

Le commerce de détail avec une augmentation de 0,7 % et les services publics avec 0,5 % sont les industries ayant connu la croissance la plus faible du coût unitaire de la main-d'œuvre en 2007. Ces deux industries sont par ailleurs parmi celles ayant connu les plus importantes hausses de productivité du travail en 2007.

Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007
Désaisonnalisées								
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre								
Canada								
Productivité du travail	0,3	-0,2	-0,1	0,2	0,5	0,1	0,1	-0,8
PIB réel	0,8	0,3	0,3	0,3	1,1	0,9	0,8	0,1
Heures travaillées	0,6	0,4	0,4	0,1	0,6	0,9	0,6	0,9
Rémunération horaire	0,6	0,5	1,1	1,6	1,3	0,3	0,2	0,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	0,6	1,2	1,4	0,7	0,4	0,0	1,4
Taux de change[2]	-1,6	-2,8	-0,1	1,6	2,8	-6,3	-4,9	-6,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	2,0	3,6	1,3	-0,2	-2,1	7,0	5,1	7,9
États-Unis								
Productivité du travail	0,6	0,3	-0,4	0,3	0,2	0,9	1,6	0,2
PIB réel	1,3	0,6	0,2	0,6	0,0	1,1	1,4	0,1
Heures travaillées	0,8	0,4	0,6	0,3	-0,1	0,1	-0,2	-0,2
Rémunération horaire	1,7	-0,1	0,4	2,8	1,5	0,6	0,9	0,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	-0,4	0,8	2,5	1,3	-0,3	-0,7	0,7
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente								
Canada								
Productivité du travail	2,1	1,6	0,4	0,2	0,4	0,7	0,9	-0,1
PIB réel	3,7	3,0	2,2	1,6	1,9	2,5	3,1	2,9
Heures travaillées	1,6	1,4	1,8	1,4	1,4	2,0	2,2	3,1
Rémunération horaire	4,8	4,2	3,5	3,9	4,6	4,4	3,4	2,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	2,6	3,1	3,7	4,0	3,7	2,5	2,5
Taux de change[2]	-5,9	-9,8	-6,7	-2,9	1,5	-2,2	-6,8	-13,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	9,2	13,7	10,5	6,8	2,6	6,0	10,0	18,9
États-Unis								
Productivité du travail	1,5	1,8	0,2	0,8	0,3	1,0	3,1	3,0
PIB réel	3,8	3,6	2,4	2,8	1,5	1,9	3,2	2,6
Heures travaillées	2,3	1,8	2,2	2,0	1,1	0,9	0,1	-0,4
Rémunération horaire	4,2	4,0	2,8	4,9	4,6	5,4	6,0	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,7	2,2	2,6	4,1	4,3	4,3	2,8	1,0
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]								
Canada								
Productivité du travail	1,2	-0,8	-0,4	0,8	1,9	0,4	0,4	-3,0
PIB réel	3,3	1,1	1,1	1,1	4,4	3,6	3,2	0,4
Heures travaillées	2,3	1,5	1,5	0,4	2,3	3,8	2,6	3,7
Rémunération horaire	2,5	2,1	4,6	6,4	5,2	1,4	0,7	2,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,5	2,6	4,8	5,9	2,9	1,4	0,0	5,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	8,2	15,0	5,3	-0,8	-8,0	31,1	22,2	35,7
États-Unis								
Productivité du travail	2,3	1,1	-1,6	1,4	0,6	3,8	6,6	1,0
PIB réel	5,5	2,5	0,6	2,6	0,2	4,4	5,7	0,2
Heures travaillées	3,1	1,5	2,3	1,2	-0,4	0,5	-0,9	-0,7
Rémunération horaire	7,1	-0,5	1,5	11,8	6,1	2,5	3,7	3,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,7	-1,5	3,1	10,4	5,5	-1,3	-2,8	2,7

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007
Désaisonnalisées								
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre								
Canada								
Tous les emplois	0,6	0,2	0,2	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7
Heures travaillées	0,6	0,4	0,4	0,1	0,6	0,9	0,6	0,9
Heures moyennes	0,0	0,1	0,3	-0,5	-0,1	0,2	0,1	0,1
Part du travail[2]	1,0	0,0	0,8	1,4	-0,8	-1,0	0,1	0,3
États-Unis								
Tous les emplois	0,8	0,3	0,4	0,3	0,1	0,2	-0,1	0,0
Heures travaillées	0,8	0,4	0,6	0,3	-0,1	0,1	-0,2	-0,2
Heures moyennes	-0,0	0,0	0,2	0,0	-0,2	-0,0	-0,1	-0,2
Part du travail[2]	0,5	-1,2	0,3	2,3	0,3	-0,9	-0,8	0,1
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente								
Canada								
Tous les emplois	2,0	1,3	1,4	1,5	1,6	2,2	2,5	2,7
Heures travaillées	1,6	1,4	1,8	1,4	1,4	2,0	2,2	3,1
Heures moyennes	-0,4	0,0	0,4	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	0,3
Part du travail[2]	-0,6	-0,7	1,1	3,3	1,4	0,4	-0,3	-1,4
États-Unis								
Tous les emplois	2,0	1,8	1,9	1,8	1,1	1,0	0,4	0,2
Heures travaillées	2,3	1,8	2,2	2,0	1,1	0,9	0,1	-0,4
Heures moyennes	0,3	0,0	0,3	0,2	0,0	-0,1	-0,3	-0,6
Part du travail[2]	-0,4	-1,1	-0,4	1,8	1,7	2,0	1,0	-1,2
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]								
Canada								
Tous les emplois	2,3	0,8	0,8	2,3	2,6	3,0	2,2	3,0
Heures travaillées	2,3	1,5	1,5	0,4	2,3	3,8	2,6	3,7
Heures moyennes	0,0	0,4	1,2	-2,0	-0,4	0,8	0,4	0,4
Part du travail[2]	4,2	0,0	3,3	5,9	-3,2	-4,0	0,4	1,2
États-Unis								
Tous les emplois	3,2	1,3	1,5	1,2	0,5	0,6	-0,5	0,2
Heures travaillées	3,1	1,5	2,3	1,2	-0,4	0,5	-0,9	-0,7
Heures moyennes	-0,1	0,2	0,8	0,0	-0,9	-0,1	-0,3	-0,9
Part du travail[2]	1,9	-4,7	1,1	9,5	1,3	-3,4	-3,1	0,3

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	102,800	103,300	104,500	104,300	103,900	103,000	103,225	103,925
	-0,3	0,5	1,2	-0,2	-0,4	-0,9	0,5	0,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	123,000	125,500	128,800	128,000	129,600	129,800	125,750	129,050
	-2,8	2,0	2,6	-0,6	1,3	0,2	-0,8	2,6
Construction	106,300	107,200	106,300	103,100	101,800	100,300	105,725	102,875
	0,3	0,8	-0,8	-3,0	-1,3	-1,5	5,9	-2,7
Fabrication	104,300	105,400	107,100	107,900	107,900	107,500	105,600	107,600
	-1,2	1,1	1,6	0,7	0,0	-0,4	-0,1	1,9
Secteur des entreprises - services	107,200	107,000	106,900	107,400	108,000	107,900	106,700	107,550
	0,5	-0,2	-0,1	0,5	0,6	-0,1	2,3	0,8
Commerce de gros	122,200	119,800	120,600	122,200	124,100	125,400	120,150	123,075
	1,0	-2,0	0,7	1,3	1,6	1,0	7,3	2,4
Commerce de détail	112,300	111,600	113,300	115,400	115,800	115,200	111,050	114,925
	1,1	-0,6	1,5	1,9	0,3	-0,5	5,5	3,5
Transport et entreposage	106,200	106,400	105,400	104,600	104,600	104,700	106,325	104,825
	-0,2	0,2	-0,9	-0,8	0,0	0,1	1,1	-1,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	114,100	113,500	112,200	112,900	112,800	113,500	113,500	112,850
	0,4	-0,5	-1,1	0,6	-0,1	0,6	6,1	-0,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	103,200	104,500	104,400	104,100	104,300	103,800	102,600	104,150
	1,6	1,3	-0,1	-0,3	0,2	-0,5	1,3	1,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	100,900	101,000	100,000	100,500	100,200	98,300	101,200	99,750
	-0,8	0,1	-1,0	0,5	-0,3	-1,9	-1,3	-1,4
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	101,500	101,600	101,100	100,000	101,000	100,500	101,450	100,650
	-0,3	0,1	-0,5	-1,1	1,0	-0,5	1,7	-0,8
Hébergement et services de restauration	101,000	102,300	100,800	100,200	102,100	103,900	101,775	101,750
	-0,3	1,3	-1,5	-0,6	1,9	1,8	0,8	-0,0
Autres services commerciaux	104,000	104,300	103,500	103,400	103,400	103,600	104,025	103,475
	0,1	0,3	-0,8	-0,1	0,0	0,2	-0,3	-0,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	112,300	114,000	114,000	113,700	114,300	116,900	111,750	114,725
	1,3	1,5	0,0	-0,3	0,5	2,3	3,4	2,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	87,100	87,600	89,200	87,800	89,000	87,500	86,900	88,375
	1,8	0,6	1,8	-1,6	1,4	-1,7	1,2	1,7
Construction	107,900	108,700	109,400	110,300	111,400	112,800	107,225	110,975
	1,4	0,7	0,6	0,8	1,0	1,3	1,7	3,5
Fabrication	109,100	110,300	109,800	109,200	109,100	111,900	108,325	110,000
	1,4	1,1	-0,5	-0,5	-0,1	2,6	2,0	1,5
Secteur des entreprises - services	109,800	111,400	112,400	113,100	113,000	113,800	109,550	113,075
	1,0	1,5	0,9	0,6	-0,1	0,7	2,6	3,2
Commerce de gros	97,800	101,100	102,900	100,900	98,900	98,100	98,100	100,200
	1,8	3,4	1,8	-1,9	-2,0	-0,8	-1,1	2,1
Commerce de détail	106,200	106,100	105,300	106,500	108,700	108,600	106,525	107,275
	-1,2	-0,1	-0,8	1,1	2,1	-0,1	0,5	0,7
Transport et entreposage	106,400	107,800	110,100	110,200	111,200	112,100	106,200	110,900
	1,0	1,3	2,1	0,1	0,9	0,8	0,7	4,4
Industrie de l'information et industrie culturelle	104,100	105,600	106,000	107,000	109,400	110,600	104,200	108,250
	0,3	1,4	0,4	0,9	2,2	1,1	2,5	3,9
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	114,800	116,000	116,400	117,800	117,700	119,000	114,750	117,725
	-0,2	1,0	0,3	1,2	-0,1	1,1	4,1	2,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	116,400	116,600	118,800	119,200	120,500	123,400	114,975	120,475
	3,4	0,2	1,9	0,3	1,1	2,4	4,9	4,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	113,800	117,000	121,000	122,400	120,500	118,900	114,150	120,700
	1,2	2,8	3,4	1,2	-1,6	-1,3	3,0	5,7
Hébergement et services de restauration	115,200	117,800	117,800	119,900	118,700	120,000	111,800	119,100
	6,7	2,3	0,0	1,8	-1,0	1,1	4,6	6,5
Autres services commerciaux	116,400	117,300	118,800	120,900	118,000	118,600	115,750	119,075
	0,4	0,8	1,3	1,8	-2,4	0,5	4,4	2,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.5 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Variation en pourcentage d'une année à l'autre							
Canada								
Productivité du travail	3,5	1,1	1,4	0,2	0,0	2,5	1,1	0,5
PIB réel	6,0	1,7	2,9	1,5	3,2	3,2	2,7	2,6
Heures travaillées	2,4	0,5	1,5	1,3	3,2	0,7	1,5	2,2
Rémunération horaire	5,9	4,2	1,6	2,6	2,4	5,2	4,2	3,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,4	3,1	0,2	2,4	2,4	2,7	3,1	3,2
Taux de change[2]	0,0	4,3	1,4	-10,8	-7,1	-6,9	-6,4	-5,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	2,5	-1,2	-1,2	15,1	10,2	10,3	9,9	9,5
États-Unis								
Productivité du travail	2,8	2,6	4,1	3,8	2,9	2,0	1,0	1,9
PIB réel	3,9	0,3	1,5	3,1	4,2	3,6	3,1	2,3
Heures travaillées	1,1	-2,2	-2,5	-0,7	1,3	1,6	2,1	0,4
Rémunération horaire	7,0	4,3	3,5	4,1	3,8	4,0	4,0	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,0	1,6	-0,5	0,2	0,9	2,0	2,9	3,1

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

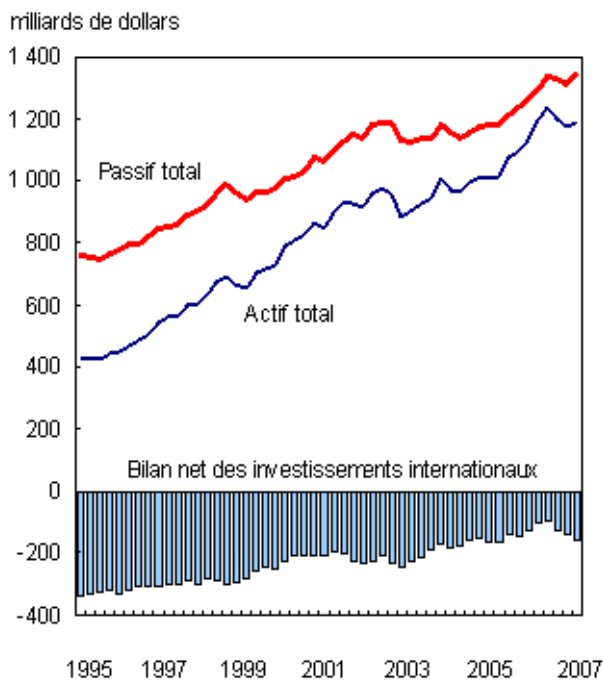
Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada

Quatrième trimestre de 2007

Le bilan net des investissements internationaux a continué de se dégrader pendant le quatrième trimestre, sous l'influence du plus important mouvement d'investissements directs étrangers vers le Canada des huit dernières années. La dette extérieure nette a augmenté de 13,3 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre pour s'établir à 156,3 milliards de dollars à la fin de 2007, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut du Canada (en hausse par rapport aux 9,1 % du trimestre précédent).

Graphique G.1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Le passif international augmente plus que l'actif

Le passif international du Canada s'établit à 1 338,7 milliards de dollars, soit 27 milliards de dollars de plus qu'au troisième trimestre. L'augmentation du passif était principalement due à de fortes transactions au niveau de l'investissement direct vers le Canada, alimentés par une série de fusions et d'acquisitions qui frôle le record. Du côté de l'actif, les portefeuilles d'actif détenus par des Canadiens sont passés à 1 182,4 milliards de dollars, une modeste augmentation de 1,2 % par rapport au troisième trimestre. L'investissement direct à l'étranger s'accroît, après avoir baissé pendant deux trimestres, tandis que les portefeuilles canadiens d'obligations et d'instruments du marché monétaire étrangers ont continué de fléchir.

Le dollar canadien a une incidence annuelle plus forte que jamais

L'impact en 2007 de l'appréciation du dollar canadien s'est traduit globalement par une augmentation de la dette extérieure nette de 72,5 milliards de dollars; il s'agit de l'incidence la plus forte jamais observée. Le dollar canadien a augmenté de 17,6 % par rapport au dollar américain, 16,0 % par rapport à la livre sterling, 6,3 % par rapport à l'euro et 10,4 % par rapport au yen japonais. Cependant, le dollar canadien a cessé de prendre de la valeur par rapport aux principales devises au cours du quatrième trimestre. Ces fluctuations du taux de change au quatrième trimestre de 2007 se sont traduites par une très faible incidence (300 millions de dollars) sur l'accroissement de la dette extérieure nette.

Note aux lecteurs

Définition

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de l'actif et du passif du pays vis-à-vis le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre l'actif et le passif étranger. Le Canada est un pays débiteur net ce qui se traduit par le fait que notre passif est plus élevé que notre actif envers les non résidents. Cet excédent de notre passif international est appelé passif international net du Canada ou dette nette extérieure du Canada.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Investissement direct

Actif

Les investissements directs à l'étranger par les entreprises canadiennes ont progressé de 12,8 milliards de dollars pour s'établir à 508,6 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre. Cette progression de 2,6 % a effacé la plus grande partie de la diminution qui est survenue au troisième trimestre et était principalement due aux fonds de roulement supplémentaires fournis aux sociétés affiliées étrangères. Les fusions et les acquisitions ont été relativement modérées, et ont représenté 37,9 % de l'accroissement de l'investissement direct. La variation d'une année à l'autre était le fait d'une réduction de la valeur de la position de 2,8 %, principalement à cause de la forte appréciation du dollar canadien.

Passif

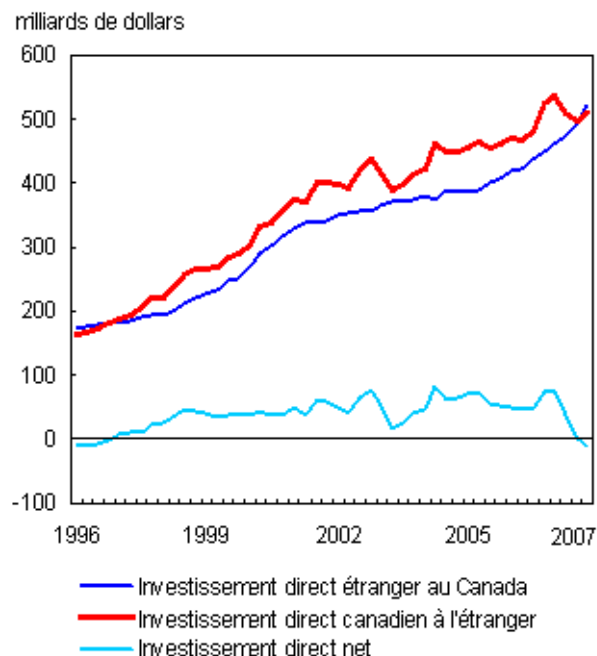
Les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 27,3 milliards de dollars pour s'établir à 521,1 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre, en hausse de 5,5 %. Cette progression était principalement attribuable à une série de fusions et d'acquisitions par des étrangers qui frôlait le record et qui représentait 68,1 % de la variation de la position d'investissements directs étrangers au cours du quatrième trimestre. La variation d'une année à l'autre était le fait d'une augmentation de la valeur de la position de 16,1 %, malgré la vigueur du dollar canadien.

Les investissements directs nets sont modérément négatifs

Le bilan net des investissements directs du Canada, en l'occurrence la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada – était légèrement négatif au cours du quatrième trimestre. Cependant, en 2007, cette position est passée d'un actif net de 74,4 milliards de dollars à un passif net de 12,5 milliards de dollars.

Graphique G.2

Bilan des investissements directs



Placements de portefeuille

Actif

L'actif de portefeuille a chuté de 3,3 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre, principalement par suite du désinvestissement en obligations étrangères. L'effet qu'a exercé le dollar canadien sur l'actif des portefeuilles étrangers au cours du trimestre a été négligeable. Cependant, l'actif international des investisseurs canadiens diminue de 18,7 milliards de dollars (-5,1 %) en 2007, principalement à cause du retraitement de cet actif exprimé en devises étrangères au regard d'un dollar canadien en forte hausse et d'un désinvestissement important en effets du marché monétaire qui ont diminué de plus de la moitié.

Passif

Le passif de portefeuille a baissé de 7,4 milliards de dollars pendant le quatrième trimestre, principalement à la suite du désinvestissement d'actions de portefeuille qui ont été transférées aux investisseurs directs étrangers à la suite d'importantes fusions et acquisitions. En 2007, on observe une baisse de 43,9 milliards de dollars (-8,1 %) qui est principalement attribuable aux obligations et actions canadiennes.

Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, ce qui s'explique principalement par l'augmentation continue de l'actif-dépôts. D'une année à l'autre, ces dépôts ont progressé de 17,3 %.

Les autres éléments de passif ont vigoureusement rebondi pendant le trimestre pour s'établir à 7,1 milliards de dollars, sous l'impulsion d'un renversement de la diminution des dépôts par les étrangers lors du précédent trimestre. En 2007, la position a augmenté de 7 % par suite de fortes transactions tout au long de l'année.

Diminution de la dette extérieure nette lorsque les placements de portefeuille sont exprimés à la valeur au marché

Le bilan net des investissements internationaux global du Canada peut également être calculé à l'aide des avoirs et des dettes, en ce qui a trait aux titres négociables, exprimés à la valeur au marché. Dans ce cas, la dette extérieure nette diminue. Au cours du quatrième trimestre, la dette extérieure nette a diminué de 3,9 milliards de dollars pour s'établir à 91,9 milliards de dollars. Ce changement rend compte à la fois de la baisse sur les marchés d'actions canadiennes et étrangères pendant le trimestre et d'un important désinvestissement en actions canadiennes de portefeuille détenues par les investisseurs étrangers par suite de fusions et d'acquisitions (à la valeur au marché). Ceci a eu pour résultat que le passif total est demeuré relativement stable, contrairement au passif total à la valeur comptable, qui est en forte hausse.

Globalement, en 2007, le passif international net s'est accru de 53,4 milliards de dollars, ce qui est légèrement inférieur à l'augmentation de 57,3 milliards de dollars à la valeur comptable.

Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	468 635	468 500	480 635	523 260	536 612	509 465	495 783	508 596
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	93 361	103 207	112 763	128 505	145 001	152 119	143 407	138 301
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>98 875</i>	<i>108 378</i>	<i>121 474</i>	<i>138 171</i>	<i>156 039</i>	<i>161 069</i>	<i>156 678</i>	<i>155 654</i>
Actions étrangères	201 897	200 794	202 720	216 194	218 569	205 138	196 861	200 193
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>481 446</i>	<i>464 047</i>	<i>491 609</i>	<i>559 671</i>	<i>574 255</i>	<i>568 110</i>	<i>541 793</i>	<i>530 529</i>
Marché monétaire étranger	14 122	12 916	17 870	19 966	20 128	19 774	8 997	7 511
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>14 166</i>	<i>12 964</i>	<i>17 941</i>	<i>20 062</i>	<i>20 195</i>	<i>19 825</i>	<i>9 044</i>	<i>7 548</i>
Autres investissements								
Prêts	60 356	63 556	71 298	72 360	76 932	72 385	76 910	77 246
Dépôts	135 203	147 845	152 119	131 427	136 720	141 236	151 119	154 137
Réserves internationales	42 149	40 301	40 131	40 959	45 507	42 534	40 887	40 593
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>42 088</i>	<i>40 089</i>	<i>40 256</i>	<i>40 862</i>	<i>45 386</i>	<i>41 991</i>	<i>40 769</i>	<i>40 724</i>
Autres actifs	57 548	55 864	57 287	57 758	56 802	55 197	54 701	55 838
Total de l'actif à la valeur comptable	1 073 271	1 092 983	1 134 822	1 190 429	1 236 270	1 197 848	1 168 664	1 182 416
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 358 317</i>	<i>1 361 243</i>	<i>1 432 619</i>	<i>1 543 571</i>	<i>1 602 941</i>	<i>1 569 278</i>	<i>1 526 797</i>	<i>1 530 272</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	419 321	423 498	435 328	448 858	460 124	474 082	493 857	521 127
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	382 566	374 022	379 586	404 590	411 417	388 054	373 802	378 442
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>404 576</i>	<i>387 896</i>	<i>404 346</i>	<i>430 163</i>	<i>433 191</i>	<i>399 200</i>	<i>389 009</i>	<i>394 082</i>
Actions canadiennes	108 519	112 513	112 428	112 571	112 382	112 063	108 929	97 304
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>350 676</i>	<i>346 754</i>	<i>351 733</i>	<i>379 482</i>	<i>386 509</i>	<i>407 366</i>	<i>404 475</i>	<i>364 996</i>
Marché monétaire canadien	22 868	27 059	25 931	24 515	23 730	24 089	22 383	21 999
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>22 997</i>	<i>27 242</i>	<i>26 136</i>	<i>24 716</i>	<i>23 952</i>	<i>24 279</i>	<i>22 598</i>	<i>22 211</i>
Autres investissements								
Emprunts	43 555	45 529	50 013	49 508	55 606	54 915	48 639	52 469
Dépôts	213 699	234 571	235 692	227 149	247 012	251 668	239 184	243 519
Autres passifs	22 500	21 915	21 674	22 225	23 891	24 119	24 842	23 809
Total du passif à la valeur comptable	1 213 028	1 239 107	1 260 652	1 289 417	1 334 162	1 328 990	1 311 636	1 338 670
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 477 324</i>	<i>1 487 405</i>	<i>1 524 922</i>	<i>1 582 101</i>	<i>1 630 285</i>	<i>1 635 629</i>	<i>1 622 604</i>	<i>1 622 213</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-139 757	-146 124	-125 829	-98 988	-97 892	-131 142	-142 972	-156 254
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-119 007</i>	<i>-126 162</i>	<i>-92 303</i>	<i>-38 530</i>	<i>-27 344</i>	<i>-66 351</i>	<i>-95 807</i>	<i>-91 941</i>

Section H

Comptes du bilan national

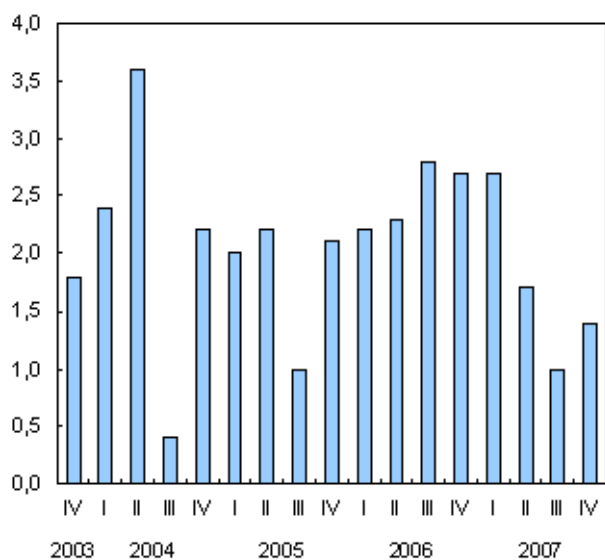
Quatrième trimestre de 2007 et année 2007

À la fin du quatrième trimestre de 2007, la valeur nette nationale avait atteint 5,5 billions de dollars, soit 165 400 \$ par habitant. Au cours du trimestre, elle a augmenté de 77 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et une légère accélération de la croissance comparativement à celle de 1,0 % du trimestre précédent.

Graphique H.1

La valeur nette nationale augmente

variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) a augmenté de 1,3 %, cette troisième décélération trimestrielle consécutive ayant eu pour toile de fond le ralentissement de la croissance économique du quatrième trimestre.

Bien que les investissements résidentiels aient diminué durant le trimestre, l'immobilier résidentiel est demeuré le principal moteur de la croissance du patrimoine national, sa contribution représentant plus de la moitié de la hausse.

La reprise de la croissance de la valeur nette nationale est grandement attribuable au maintien du niveau d'épargne des sociétés et des administrations publiques, ainsi qu'à des gains au chapitre des avoirs non financiers. Par ailleurs, l'accroissement de la valeur nette nationale a été appuyé par une légère diminution de la dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont calculés selon la valeur du marché).

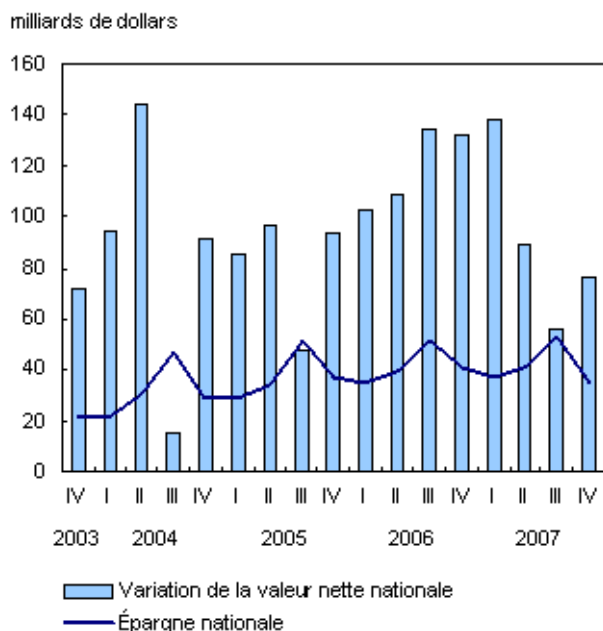
Propulsée par le plus important influx d'investissements étrangers en huit ans, la position des investissements étrangers directs nets du Canada a diminué modestement au quatrième trimestre de 2007. La force soutenue du dollar canadien a continué d'avoir un effet modérateur sur la valeur nette nationale.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers (actifs produits, terrains entourant les bâtiments et terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est égale au patrimoine national moins la dette extérieure nette (endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers et des entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques.

L'**épargne nationale** représente la somme de l'épargne des particuliers et des entreprises individuelles, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Les causes de la réévaluation comprennent les variations des prix des actifs non financiers, des prix des actions, des taux d'intérêt, des taux de change et des provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

Graphique H.2**La réévaluation des actifs pousse à la hausse la valeur nette nationale****La valeur nette des ménages augmente plus lentement**

La valeur nette des ménages a enregistré une légère hausse de 0,1 % au quatrième trimestre, la diminution de la valeur des actifs financiers conjuguée à la croissance du passif ayant annulé en grande partie l'effet de l'accroissement de la valeur des actifs non financiers.

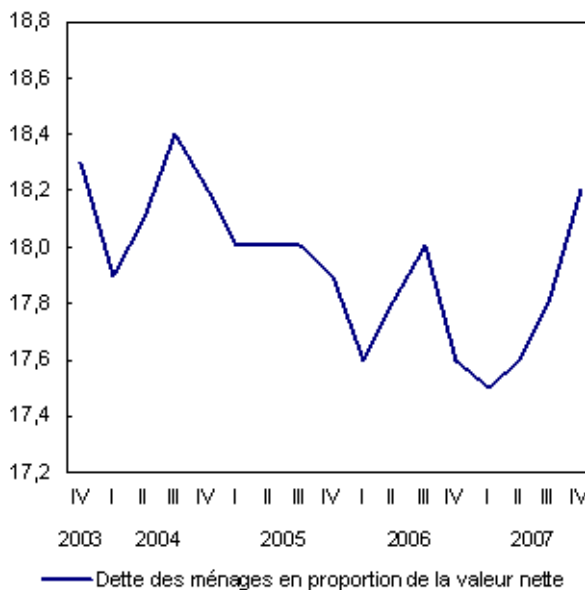
La dette des ménages (crédit à la consommation et prêts hypothécaires) s'est accrue beaucoup plus lentement qu'au cours des deux trimestres précédents. Le ratio d'endettement du secteur des ménages a augmenté, pour atteindre 18,2 % de la valeur nette des ménages à la fin de 2007.

Étant donné la stabilité des prix des logements neufs durant le trimestre, ainsi que le maintien des activités de construction de logements neufs et de rénovation, l'immobilier résidentiel a continué de prendre de l'expansion, quoiqu'à un taux plus faible qu'au cours des deux trimestres précédents. L'accroissement de la valeur de l'immobilier résidentiel a continué d'être le principal déterminant de la croissance des actifs non financiers.

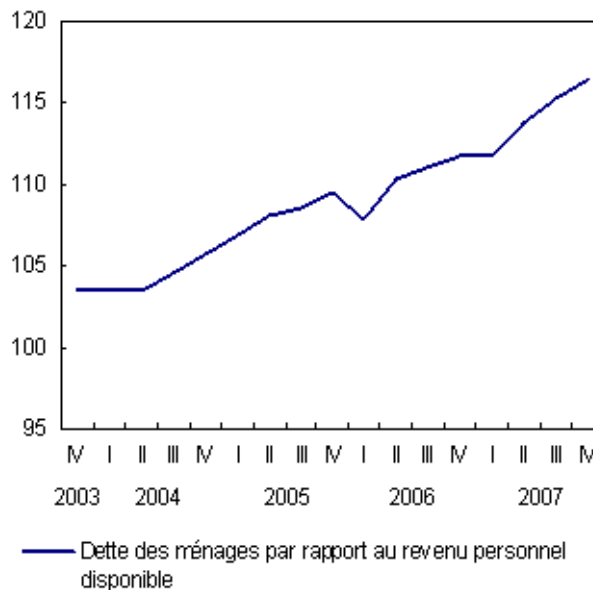
Le ressort du marché immobilier a plus que compensé l'effet d'une baisse des marchés boursiers. La valeur des actifs financiers a baissé légèrement, le fléchissement de la valeur des actions ayant plus que compensé la croissance des avoirs de retraite et des dépôts.

Graphique H.3**Le ratio d'endettement (valeur nette) des ménages continue d'augmenter**

en % de la valeur nette, données non désaisonnalisées

**Graphique H.4****Le ratio d'endettement des ménages (revenu personnel disponible) augmente légèrement**

en % du revenu personnel disponible, données désaisonnalisées



Le secteur des sociétés non financières continue d'afficher un excédent

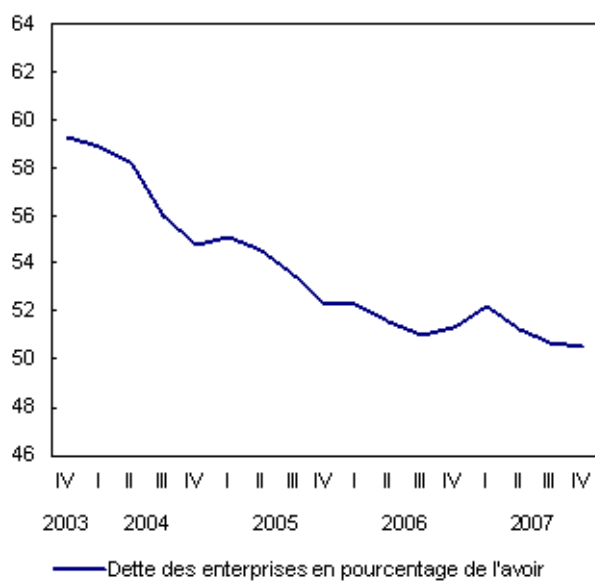
Soutenu par un accroissement important des bénéficiaires non répartis des sociétés au quatrième trimestre, tout en poursuivant son investissement soutenu en usines et matériel et en accumulant les stocks, le secteur des sociétés non financières est demeuré un prêteur net au reste de l'économie.

Malgré cet excédent, la demande de fonds a augmenté au cours du trimestre. En particulier, le secteur des sociétés non financières privées a recouru principalement à des emprunts pour répondre à ses besoins de financement. Le ratio d'endettement de ces sociétés a diminué, quoique légèrement, pour un troisième trimestre d'affilée.

Graphique H.5

Le ratio d'endettement des sociétés baisse légèrement

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



La croissance des actifs des institutions financières s'accélère

Au quatrième trimestre, les institutions financières ont continué d'accroître leurs actifs financiers, bien que plus lentement. Les prêteurs institutionnels sont à l'origine de cette croissance et les augmentations sont surtout attribuables aux prêts hypothécaires, au crédit à la consommation et aux prêts.

La dette nette des administrations publiques grimpe de nouveau

Alors que leur excédent global a diminué au quatrième trimestre, les administrations publiques ont vu augmenter légèrement leur dette nette totale après une baisse qui s'est prolongée pendant 14 trimestres consécutifs. Dans l'ensemble, les administrations publiques ont choisi d'émettre des effets à court terme et des obligations provinciales pour répondre à leurs besoins financiers. Malgré le léger accroissement de la dette nette des administrations publiques, le ratio de la dette nette par rapport au PIB est demeuré stable, la dette nette représentant moins de la moitié du PIB au quatrième trimestre, proportion considérablement plus faible que celle de plus de 90 % constatée en 1996.

Sommaire annuel, 2007

Le bilan national s'améliore, mais moins rapidement

En 2007, la valeur nette nationale a augmenté de 7,0 %, croissance significativement plus faible que celle de 10,3 % observée en 2006. Ce ralentissement est attribuable à l'effet combiné d'une légère réduction de l'épargne nationale et d'un accroissement de la dette extérieure nette.

Le patrimoine national a augmenté de 8,0 % l'année dernière, ce qui représente une accélération par rapport aux 7,6 % enregistrés en 2006. Les actifs du secteur immobilier résidentiel sont demeurés le principal déterminant de l'expansion du patrimoine national, leur contribution représentant plus de 60 % de l'accroissement.

La valeur des réserves de ressources naturelles augmente grâce à la forte demande et aux prix plus élevés sur les marchés

Une mesure plus générale du patrimoine national (c'est-à-dire en incluant les ressources naturelles) a augmenté de 6,8 % en 2007, soit sensiblement plus que la croissance de 5,9 % enregistrée en 2006. La valeur des ressources naturelles sélectionnées (bois d'œuvre, énergie et minéraux) a progressé de 1,2 %, pour atteindre 1 095 milliards de dollars en 2007, après un léger recul de 1,5 % en 2006 et une hausse considérable de 27,7 % en 2005.

L'augmentation de la valeur des minéraux et du bitume brut a plus que compensé la diminution de la valeur du gaz naturel et du bois d'œuvre. La valeur des réserves de gaz naturel a diminué de façon appréciable à cause du ralentissement de la production et de la hausse des coûts. La valeur des réserves de pétrole brut, de bitume brut et de minéraux s'est accrue, celle des minéraux étant entraînée par la demande internationale vigoureuse et l'accroissement des prix sur les marchés.

Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	5 079 2,0	5 157 1,5	5 284 2,5	5 412 2,4	5 498 1,6	5 571 1,3	5 157 7,6	5 571 8,0
Dettes nettes extérieures	-92 ...	-38 ...	-27 ...	-66 ...	-95 ...	-92 ...	-38 ...	-92 ...
Valeur nette nationale	4 987 2,8	5 119 2,6	5 257 2,7	5 347 1,7	5 403 1,0	5 479 1,4	5 119 10,3	5 479 7,0
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	152 400 2,5	156 200 2,5	159 900 2,4	162 100 1,4	163 300 0,7	165 400 1,3	156 200 9,2	165 400 5,9

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	16 176 314	16 713 938	17 120 504	17 466 886	17 767 101	17 950 979	16 713 938	17 950 979
Actifs non financiers	5 079 134	5 157 467	5 284 331	5 412 179	5 498 029	5 570 981	5 157 467	5 570 981
Immeubles résidentiels	1 436 971	1 465 798	1 496 377	1 535 401	1 569 252	1 597 176	1 465 798	1 597 176
Construction non résidentielle	1 150 708	1 165 960	1 193 596	1 220 715	1 238 459	1 257 686	1 165 960	1 257 686
Machines et matériel	423 775	429 636	446 732	447 783	437 840	434 585	429 636	434 585
Biens de consommation durables	379 953	386 824	387 855	395 007	396 575	398 575	386 824	398 575
Stocks	218 399	215 949	219 268	214 759	221 628	220 286	215 949	220 286
Terrains	1 469 328	1 493 300	1 540 503	1 598 514	1 634 275	1 662 673	1 493 300	1 662 673
Actifs financiers nets	-92 224	-38 233	-27 002	-65 617	-95 475	-91 859	-38 233	-91 859
Actifs financiers	11 097 180	11 556 471	11 836 173	12 054 707	12 269 072	12 379 998	11 556 471	12 379 998
Réserves officielles	40 130	40 960	45 508	42 533	40 886	40 593	40 960	40 593
Or et devises étrangères	37 860	38 867	43 547	40 756	39 224	38 932	38 867	38 932
Position de réserve au FMI	1 218	970	834	740	667	655	970	655
Droits de tirage spéciaux	1 052	1 123	1 127	1 037	995	1 006	1 123	1 006
Argent et dépôts bancaires	907 028	919 320	923 503	950 477	993 899	1 012 386	919 320	1 012 386
Autres dépôts	221 349	225 308	230 908	236 595	242 821	245 627	225 308	245 627
Devises et dépôts étrangers	123 750	137 908	149 007	157 800	167 616	176 808	137 908	176 808
Crédit à la consommation	295 291	302 103	307 274	318 579	328 658	336 850	302 103	336 850
Comptes à recevoir	260 901	263 727	269 902	271 619	276 077	277 602	263 727	277 602
Prêts bancaires	231 522	233 352	244 395	249 642	258 126	273 490	233 352	273 490
Autres prêts	225 771	233 575	234 944	238 098	240 342	240 258	233 575	240 258
Effets à court terme, Canada	109 471	113 158	124 291	109 668	102 209	107 002	113 158	107 002
Autres effets à court terme	201 766	214 354	219 964	221 775	233 235	226 562	214 354	226 562
Hypothèques	799 973	816 121	829 407	856 622	882 419	904 583	816 121	904 583
Obligations fédérales	271 376	264 057	256 355	253 854	252 768	254 835	264 057	254 835
(dont les OÉC)	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	13 206	15 465	13 206
Obligations provinciales	303 300	302 988	304 895	301 025	311 110	323 792	302 988	323 792
Obligations municipales	39 891	39 759	41 622	41 691	42 867	43 655	39 759	43 655
Autres obligations	454 081	485 922	498 040	508 489	533 566	553 543	485 922	553 543
Assurances-vie et rentes	1 335 293	1 396 073	1 421 004	1 441 012	1 464 863	1 477 616	1 396 073	1 477 616
Créances, entreprises privées	1 296 282	1 308 610	1 348 007	1 351 546	1 386 510	1 430 860	1 308 610	1 430 860
Créances, administrations publiques	215 102	217 751	223 306	222 624	224 146	226 561	217 751	226 561
Actions	2 223 792	2 391 990	2 455 144	2 553 234	2 598 877	2 548 505	2 391 990	2 548 505
Investissements étrangers	633 771	720 657	753 374	752 023	710 268	697 292	720 657	697 292
Autres éléments de l'actif	907 340	928 778	955 323	975 801	977 809	981 578	928 778	981 578
Passif et valeur nette	16 176 314	16 713 938	17 120 504	17 466 886	17 767 101	17 950 979	16 713 938	17 950 979
Passif	11 189 404	11 594 704	11 863 175	12 120 324	12 364 547	12 471 857	11 594 704	12 471 857
Argent et dépôts bancaires	924 187	940 210	944 932	969 120	1 014 737	1 032 928	940 210	1 032 928
Autres dépôts	221 349	225 308	230 908	236 595	242 821	245 627	225 308	245 627
Devises et dépôts étrangers	118 590	132 089	153 044	156 005	160 277	170 648	132 089	170 648
Crédit à la consommation	295 291	302 103	307 274	318 579	328 658	336 850	302 103	336 850
Comptes à payer	262 418	265 928	273 362	276 318	281 418	286 745	265 928	286 745
Emprunts bancaires	214 747	217 241	225 534	234 755	241 903	255 592	217 241	255 592
Autres emprunts	220 778	222 459	229 315	234 343	238 316	242 914	222 459	242 914
Effets à court terme, Canada	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	126 307	117 712
Autres effets à court terme	212 111	223 451	230 769	233 134	243 960	236 514	223 451	236 514
Hypothèques	800 316	816 467	829 750	856 961	882 755	904 918	816 467	904 918
Obligations fédérales	319 197	315 538	307 947	297 229	296 429	297 000	315 538	297 000
(dont les OÉC)	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	13 206	15 465	13 206
Obligations provinciales	422 158	429 054	430 229	414 833	419 153	431 494	429 054	431 494
Obligations municipales	44 086	44 047	45 788	45 687	46 909	47 781	44 047	47 781
Autres obligations	680 648	727 545	742 804	740 033	759 917	787 511	727 545	787 511
Assurances-vie et rentes	1 335 293	1 396 073	1 421 004	1 441 012	1 464 863	1 477 616	1 396 073	1 477 616
Créances, entreprises privées	547 096	513 323	545 295	567 563	576 078	581 748	513 323	581 748
Créances, administrations publiques	215 102	217 751	223 306	222 624	224 146	226 561	217 751	226 561
Actions	3 353 072	3 575 247	3 652 601	3 800 793	3 883 994	3 843 435	3 575 247	3 843 435
Autres éléments du passif	879 996	904 563	933 366	953 650	945 301	948 263	904 563	948 263
Valeur nette	4 986 910	5 119 234	5 257 329	5 346 562	5 402 554	5 479 122	5 119 234	5 479 122

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	1 049 971	1 067 745	1 084 165	1 113 798	1 142 313	1 166 898	1 067 745	1 166 898
Crédit à la consommation	295 291	302 103	307 274	318 579	328 658	336 850	302 103	336 850
Emprunts bancaires	36 575	36 985	38 658	38 596	39 558	40 201	36 985	40 201
Autres emprunts	72 992	73 703	74 528	73 453	72 376	71 534	73 703	71 534
Hypothèques	645 113	654 954	663 705	683 170	701 721	718 313	654 954	718 313
Sociétés privées non financières	613 040	633 195	652 494	656 970	666 365	677 137	633 195	677 137
Emprunts bancaires	122 149	121 360	124 814	130 105	134 219	143 052	121 360	143 052
Autres emprunts	77 132	76 958	79 395	80 729	79 220	76 270	76 958	76 270
Autres effets à court terme	51 561	57 088	59 679	59 508	62 817	61 463	57 088	61 463
Hypothèques	127 266	132 176	136 379	142 140	147 303	152 883	132 176	152 883
Obligations	234 932	245 613	252 227	244 488	242 806	243 469	245 613	243 469
Entreprises publiques non financières	67 552	67 502	67 143	66 582	66 819	68 245	67 502	68 245
Emprunts bancaires	2 755	2 678	2 449	2 481	2 479	2 512	2 678	2 512
Autres emprunts	7 082	7 376	6 574	6 398	6 408	6 519	7 376	6 519
Autres effets à court terme	7 436	6 204	6 239	6 268	6 247	6 257	6 204	6 257
Hypothèques	96	95	94	93	94	91	95	91
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 444	48 500	49 147	48 750	49 018	50 276	48 500	50 276
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 618	2 528	2 519	2 471	2 452	2 469	2 528	2 469
Administration fédérale	404 422	403 096	413 443	394 015	385 161	384 164	403 096	384 164
Emprunts bancaires	101	101	101	101	101	102	101	102
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	126 307	117 712
Obligations fédérales	281 352	276 688	277 395	272 824	272 148	266 350	276 688	266 350
Obligations d'épargne du Canada	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	13 206	15 465	13 206
Autres obligations	264 435	261 223	262 312	258 003	257 401	253 144	261 223	253 144
Autres paliers d'administration publique	398 013	404 608	407 993	407 462	413 556	419 267	404 608	419 267
Emprunts bancaires	3 550	3 705	4 767	5 172	4 860	4 774	3 705	4 774
Autres emprunts	15 067	15 228	15 202	15 287	15 456	15 816	15 228	15 816
Autres effets à court terme	15 067	15 663	15 677	15 663	20 199	21 918	15 663	21 918
Hypothèques	2 000	2 000	1 999	1 999	1 999	1 999	2 000	1 999
Obligations provinciales	315 973	321 567	321 911	320 022	321 046	324 499	321 567	324 499
Obligations municipales	42 522	42 543	44 567	45 469	46 165	46 445	42 543	46 445
Autres obligations	3 834	3 902	3 870	3 850	3 831	3 816	3 902	3 816
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 532 998	2 576 146	2 625 238	2 638 827	2 674 214	2 715 711	2 576 146	2 715 711
Crédit à la consommation	295 291	302 103	307 274	318 579	328 658	336 850	302 103	336 850
Emprunts bancaire	165 130	164 829	170 789	176 455	181 217	190 641	164 829	190 641
Autres emprunts	172 273	173 265	175 699	175 867	173 460	170 139	173 265	170 139
Effets à court terme, Canada	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	126 307	117 712
Autres effets à court terme	74 064	78 955	81 595	81 439	89 263	89 638	78 955	89 638
Hypothèques	774 475	789 225	802 177	827 402	851 117	873 286	789 225	873 286
Obligations	928 796	941 462	951 757	937 995	937 587	937 445	941 462	937 445
Non-résidents	47 083	50 391	53 109	47 301	47 532	51 625	50 391	51 625
Emprunts bancaires	16 775	16 111	18 861	14 887	16 223	17 898	16 111	17 898
Autres emprunts	30 308	34 280	34 248	32 414	31 309	33 727	34 280	33 727
Hypothèques	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 580 081	2 626 537	2 678 347	2 686 128	2 721 746	2 767 336	2 626 537	2 767 336
Institutions financières canadiennes	691 649	732 901	757 384	785 519	819 011	850 406	732 901	850 406
Emprunts bancaires	49 617	52 412	54 745	58 300	60 686	64 951	52 412	64 951
Autres emprunts	48 505	49 194	53 616	58 476	64 856	72 775	49 194	72 775
Autres effets à court terme	138 047	144 496	149 174	151 695	154 697	146 876	144 496	146 876
Hypothèques	25 841	27 242	27 573	29 559	31 638	31 632	27 242	31 632
Obligations	429 639	459 557	472 276	487 489	507 134	534 172	459 557	534 172
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 271 730	3 359 438	3 435 731	3 471 647	3 540 757	3 617 742	3 359 438	3 617 742
Actif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	100 589	92 918	91 601	81 541	79 026	78 856	92 918	78 856
Entreprises non financières	77 585	80 451	82 866	83 500	87 286	86 171	80 451	86 171
Administrations publiques	236 962	237 515	248 419	253 454	257 158	258 442	237 515	258 442
Non-résidents	422 181	443 641	455 505	433 357	417 937	429 702	443 641	429 702
Institutions financières canadiennes	2 457 232	2 527 662	2 581 591	2 642 834	2 722 340	2 787 601	2 527 662	2 787 601